

“

...2001, 2002, 2003, 2004, 2005

2006

2007, 2008, 2009, 2010...

”



“Sommaire

Content ”

P 2	Message du Président Message from the Chairman
P 4	Conseil d'administration Board of Directors
P 6	Chiffres clés Key figures
P 10	Idées neuves New ideas
P 14	Côté clients From the customer's point of view
P 18	C'est aussi NSC NSC is also...
P 23	Rapport de gestion du Conseil d'administration Management review of the Board of Directors
P 36	Résultats financiers des cinq derniers exercices Five-year summary of selected financial data
P 38	Rapport du Président Report of the Chairman
P 45	Bilan consolidé Consolidated balance sheet
P 46	Compte de résultat consolidé Consolidated statement of income
P 47	Tableau des flux de trésorerie consolidés Consolidated statement of cash flows
P 48	Variation des capitaux propres consolidés Change in consolidated shareholders' equity
P 50	Annexe aux comptes consolidés Notes to the consolidated financial statements
P 73	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Auditors' report on the consolidated financial statements
P 76	Bilan de la société mère Parent company balance sheet
P 78	Compte de résultat de la société mère Parent company statement of income
P 79	Tableau de financement de la société mère Parent company statement of cash flows
P 81	Annexe aux comptes de la société mère Notes to the parent company financial statements
P 90	Rapport général des Commissaires aux comptes Statutory Auditors' report
P 91	Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce Statutory Auditors' report in application of the article L.225-235 of the Code de commerce
P 92	Rapport spécial des Commissaires aux comptes Special report of the Statutory Auditors
P 96	Résolutions Resolutions
P 99	Informations juridiques et administratives Legal and administrative information
P 105	Bref historique du groupe Brief history of the group

Bruno AMELINE
Président • NSC packaging
Chairman



“ Message du Président ”

Message from the Chairman

To our Shareholders,

In 2006, the NSC Group returned to profitability. The trend to recovery that started in 2004 reflected both the market adaptation of the group's traditional businesses and its determined commitment in the packaging equipment sector.

The year's consolidated net turnover remained stable at € 126 million, masking a contrasting situation. While sales declined for machinery designed to transform long fibres, and business in the nonwoven equipment sector was stable, packaging activities grew by more than 40%. The nonwoven market remained the group's largest business focus.

The increasing importance of the packaging equipment sector is certainly the most significant trend in the last few years for NSC. World growth, the importance given to the exterior appearance of mass-market products, and the general public's concern to promote environmentally friendly and recyclable consumer goods converge to spark new interest in innovative packaging products and processes. Monomatic, Pack'Industrie and now also Spack System have acquired envied positions in their respective markets and each is on a development path that is very encouraging. NSC confirms its determination to support the development of these three companies, both by backing their internal projects and by adding complementary know-how.

At the beginning of the period 2007-2010, which marks the group's two hundredth anniversary, NSC again faces a turning point in its history. The balancing of its different businesses to give packaging its full weight is one of the most visible aspects. Less obvious, but also important are the efforts made to activate exchanges and synergies among the businesses, e.g. the shared operation of marketing structures, the expansion of the plant in China to the benefit of the group's three business focuses, and the reorganization of support functions targeting efficiency and transparency as the key elements. In this last area, I would like to underline the creation of an Audit Committee and a Compensation-Appointment Committee on the Board of Directors. Finally, the growth of Asian markets clearly impacts current decisions concerning industrial and commercial organization.

The year 2007 should be marked by ongoing improvement of the group's economic performance. Despite an unfavourable euro-U.S. dollar exchange rate, the volume of orders for packaging and long-fibre equipment is significant, and productivity continues to increase.

I can confirm that at a time when corporate values are publicly debated, the men and women who make up NSC pursue their efforts to contribute to the future of the group with a focus on the long term and full awareness of the economic, human, and social consequences of their decisions, knowing that they can rely on your support.

Bruno Ameline
Guebwiller, June 13, 2007

Mesdames, messieurs les actionnaires,

2006 a été l'année du retour du Groupe NSC à une situation bénéficiaire. Le redressement amorcé depuis 2004 est à la fois le fruit des adaptations au marché réalisées dans les métiers traditionnels du groupe, et le produit de son engagement volontariste dans le secteur des équipements d'emballage.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année s'est maintenu à 126 millions d'euros, masquant une situation contrastée : alors que les ventes d'équipements pour la transformation des fibres longues ont régressé, l'activité d'équipements pour le nontissé s'est stabilisée, tandis que le secteur emballage s'est développé de plus de 40 %. Le pôle nontissé reste le domaine d'activité le plus important du groupe.

L'importance croissante de son secteur d'emballage est certainement le fait le plus marquant des dernières années pour NSC. La croissance mondiale, l'importance de l'apparence extérieure des produits de grande consommation, le souci du public pour l'écologie et la recyclabilité concourent à renouveler l'attrait de nouveaux formats et de nouveaux processus d'emballage. Tant Monomatic que Pack'Industrie et désormais Spack System jouissent de positions enviées sur leurs marchés respectifs et sont chacun placés sur une trajectoire très encourageante. NSC affirme sa volonté forte de nourrir le développement de ces filiales, tant par son support à leurs projets internes que par l'adjonction de savoir-faire complémentaires.

À l'aube de la période 2007-2010, qui clôturera deux siècles d'existence du groupe, NSC fait à nouveau face à un tournant de son histoire. Le rééquilibrage de ses différents métiers en constitue un des aspects les plus visibles. Moins apparents, mais également importants sont les efforts déployés pour animer les interactions et les synergies entre les métiers : exploitation commune des infrastructures commerciales, expansion de notre usine de Chine au profit des trois pôles et refonte des fonctions centrales dans un plus grand souci d'efficacité et de transparence en sont les thèmes clés. À ce dernier titre, je souhaite souligner la mise en place au sein du Conseil d'administration de Comités d'Audit et de Rémunération et Nomination. Enfin, la poussée des marchés asiatiques façonne clairement les décisions d'organisation industrielle et commerciale actuelles.

L'année 2007 devrait voir se prolonger l'amélioration des performances économiques. En dépit d'une parité défavorable de l'euro avec le dollar, les carnets de commandes des activités emballage et fibres longues sont conséquents et les progrès de productivité se poursuivent.

Je vous confirme qu'à l'heure où les valeurs dans l'entreprise sont en débat public, les hommes et femmes de NSC continuent à œuvrer pour l'avenir de votre groupe dans un esprit de long terme et en pleine conscience des enjeux économiques, humains et sociétaux de leurs décisions, et ceci avec votre appui.

Bruno Ameline,
Guebwiller, le 13 juin 2007

Conseil d'administration

Board of Directors

Bruno Ameline

Président nommé le 25 juin 1999
Chairman appointed on June 25, 1999

Régis Bello

Administrateur nommé le 14 avril 1993
Member of the Board appointed on April 14, 1993

Alain Beydon

Administrateur nommé le 20 juin 1989
Member of the Board appointed on June 20, 1989

Christian Koch

Administrateur nommé le 20 juin 1989
Member of the Board appointed on June 20, 1989

Frédéric Roure

Administrateur nommé le 12 juin 1998
Member of the Board appointed on June 12, 1998

Bernard Steyert

Administrateur nommé le 17 mai 2002
Member of the Board appointed on May 17, 2002

Claude Weisse

Administrateur nommé le 21 mai 1997
Member of the Board appointed on May 21, 1997

Alsapar SC

Administrateur nommé le 25 juin 1996,
représentée par Eric Beydon.
Member of the Board appointed on June 25, 1996,
represented by Eric Beydon.

Commissaires aux comptes titulaires

Statutory Auditors

Einhorn Mazars & Guérard

RCS Strasbourg B 348 600 990
Nommée le 18 juin 1993.
Représentée par Valentin Wittmann.
Appointed on June 18, 1993.
Represented by Valentin Wittmann.

Société Fiduciaire de Révision

RCS Mulhouse B 339 304 230
Nommée le 17 juin 2005.
Représentée par Thierry Liesenfeld.
Appointed on June 17, 2005.
Represented by Thierry Liesenfeld.

Commissaires aux comptes suppléants

Alternate Auditors

Fiduciaire de l'Industrie et du Commerce

Nommée le 18 juin 1993
Appointed on June 18, 1993.

Alpha Audit

RCS Mulhouse B 380 469 700
Nommée le 17 juin 2005
Appointed on June 17, 2005.

Titre boursier

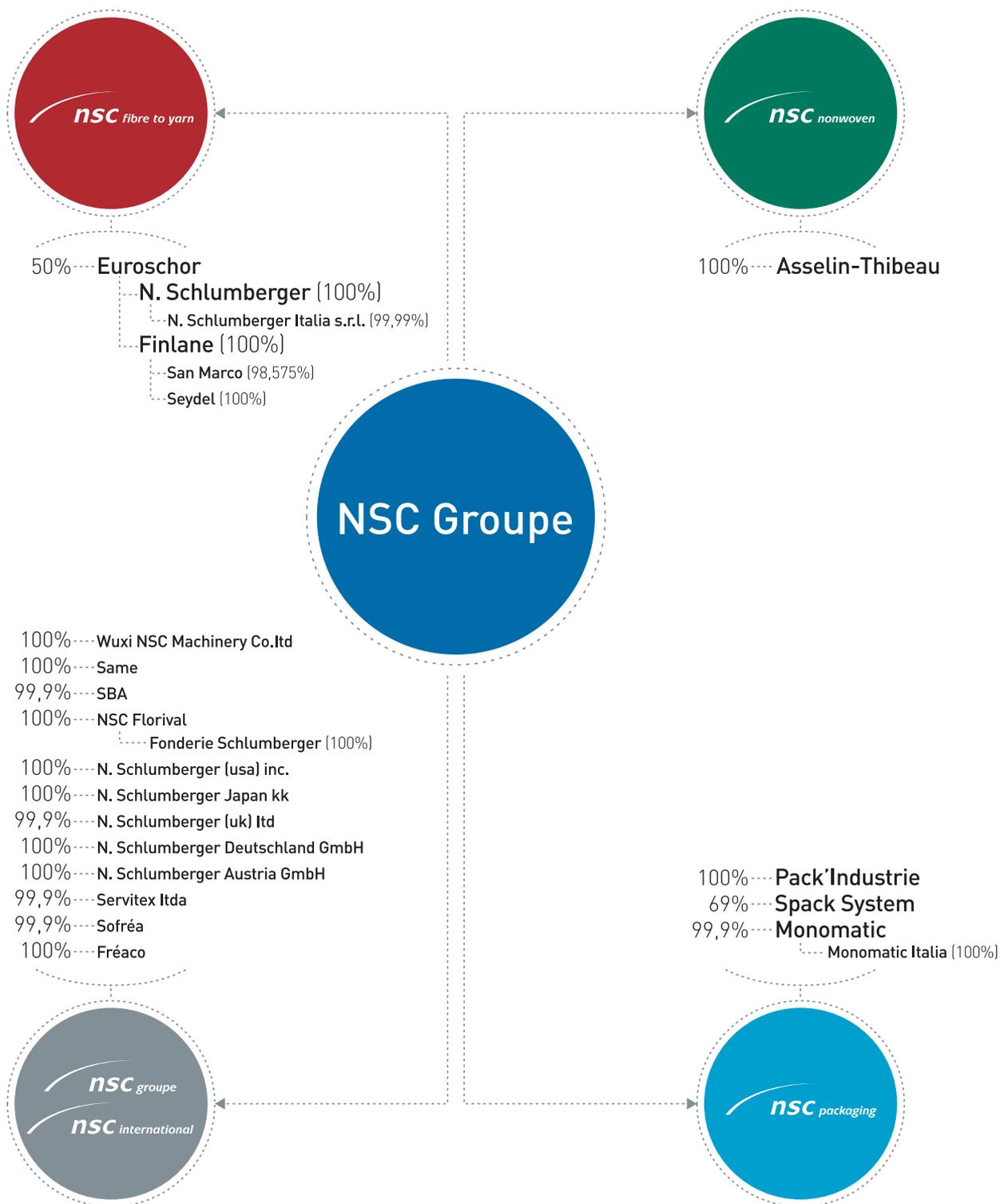
Share price



“Organisation

au 13 juin 2007

As of June 13, 2007



Marcel RIDACKER
Directeur financier
Finance and Administration



“Chiffres clés

Au prix de profondes mutations, le Groupe NSC s’est forgé les atouts nécessaires pour gagner sur tous les marchés où il est présent.

KEY FIGURES

Investing to carry out profound changes, the NSC Group has forged the skills it needs to succeed in all the markets in which it operates.

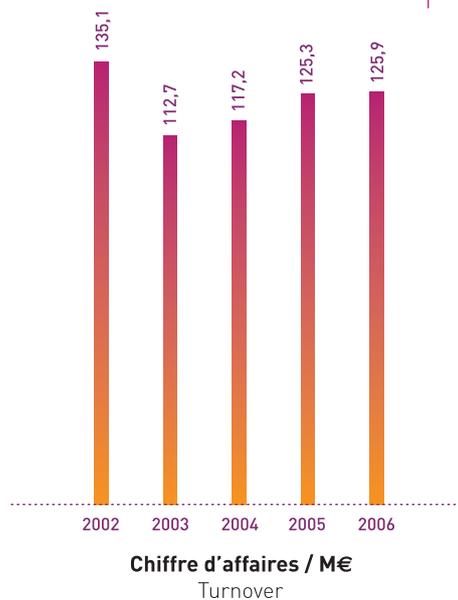
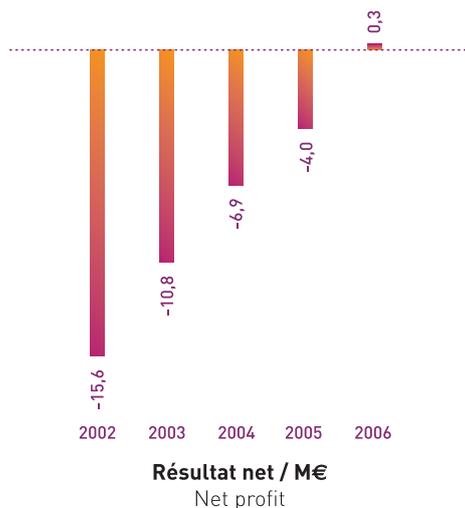


L'exercice 2006 est marqué par le retour du groupe à une situation légèrement bénéficiaire qui devrait se confirmer en 2007.

Ce redressement est le fruit à la fois des adaptations conduites depuis plusieurs années pour mettre NSC fibre to yarn en adéquation avec ses marchés et au développement rentable de l'activité packaging.

Avec 125,9 millions d'euros, le chiffre d'affaires est resté stable en 2006. La situation a cependant été contrastée :

- NSC nonwoven a connu une stabilisation, son marché éprouvant le besoin d'absorber les investissements importants des années récentes.
- dans une conjoncture favorable, NSC packaging a fortement accru ses succès chez ses clients et a sensiblement augmenté son chiffre d'affaires.
- après un début d'année difficile, NSC fibre to yarn a notablement fait progresser ses ventes au second semestre pour néanmoins régresser globalement par rapport au niveau d'activité de 2005.



The year 2006 was marked by the group's return to relative profit-making, a situation that is expected to continue in 2007.

This recovery reflected both the efforts made over the last few years to adapt NSC fibre to yarn to the market and the profitable development of packaging activities.

At € 125.9 million, net turnover remained stable in 2006. The situation, nevertheless, included contrasting factors.

- NSC nonwoven stabilized operations, since its market needed to absorb the major investments of the last few years.
- In a favourable environment, NSC packaging bolstered its success with customers and significantly increased net turnover.
- After a difficult first half, NSC fibre to yarn boosted sales in the second six months of the year, although the final result was less than in 2005.

Avec 16 % du chiffre d'affaires du groupe, le progrès de NSC packaging atteste du succès de la stratégie de diversification amorcée en 2000.

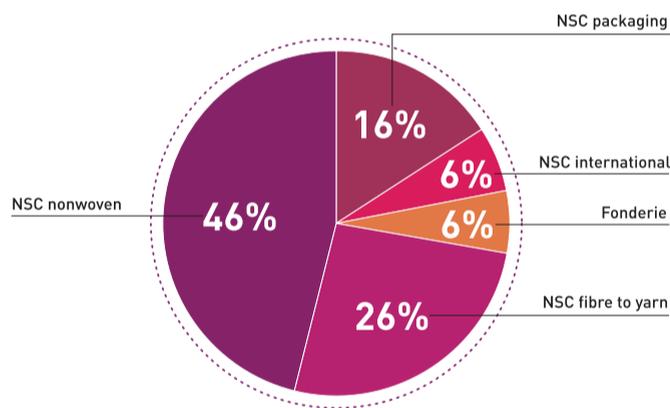
La part de NSC nonwoven atteint 46 % du chiffre d'affaires du groupe tandis que NSC fibre to yarn se maintient à 26%.

Les exigences de flexibilité et de réactivité des clients permettent d'envisager la croissance de l'activité de Fonderie (6% du chiffre d'affaires) face à la concurrence d'Europe de l'Est.

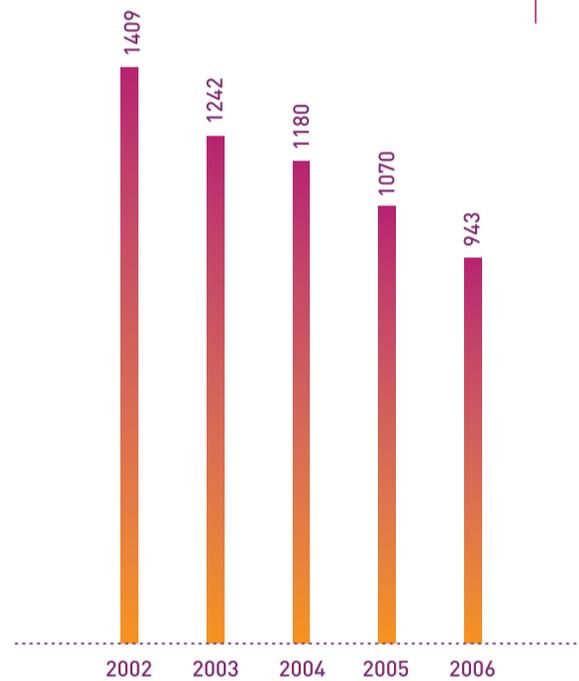
L'exercice 2006 a été marqué par la poursuite de l'adaptation de NSC fibre to yarn.

L'effectif et les structures actuels de N. Schlumberger sont désormais en cohérence avec le niveau du marché. Dans les autres sociétés du groupe, les effectifs ont peu évolué.

Au total, les effectifs s'établissent à 943 personnes à fin 2006, en diminution de 127 personnes par rapport à l'exercice précédent.



Chiffre d'affaires par pôles
Turnover by business units



Effectifs au 31 décembre
Staff as of December 31

Accounting for 16% of the group's net turnover, NSC packaging illustrated the success of the diversification strategy initiated in 2000. The share of NSC nonwoven was 46% of the group's turnover, while NSC fibre to yarn remained stable at 26%.

Customer requirements for flexibility and responsiveness are an indication of the potential growth of foundry activities (6% of net turnover) in competition with eastern Europe.

The year 2006 was marked by the continued streamlining of NSC fibre to yarn.

N. Schlumberger's current workforce and structures are now in line with the market. In the other group companies, the number of employees changed little.

Altogether, the group counted 943 men and women at the end of 2006, with 127 fewer employees than at the end of 2005.

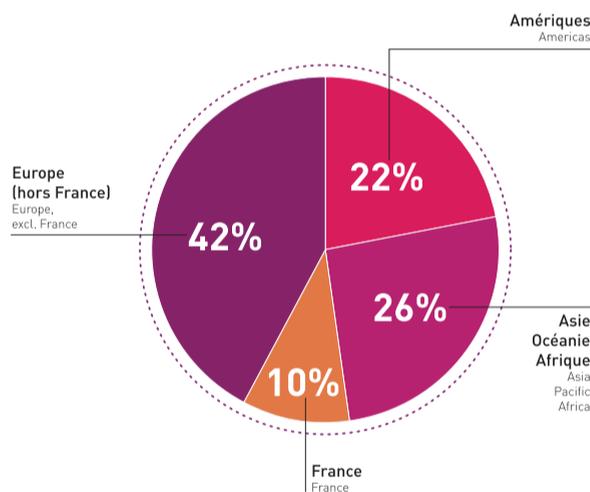
L'Europe demeure de loin le principal marché de NSC. Notre présence se confirme en Asie qui représente plus du quart des débouchés du groupe.

Il faut noter une présence encore limitée mais en bonne progression au Moyen-Orient et en Afrique, zones parfois délaissées.

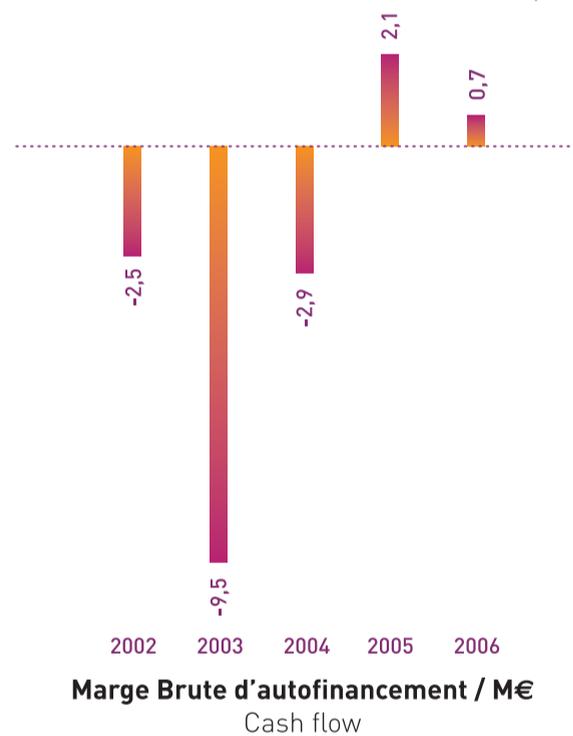
La marge brute d'autofinancement s'établit à 0,7 million d'euros, en diminution par rapport à 2005.

Ce recul est la conséquence de la variation comptable des impôts différés qui ont généré un produit en 2005 et une charge en 2006.

Cette nouvelle situation fiscale est induite par l'amélioration des résultats des sociétés du groupe.



Chiffre d'affaires par zones géographiques
Turnover by geographic regions



Marge Brute d'autofinancement / M€
Cash flow

By far, Europe remains NSC's principal market. The group has confirmed its presence in Asia, which represents more than 25% of group outlets.

There is also a limited, but growing presence in the often ignored regions of the Middle East and Africa.

The Company's cash flow stood at € 0.7 million, down from 2005.

This decline was the consequence of the accounting shift in deferred taxes, an item that generated income in 2005 and a charge in 2006.

This new tax situation was due to the improved results reported by group companies.

Marc BRABANT
NSC nonwoven



“ Idées neuves

**NSC investit fortement
dans la Recherche
et le Développement.
C'est la principale garantie
de son avenir.**

NEW IDEAS

NSC makes a significant investment
in Research and Development.
This is what guarantees its future.



Rouler carré

2006 fut l'année d'un challenge très particulier pour Pack'Industrie : le développement d'une machine à fabriquer par roulage des fûts carrés en carton, brevetés sous le nom de Karo. Six collaborateurs du bureau d'études et de l'atelier ont travaillé à la mise au point de cette ligne de fabrication d'emballages. Destiné au conditionnement de produits chimiques en poudre, le fût Karo réduit de 50 % la place de stockage au sol. Une palette "Europe" loge jusqu'à six fûts et l'emballage est si résistant que l'on peut stocker trois palettes les unes sur les autres. Aux économies de place et de coûts de livraison, le fût Karo ajoute sa totale recyclabilité : il est intégralement fabriqué en papier kraft... un grand pas pour l'environnement !

Par ailleurs, Spack System qui a rejoint le Groupe NSC en 2005, a démultiplié le potentiel de développement de Pack'Industrie. Ainsi, l'utilisation de rattleurs automatiques et de dérouleurs de bandes cartons Spack System a permis d'accroître nettement les

performances des lignes de fabrication de cornières. Une grande année 2006 pour Pack'Industrie !

SQUARING THE CIRCLE

2006 brought Pack'Industrie a very special challenge – to develop a machine that could roll cardboard to make square drums patented under the name Karo. Six employees from engineering and the plant floor worked to develop this packaging production line. Designed for the packaging of powdered chemical products, Karo drums reduce surface storage area by 50%. A "Europe" pallet can hold up to six drums, and this type of packaging is so resistant that three pallets can be stored on top of one another. In addition to saving space and reducing delivery costs, Karo drums are also completely recyclable. They are made entirely of Kraft paper, a major contribution to environmental protection.

Moreover, Spack System, which joined the group in 2005, has multiplied Pack'Industrie's development potential. The use of Spack System automated cardboard band transfers and unwinders led to a significant improvement in performance levels for profile production lines.

2006 was an important year for Pack'Industrie.

Pack'Industrie



1/2 heure contre

De l'avis des utilisateurs, les cartes CA de l'ancienne génération possédaient déjà un avantage par rapport à leurs concurrentes : elles étaient faciles à monter et démonter. Mais il fallait tout de même consacrer une demi-journée à l'ouverture de la machine pour sa maintenance.

Une demi-heure suffit désormais pour la carte Excellence®. Conçue pour faciliter l'accès à tous les organes, elle est totalement décapotable en quelques tours de clé. Ses modules glissent sur des rails pour dévoiler sa structure interne. De plus, le mécanicien d'entretien peut s'installer sur un chariot suspendu pour extraire des éléments sous la machine afin de les contrôler.

Ce "jeu d'enfant" surprend même encore les spécialistes Asselin-Thibeau ! Et il séduit, bien sûr, les clients qui découvrent là un formidable gain de temps pour toute intervention, qu'il s'agisse de nettoyage ou de changement de garniture.



Innovation sur tous les fronts

1/2 journée

1/2 HOUR VERSUS 1/2 DAY

In the opinion of users, CA cards of the former generation already had an advantage over the competition, since they were easy to install and take out. But it still took half a day to open the machine to ensure maintenance.

With the Excelle® card, it now takes only half an hour.

Designed to facilitate access to all the machine's parts, the top of the Excelle® card can be taken off with a few turns of a wrench. Its modules slide out on rails, revealing the inner structure. In addition, the maintenance mechanic can work from a suspended platform to extract parts from under the machine so they can be checked.

The ease with which this system works still surprises specialists at Asselin-Thibeau. And it obviously appeals to customers who see a terrific time saver for whatever reason, e.g. cleaning or changing fittings.

Asselin-Thibeau



Constructeur de dérouleurs et d'enrouleurs automatiques pour tout type de bandes flexibles, Monomatic a multiplié les nouveautés en 2006.

Dans le domaine du carton (emballage pour liquides, paquets de cigarettes...), la société a développé des machines dont la vitesse de raccordement de bobines "bout à bout" a progressé de 30 %, jusqu'à 400 mètres/minute. La capacité de chargement a suivi la même évolution, le diamètre maximum des bobines passant de 1 850 à 2 150 mm. Les ingénieurs d'étude ont cédé à la mode du "low cost": ils ont créé des dérouleurs d'entrée de gamme s'ouvrant ainsi de nouveaux débouchés.

A l'autre extrémité du spectre, Monomatic a vendu quatre installations "high tech" destinées à la fabrication de pièces en matériaux composites pour l'aéronautique : un marché extrêmement prometteur, la fibre de carbone prenant une place grandissante dans la composition des structures d'avion.

INNOVATION ACROSS THE BOARD

As a maker of automated winders and unwinders for all types of flexible bands, Monomatic multiplied new applications in 2006.

In cardboard (packaging for liquids, cigarette packs, etc.), the Company developed machines with a 30% increase in the speed with which bobbins are wound "end-to-end" – up to 400 meters/minute. Loading capacity followed the same trend, as the maximum diameter of the bobbins went from 1,850 to 2,150 mm. In line with current business models, Company engineers developed low cost unwinders that opened up new outlets.

At the other end of the spectrum, Monomatic sold four high-tech facilities designed for the manufacture of composite parts for the aerospace sector, an extremely profitable market, since carbon fibre plays a growing role in the composition of aircraft bodies.

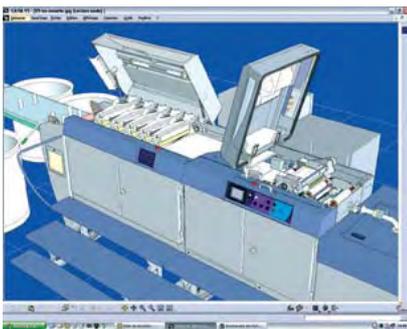
Monomatic





Super...vision

N. Schlumberger a ouvert la voie parmi les fabricants de biens d'équipements en adoptant la version V5 de Catia, le système de conception 3 D développé par Dassault Systèmes.



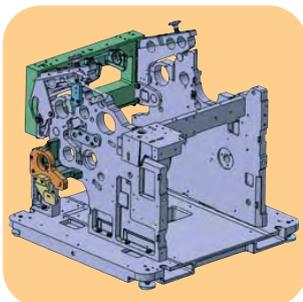
En 2006, l'association du progiciel de gestion intégré SAP avec Catia V5, a permis de coupler totalement le bureau d'études et la production. Les sous-ensembles et composants conçus sous Catia sont traduits automatiquement en nomenclatures injectées directement dans SAP, prévenant ainsi tout risque d'erreur. Toute modification de conception est par la suite répercutée instantanément

au système de gestion de production. Les données sont consultables par tous les services concernés (achats, assemblage, logistique, maintenance...) qui peuvent à leur tour les enrichir. Ainsi, chaque collaborateur possède une vision parfaite en temps réel des dossiers en cours.

SUPER...VISION

Among capital equipment manufacturers, N. Schlumberger led the way by adopting Catia V5, the latest version of the 3D design system developed by Dassault Systèmes.

In 2006, the combination of the SAP integrated management software with Catia V5 made it possible to couple engineering and production functions fully. The subsets and components designed under Catia are automatically translated into nomenclatures that are directly injected into SAP, thereby avoiding any risk of error. Any change in the design is then instantaneously passed through to the production management system. The data can be consulted by all the services concerned (procurement, assembly, logistics, maintenance, etc.), which can also contribute to the program. In this way, employees have a clear view of the process in real time.



N. Schlumberger

Fruit du partenariat conclu en 2005 entre Asselin-Thibeau et Rieter Perfojet, une nouvelle ligne pilote à échelle industrielle a été inaugurée en juin 2006 dans le centre technique de Perfojet, à Montbonnot.

Elle rassemble les dernières innovations technologiques développées par les deux partenaires et démontre leurs savoir-faire dans de véritables conditions industrielles. Les résultats ne se sont pas fait attendre : deux lignes équipées chacune d'une carte Exelle® ont été vendues, l'une en Inde, l'autre en Russie. Cette "demo-room" devient le rendez-vous incontournable d'un nombre croissant de grands groupes clients et de fournisseurs, délégués pour concevoir de nouveaux produits nontissés.

Un partenariat qui démontre déjà toute son efficacité.

TRIALS UPGRADED

The result of the partnership signed in 2005 between Asselin-Thibeau and Rieter Perfojet, a new industrial-scale pilot line was started up in June 2006 at the Perfojet technical centre in Montbonnot.

It will combine the most recent technological innovations developed by the two partners and show their know-how under actual industrial conditions. Results came quickly. Two lines (each equipped with an Exelle® card) were sold, one in India and the other in Russia. This demonstration space has become a regular venue for a growing number of large groups that are customers and suppliers, with a mission to develop new nonwoven products.

This partnership has already demonstrated its effectiveness.

Asselin-Thibeau



Philippe PIERAERTS
NSC international

“Côté clients

**Plus que jamais,
nos clients comptent sur NSC
pour prendre de l'avance
et conquérir
de nouveaux marchés.**

FROM THE CUSTOMER'S POINT OF VIEW

More than ever, our customers count on NSC to be in the forefront of innovation and win new markets.



NSC se lance dans le maïs



En 2006, Asselin-Thibeau a installé chez un client belge une ligne complète, qui travaille la fibre PLA (polyacide lactique), à base de maïs. L'entreprise utilise cette toute nouvelle fibre recyclable dans la fabrication de banderoles publicitaires imprimables. Elle envisage de produire avec le même produit des feutres de filtration pour gaz chauds.

Le maïs, un nouveau développement pour NSC ?

NSC ENTERS THE CORNSTARCH MARKET

In 2006, Asselin-Thibeau supplied a Belgian customer with a full line that produces PLA (polylactic acid) fibre from cornstarch. The Company uses this new recyclable fibre to manufacture printable advertising banners. It plans to produce hot gas filtration felt using the same product.

Cornstarch could be a new development vector for NSC.

Asselin-Thibeau

La balle de laine la plus fine du monde

En 2006, les machines NSC ont peigné la laine la plus fine du monde. Sa quantité très limitée (93 kg) et sa finesse exceptionnelle (11,8 microns) ont justifié une enchère de 1 500 euros le kilo, soit 350 fois le prix moyen de la laine d'Australie.

Cette laine provenait de moutons Mérinos entourés d'attentions quotidiennes exceptionnelles : musique et régime diététique. Propriétaire de ce cheptel hors du commun, la société Highlander Partnership est établie dans la province des New South Wales, près de Sydney. Le peignage a été effectué par le groupe italien Schneider (peignages Verrone et Rieti) sur des cardes Thibeau®, des

étireurs et peigneuses Finlane et N. Schlumberger. Les costumes fabriqués avec cette laine se sont vendus plus de 9 000 euros pièce !

THE WORLD'S FINEST BALE OF WOOL

In 2006, NSC machines combed the finest wool in the world. Its extremely limited quantity (93 kg) and its exceptional fineness (11.8 microns) were justification for a bid of € 1,500 per kilogram, representing a sum 350 times the average price of Australian wool.

The wool came from Merino sheep that were the object of extraordinary daily attention, including music and a special diet. The owner of this unusual flock, the Australian company Highlander Partnership, is based in New South Wales, not far from Sydney. The combing was done by the Italian group Schneider (Verrone and Rieti) using Thibeau® cards

as well as drafting and combing equipment by Finlane and N. Schlumberger. Suits made from this wool are sold for more than € 9,000 each!

**Asselin-Thibeau, Finlane
N. Schlumberger**



Succès Est-Ouest

Spack System est très présent aux USA où il est reconnu comme leader, pour les équipements de fabrication de tubes carton épais. Les trois plus grands producteurs américains qui représentent 80 % du marché, comptent parmi ses clients.

Ce succès est construit par le renforcement constant de l'avantage technologique de Spack System : l'augmentation des vitesses maximum de défilement des bandes carton de 250 à 450 pieds/min multiplie par deux le potentiel de production des lignes installées. L'intégration de Spack System dans le Groupe NSC lui a ouvert la porte de la filiale américaine (Fort Mill - Caroline du Sud), où il a implanté un centre de pièces de rechange et de services.

Via la filiale d'Osaka du Groupe NSC, Spack System a également conclu des ventes au Japon, un premier

pas sur le marché asiatique où il nourrit de grandes ambitions.

EAST-WEST SUCCESS

In the United States, Spack System is a recognized leader in the manufacture of equipment used to produce thick cardboard tubes. Its customers include the three largest American tube producers, which account for 80% of the market.

This success is based on constant efforts to bolster Spack System's technological advantage, i.e. the increase in the maximum speeds at which cardboard bands pass through the machine from 250 to 450 feet/min doubles the production potential of installed lines.

The integration of Spack System in the NSC Group provided access to the American subsidiary at Fort Mill, South Carolina, where the group has set up a service centre and spare parts warehouse.

Through the NSC Group's Osaka subsidiary, Spack System also found buyers in Japan, a first step in the Asian market, where the company nurtures great ambitions.

Spack System



Double en Inde ?

Cette année, j'ai acheté à N. Schlumberger 34 machines de toute dernière génération pour alimenter les 10 400 broches de ma nouvelle unité de filature", nous dit Mr S.K. Singhal, directeur général de la division textile de l'entreprise indienne Raymond Ltd.

"Le contrat a été signé en juin 2006, les machines livrées sur octobre-novembre et montées en deux mois par trois techniciens de N. Schlumberger". Raymond Ltd. est l'entreprise textile intégrée la plus importante en Inde. Elle dispose de quatre sites de production installés près de Bombay. "Nous couvrons toute la chaîne textile, du peignage de la laine et du convertissage de polyester à la confection de vêtements, en passant par la filature et le tissage. Nous commercialisons nos produits dans toute l'Asie sous la marque Park Avenue".

Raymond Ltd. est l'un des plus fidèles clients de N. Schlumberger, sa première commande remonte à 1973. Raymond Ltd. envisage déjà d'équiper sa nouvelle usine d'une vingtaine de machines supplémentaires. N. Schlumberger réussira-t-il à convaincre à nouveau Mr. S.K. Singhal ?

DEVELOPMENTS IN INDIA

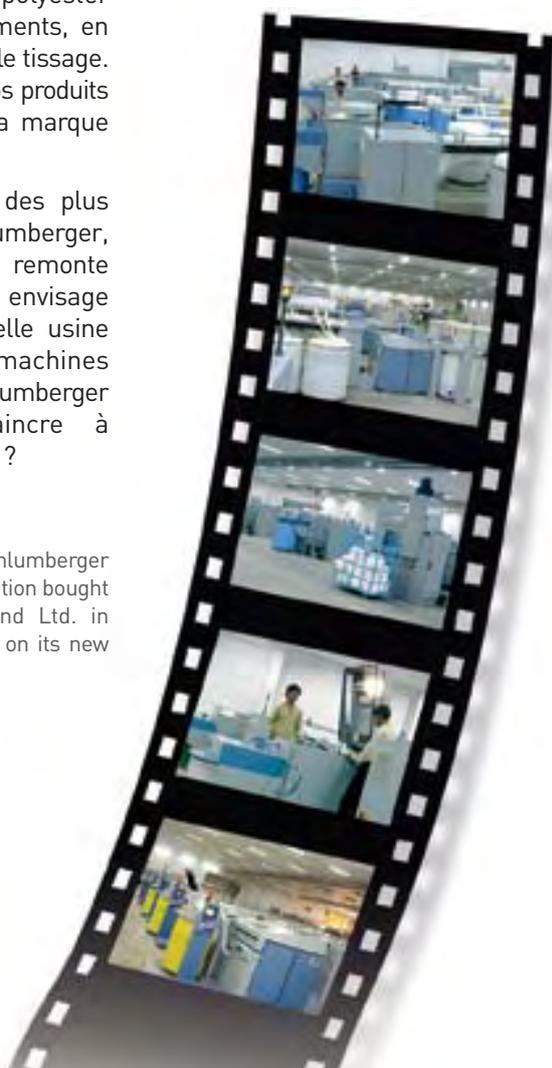
34 is the number of N. Schlumberger machines of the latest generation bought by the Indian firm Raymond Ltd. in 2006 for the 10,400 spindles on its new spinning unit.

Raymond Ltd. is India's largest integrated textile company. It operates four production facilities located near Bombay Mumbai. It covers the whole textile chain, from the combing of wool and the converting of polyester to the making of clothes, including spinning and weaving. It markets its products throughout Asia under the brand name Park Avenue.

Raymond Ltd. is one of N. Schlumberger's most loyal customers; it placed its first order in 1973. The Indian firm already plans to equip its new plant with an additional 20 machines.

Will N. Schlumberger succeed in convincing Raymond again?

N. Schlumberger



Intérêts croisés

Le club Schneider Alliance du groupe Schneider Electric rassemble une dizaine de partenaires intégrateurs de systèmes électriques. Fin 2006, Same, la filiale "solutions systèmes" de NSC, a rejoint ce cercle restreint. C'est une reconnaissance de ses compétences techniques dans l'automatisme, la variation de vitesse et la supervision de lignes industrielles complexes.

La parfaite maîtrise du progiciel de supervision Citect par Same y a largement contribué.

Same, au-delà de son soutien aux activités nantissées du Groupe NSC, trouve là une belle occasion de développer plus avant sa clientèle en bénéficiant du réseau de clients Schneider Electric. De son côté, Schneider Electric pourra s'appuyer sur Same pour déployer le progiciel Citect chez ses clients.

JOINT INTERESTS

The Schneider Alliance club, which is organized by the Schneider Electric Group, brings together some ten partners that integrate electrical systems. At the end of 2006, NSC's solutions systems subsidiary, Same, joined this select circle. The invitation was in recognition of its technical expertise in the fields of automation, speed variation and the supervision of complex industrial production lines. Same's perfect mastery of Citect supervision software was one of the major reasons.

In addition to its support of the NSC Group's nonwoven activities, Same here finds an excellent opportunity to expand its customer base by benefiting from the network of Schneider Electric customers. For its part, Schneider Electric can rely on Same to make Citect software available to its customers.

Same





Etienne LEROI
NSC fibre to yarn

“C’est aussi NSC Écologie, différenciation, engagement citoyen... NSC, un groupe multi facettes.

NSC IS ALSO...

environmental protection, differentiation,
corporate social responsibility, etc.
NSC is a multi-faceted group.



La différence, source de croissance

Bornes du tramway de Paris, pièces d'accrochages d'immeubles à Dubaï, carters d'engins de chantier... Autant d'applications nouvelles pour une fonderie exclusivement axée à l'origine sur la production de pièces textiles.

En 2006, Fonderie Schlumberger a prouvé que sa spécificité et son savoir-faire étaient sources de croissance. Au-delà de son cœur de métier qui reste lié aux biens d'équipements, elle a su en effet diversifier sa clientèle. Son chantier principal aux dimensions originales de 1 500 x 1 400 mm à très haute pression est particulièrement adapté à la production de petites et moyennes séries de pièces difficiles à court délai.

À la technicité, Fonderie Schlumberger allie la compétitivité de ses offres et la réactivité de ses 50 employés. Autant d'atouts qui font la différence.

DIFFERENCE DRIVES GROWTH

Tramway route markers in Paris, building parts in Dubai, and floor equipment casings are just some of the new applications for foundry activities that were originally exclusively focused on the manufacture of textile machinery.

In 2006, Fonderie Schlumberger demonstrated that its specific expertise was a source of growth. In addition to covering its core business, which remains linked to capital equipment, the Company succeeded in diversifying its customer base. With its innovative dimensions (1,500 x 1,400 mm) and very high pressure, the foundry floor is particularly adapted to the production of short runs of small and medium-sized precision parts.

In addition to its technical skill, Fonderie Schlumberger can boast of the competitiveness of its products and the responsiveness of its 50 employees. All these advantages make a difference.

Fonderie Schlumberger



NSC entreprise citoyenne

110 C'est l'objectif de création d'emplois nouveaux que se sont fixés conjointement N. Schlumberger et SODIV, la société locale de reconversion économique du Sud Alsace, sur le bassin économique de Guebwiller (France).

En effet, cette région connaît un recul sensible des emplois dans les secteurs industriels traditionnels du textile, de la mécanique et de la chimie.

N. Schlumberger s'engage ainsi à cofinancer des prêts pour des projets de création ou de développement d'entreprises. Par ailleurs, la filiale de NSC Groupe mène également des actions de formation,

de reconversion professionnelle et d'encouragement à la mobilité géographique.

NSC Groupe accompagne ainsi localement les reconversions de ses bassins d'emploi.

NSC, A SOCIALLY RESPONSIBLE ENTERPRISE

110 is the number of jobs to be created together by N. Schlumberger and SODIV, the local southern Alsatian economic reorientation firm near Guebwiller in eastern France.

This region has seen a significant decline in the number of jobs in the traditional industrial sectors of textiles, mechanics and chemicals.

N. Schlumberger has thus committed to co-finance loans for projects designed

to create or develop companies. In addition, this NSC Groupe subsidiary also organizes programs to promote training, professional reorientation and geographical mobility. In this way, NSC Groupe contributes locally to the re-conversion of its job pools.

NSC Groupe



Des déchiqueteuses écologiques

Des millions de pneus de voitures et de poids lourds sont mis à la décharge ou abandonnés chaque année dans le monde.

En 2006, Finlane a été fortement sollicitée pour leur recyclage : près de 40 % de l'activité "déchiqueteuses" de la société a été consacrée à la production de machines pour la valorisation des pneus. Leur broyage produit des morceaux qui, mélangés à du fioul, fournissent l'énergie des cimenteries. D'autres machines sont capables de séparer le caoutchouc de la carcasse en acier afin de réutiliser la matière première.

Le marché continue à croître régulièrement au rythme d'une sensibilité mondiale croissante aux thèmes écologiques.

Finlane propose 11 modèles de déchiqueteuses, sous 24 versions différentes et commercialise ses machines dans le monde entier. Si son marché principal reste celui des déchets industriels, Finlane s'intéresse aussi aux résidus ménagers et aux encombrants.

ECOLOGICAL SHREDDERS

Millions of automobile and lorry tyres are dumped at landfill sites or abandoned every year throughout the world.

In 2006, Finlane was frequently called on to organize their recycling. Almost 40% of the Company's shredding activities involved the production of tyre recycling machines. Crushing the tyres produces crumbs that, when mixed with fuel oil, provide energy for cement plants. Other machines are capable of separating the rubber from the steel cords in order to re-use the raw material.

The market continues to grow at a regular pace, as global awareness of environmental priorities expands.

Finlane offers 11 shredding equipment models, in 24 different versions, and markets its machines throughout the world. Although its main market remains industrial waste, Finlane also deals with household waste and oversized objects.

Finlane



Stratégie originale

Qu'il s'agisse d'une aiguilleuse, d'une carte ou d'un étaleur, le pilotage informatisé est aujourd'hui omniprésent dans les équipements de NSC nonwoven, affinant les réglages, optimisant la qualité des productions.

Pour créer les programmes adaptés et les outils adéquats, le groupe s'appuie entre autres sur le savoir-faire de son équipe d'automatiseurs spécialisés, localisés

en Belgique. L'originalité de sa stratégie en automatismes est de développer une offre de hardware et de logiciels, parfaitement adaptée aux exigences techniques des clients. Cette offre est plus efficace et moins onéreuse que les offres standards proposées par les grands fournisseurs d'automatismes.

Ouverte sur les mondes Siemens et Allen Bradley, elle permet des solutions extrêmement fiables et sur mesure.

Une stratégie originale "orientée clients".

To create the appropriate programs and necessary tools, the group relies on corporate expertise, and in particular on the know-how of its team of automation specialists, based in Belgium.

The group's innovative automation strategy consists in developing an offering in both hardware and software that perfectly meets its customers' technical requirements. This offering is more efficient and less expensive than the standard systems proposed by large automation companies.

Open to Siemens and Allen Bradley networks, it provides for extremely reliable, customized solutions. This innovative strategy is customer-focused.

Same



INNOVATIVE STRATEGY

For needlelooms, cards and crosslappers, automated production is omnipresent in NSC nonwoven equipment, fine-tuning controls and optimizing product quality.

ITMA 07, une démonstration de synergie



Deux ans sont nécessaires au Groupe NSC pour préparer ITMA. Il est vrai que le jeu en vaut la chandelle ; c'est la seule exposition au monde à présenter un panorama complet des machines, appareils, accessoires et services de la filière textile.

Cet événement incontournable, qui se tiendra en septembre 2007 à Munich, revêt cette année un caractère particulier. NSC fibre to yarn y présentera sa gamme commune de produits issue du mariage entre N. Schlumberger et son partenaire italien Finlane.

Asselin-Thibeau accueillera sur le stand son partenaire commercial Rieter Perfojet. Sur le même îlot,

Asselin-Thibeau aura également pour voisin Laroche, un autre de ses partenaires en équipements d'ouverture-mélange et de nappage pneumatique.

L'objectif est de démontrer la synergie au sein de cette puissante association de constructeurs dans le nontissé.

ITMA 07, DEMONSTRATING SYNERGIES

It takes the NSC Group two years to prepare for ITMA. It is certain that this world-renowned trade fair is worth the effort – it is the only event in the world to present a complete panorama of textile machinery, equipment, accessories and services.

The fair will next be held in Munich in September 2007, and will be of particular

importance. NSC fibre to yarn will present its expanded range of products following the merger of N. Schlumberger and its Italian partner Finlane.

Asselin-Thibeau will share its stand with its marketing partner Rieter Perfojet, and on the same plateau, Asselin-Thibeau will also share space with Laroche, another partner in opening-mixing equipment and pneumatic lapping.

The objective is to demonstrate synergies in this powerful alliance of equipment manufacturers in the nonwoven sector.

Groupe NSC

“ Rapport de gestion et comptes annuels

Management review and financial statements





Management review of the Board of Directors

Ladies and Gentlemen,

The Board of Directors has convened this Annual Shareholders' Meeting to submit for approval the financial statements of the NSC Groupe as of December 31, 2006, and to report on business in the group's different subsidiaries.

DEVELOPMENTS IN THE NSC GROUP IN 2006

The fibre to yarn machine market improved to a certain extent from the second half of 2006. In particular, countries like China, India, Turkey and Russia continued to invest and replace their equipment. It was in this more favourable environment that the NSC Group pursued in 2006 the vigorous rationalisation of its subsidiary Euroschor through its two sub-subsidiaries N. Schlumberger and Finlane. Major reorganisation took place at N. Schlumberger, with a 42% reduction in the workforce at Guebwiller. For Finlane, based in Imola and Novara, a downsizing plan is scheduled for 2007.

2006 was also the year in which technical and industrial synergies were developed between the two companies, leading to a future common range of products. The creation of a single marketing and sales team will bolster Euroschor's position and image in its market as of 2007.

In nonwovens, Asselin-Thibeau continued to merge operations at its two locations, generating economies of scale. In the field of sales, Asselin-Thibeau reinforced its cooperation with Rieter Perfojet, the Rieter group's nonwoven subsidiary. A common demonstration centre was opened in June 2006 at Montbonnot (Rieter Perfojet). This partnership enables Asselin-Thibeau to offer complete lines in the spunlace market, and thus to cover almost the full range of nonwoven technologies. Sales remained at a good level in this market in which the nature of customers and competitors has somewhat changed. For example, more and more business is done with large international accounts, and the recent competition of the Saurer group disrupts established positions.

In the market for production lines for cardboard tubes and profiles, the NSC Group packaging subsidiaries Pack'Industrie and Spack System shared their experience and know-how to better meet market needs and requirements. They worked together to design, develop and market new products. In addition, Pack'Industrie strengthened its positions in the highly promising market for composite boxes. Overall, packaging markets are profitable, and the NSC Group has unchallenged leadership in the segments in which it operates.

In 2006, NSC nonwoven and NSC packaging pursued their joint efforts in winder/slitter systems for nonwovens, with the installation of the first two machines at major customers' facilities.

CONSOLIDATED RESULTS

In 2006, consolidated turnover totalled € 125.9 million, at a level comparable to 2005.

The operating result contributed by the majority of group companies was positive except for NSC fibre to yarn activities.

The operating result improved in comparison with the previous year, but remained negative at € 0.6 million versus € 4.3 million in 2005. This loss represented 0.5% of production.

The financial result was positive in the amount of € 1.3 million, bringing the result of fully consolidated companies before tax and non-recurring items to € 0.7 million, up from the loss of € 2.1 million reported in 2005.

Corporate income tax had an impact of € 0.4 million, and resulted in a consolidated net profit, group share, of € 0.2 million.

Tax consolidation

NSC Groupe declared itself the sole entity responsible for any corporate income tax owed by the group, pursuant to article 223A of the French tax code, as of January 1, 1997 and for five fiscal years. The Company renewed its status for a period of five years as of January 1, 2002, and for a further five years as of January 1, 2007.

The tax consolidation concerns the group's French companies except for Spack System, in which NSC Groupe has a 69% equity interest, and Euroschor with its French subsidiary N. Schlumberger.

Rapport de gestion du Conseil d'administration

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée générale pour vous soumettre les comptes de NSC Groupe clos le 31 décembre 2006 et vous rendre compte de la marche des affaires dans les différentes filiales du groupe.

ÉVOLUTIONS DU GROUPE NSC EN 2006

Le marché des équipements de transformation des fibres longues connaît un certain regain d'activité depuis le second semestre 2006. Des pays comme la Chine, l'Inde, la Turquie et la Russie continuent notamment à investir et à renouveler leurs équipements. C'est dans cet environnement plus favorable que le Groupe NSC a poursuivi en 2006 une vigoureuse rationalisation de sa filiale Euroschor au travers de ses deux sous-filiales N. Schlumberger et Finlane. Une importante réorganisation a eu lieu chez N. Schlumberger avec une réduction de 42 % de l'effectif du site de Guebwiller. Pour Finlane, à Imola et à Novara, un réajustement des structures aura lieu courant 2007.

2006 a également été l'année où ont été développées les synergies techniques et industrielles des deux sociétés conduisant à une future gamme de produits commune. La mise en place d'une équipe commerciale et marketing unique renforcera la position et l'image d'Euroschor sur son marché dès 2007.

Dans le pôle Nontissé, la société Asselin-Thibeau a poursuivi le rapprochement opérationnel de ses deux sites, permettant des économies d'échelle. Au plan commercial, Asselin-Thibeau a amplifié sa collaboration avec Rieter Perfojet, filiale nontissée du groupe Rieter. Une salle de démonstration commune a été inaugurée en juin 2006 à Montbonnot (Rieter Perfojet). Ce partenariat permet à Asselin-Thibeau d'offrir des lignes complètes sur le marché du liage par jet d'eau et de couvrir ainsi la quasi-totalité des technologies du nontissé. L'activité commerciale reste soutenue sur ce marché où la nature des clients et des concurrents évolue quelque peu. En effet, les affaires se traitent de plus en plus avec de grands comptes internationaux et la nouvelle concurrence du groupe Saurer perturbe les positions établies.

Sur les marchés des lignes de production pour tubes et profilés carton, Pack'Industrie et Spack System, filiales Packaging du Groupe NSC, ont mis en commun leur expérience et leur savoir-faire afin de répondre encore mieux aux besoins et exigences du marché. Ce partage d'expériences a permis la conception et la réalisation de nouveaux produits développés et commercialisés conjointement. Pack'Industrie a accentué par ailleurs sa présence sur le marché à fort potentiel des boîtes composites. Globalement, les marchés packaging sont porteurs et le Groupe NSC a conquis une position incontestée de leader sur les segments où il est présent.

2006 a également vu la poursuite des efforts engagés en commun par NSC nonwoven et NSC packaging dans les systèmes d'enroulage/refente pour le nontissé, avec l'installation des deux premiers équipements chez des clients majeurs.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires consolidé 2006 s'établit à 125,9 M€, soit à un niveau comparable à celui de 2005.

Le résultat opérationnel contributif de la plupart des sociétés du groupe a été positif à l'exception de l'activité Fil.

Le résultat opérationnel est en amélioration par rapport à l'exercice précédent mais reste négatif de 0,6 M€ contre 4,3 M€. Cette perte représente 0,5 % de la production.

Le résultat financier est positif de 1,3 M€, conduisant à un résultat courant positif de 0,7 M€ en amélioration par rapport à celui de l'exercice 2005 de -2,1 M€.

L'impôt sur les résultats des sociétés a un impact de 0,4 M€ et conduit à un résultat net bénéficiaire (part du groupe) de 0,2 M€.

Intégration fiscale

La société NSC Groupe s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe en application des dispositions de l'article 223 A du CGI à compter du 1^{er} janvier 1997 et pour une durée de cinq exercices. L'option reconduite pour une période de cinq exercices à compter du 1^{er} janvier 2002, a été reconduite pour une nouvelle période de cinq exercices à compter du 1^{er} janvier 2007.

L'intégration fiscale concerne les sociétés françaises, à l'exception de la société

The total loss carryforward was € 23.8 million as of December 31, 2006, after allocation of the 2006 profit from the tax integration group in the amount of € 2.2 million.

The Finance Law for 2004 now allows for unlimited carryforward of these losses.

Business trends

Each NSC Groupe business is confronted by different challenges.

The NSC fibre to yarn market is mature and the outlook for growth is limited. The merger of the activities of N. Schlumberger and Finlane nevertheless makes it possible to plan and secure a return to profitability in this sector.

As for NSC nonwoven, the upgraded applications of nonwoven products drive market performance. Despite acute competition, NSC nonwoven's favourable sales position, its regular efforts to improve cost margins and control organisational expenses, and the partnerships it has forged should enable this branch to continue to report growth.

NSC packaging is the business that offers the most development opportunities in the group, particularly in composite boxes and winders. After a year of strong growth in 2006, the year 2007 should again see an increase in net turnover, even though moderate. It should also be noted that the profitability of this sector is particularly attractive.

With consolidated net cash of € 47.3 million as of December 31, 2006, in addition to its capacity to sell assets, and with financial debt limited to € 9.8 million, NSC Groupe is able to support development operations.

Main risks

The group has a risk assessment and management unit that is particularly active in NSC nonwoven. In particular, the risk committee gives an opinion on the terms of the contracts binding group companies.

The main risks to which the group is exposed are linked to the technical and production performance levels desired by customers and accepted by group companies.

The group has not identified any legal or environmental risks.

Financial risks linked to sales operations mainly concern the securing of customer payments and the evaluation of exchange rates. They are dealt with using the usual instruments the market makes available, such as forward sales of currencies, documentary credit, etc.

Use of financial instruments

The group has a prudent financial risk management policy. No investment involves risk-laden instruments. Cash is divided among money market funds, which may be somewhat sensitive through the small proportion of shares or bonds held. A portion is invested in bonds, and a small part in shares.

Information on the business units of the group

NSC FIBRE TO YARN

NSC fibre to yarn develops and manufactures machinery designed to produce yarn from long staple fibres (natural or synthetic). For several decades, it has been a world leader in its market. In 2006, turnover accounted for 26% of consolidated turnover, versus 25% in 2005, on the basis of the changes in consolidation. The NSC Group's fibre to yarn activities are now represented by its 50% equity interest in Euroschor.

Spack System dont le taux de participation de NSC Groupe s'élevé à 69 % et de la société Euroschor ainsi que de sa filiale française N. Schlumberger.

Le report déficitaire global s'élevé à 23,8 M€ au 31 décembre 2006, après imputation du bénéfice 2006 du groupe d'intégration fiscale de 2,2 M€.

Il est rappelé que la loi de finances pour 2004 permet dorénavant un report en avant illimité de ces pertes.

Évolution des affaires

Chacun des métiers de NSC Groupe fait face à des défis spécifiques.

Le marché de NSC fibre to yarn est mature et ne présente pas de perspective significative de développement. La mise en commun depuis début 2006 des activités de N. Schlumberger et Finlane permet néanmoins d'envisager et de sécuriser un retour vers une rentabilité positive de ce métier.

En ce qui concerne NSC nonwoven, le renouvellement des applications des produits nontissés alimente le dynamisme du marché. En dépit d'une concurrence exacerbée, le positionnement commercial favorable de NSC nonwoven, les efforts réguliers d'amélioration des prix de revient et de maîtrise des frais de structure, et les partenariats, devraient lui permettre de poursuivre son développement.

NSC packaging est celui qui offre le plus d'opportunités de développement au groupe, notamment dans le domaine des boîtes composites et des enrouleurs. Après une année de forte croissance en 2006, l'année 2007 devrait à nouveau constater un accroissement du chiffre d'affaires, quoique plus modéré. Il faut également noter que la rentabilité de ce métier est particulièrement attrayante.

Avec une situation de trésorerie consolidée nette positive de 47,3 M€ au 31 décembre 2006, à laquelle il faut adjoindre sa capacité à céder des immobilisations, et avec une dette financière limitée à 9,8 M€, NSC Groupe est à même de soutenir des opérations de développement.

Principaux risques

Le groupe dispose d'une cellule d'appréciation et de gestion des risques, active notamment chez NSC nonwoven. Le Comité des risques donne en particulier son appréciation sur les termes des contrats engageant les sociétés.

Les principaux risques auxquels est exposé le groupe, sont liés aux performances techniques et de production souhaitées par les clients et acceptées par les sociétés du groupe.

Le groupe n'a pas identifié de risques juridiques et environnementaux.

Les risques financiers liés aux opérations commerciales concernent essentiellement la sécurisation des paiements des clients et l'évaluation des taux de change. Ils sont traités avec les instruments habituels offerts par le marché : ventes à terme des devises, crédits documentaires, etc....

Utilisation des instruments financiers

Le groupe a une politique prudente de gestion des risques financiers. Aucun investissement n'est réalisé sur des instruments à risque. Les disponibilités sont réparties en fonds monétaires éventuellement sensibilisés par une faible proportion d'actions ou d'obligations. Une partie est investie en obligations. Une faible partie est placée en actions.

Informations sur les pôles opérationnels du groupe

NSC FIBRE TO YARN

NSC fibre to yarn conçoit et fabrique les équipements de production de fil à partir de fibres longues naturelles ou synthétiques. Il occupe, depuis plusieurs décennies, une position de leader mondial sur son marché. Ses ventes en 2006 ont représenté 26 % des ventes consolidées contre 25 % en 2005, compte tenu des modifications de périmètre. Son activité est constituée désormais par la participation de 50 % dans la société Euroschor.

Euroschor

Within the framework of the alliance formed by the two groups NSC Groupe and Orlandi SpA in 2005, a subsidiary was created on November 18, 2005, called Euroschor, which is held as a joint venture. This company holds all the shares of N. Schlumberger (France) and Finlane (Italy). Euroschor and its two subsidiaries form an autonomous group.

The Company's first fiscal year ended on December 31, 2006.

The operating result was negative in the amount of € 256 million. The net result was a loss of € 14.5 million, reflecting the depreciation of the two companies' shares following the losses reported in 2005 and 2006.

N. Schlumberger

The financial statements for the year ended December 31, 2006, presented negative shareholders' equity.

Facing difficulties it was not able to overcome and which were liable to lead to default, N. Schlumberger benefited from a restructuring procedure authorized by a legal decision handed down on February 7, 2006.

On January 23, 2007, the Tribunal de Grande Instance in Colmar confirmed the restructuring procedure in favour of N. Schlumberger.

N. Schlumberger reported net turnover of € 28.4 million in 2006. Production stood at € 22.1 million. Value added represented 42.5% of production.

The operating result was € -4.1 million, compared with an operating loss of € -8.5 million in 2005. The financial result and non-recurring items were both positive at € 0.09 million and € 0.08 million, respectively. The net result for the year was a loss of € -3.9 million compared with a loss of € -18.0 million in 2005.

N. Schlumberger is consolidated on a prorata basis through Euroschor in the NSC Groupe for 50%. Its contribution to consolidated net turnover was € 9.8 million.

Finlane

Net turnover at Finlane totalled € 29.7 million in 2006. The operating loss was € 1.2 million. The financial result was positive at € 0.03 million. The non-recurring loss was € 0.2 million. The company reported a loss of € 1.3 million.

Finlane, together with its two subsidiaries (Seydel in Germany and SanMarco in India) is consolidated through Euroschor for 50%. Its contribution to consolidated net turnover was € 15.6 million.

NSC NONWOVEN

NSC nonwoven manufactures machines and integrated production lines comprising cards, crosslappers, needlooms and now rewinders which allow customers to produce nonwoven textile surfaces directly.

In 2006, net turnover in this business was practically stable, representing 46% of consolidated sales versus 42% in the previous year.

Asselin-Thibeau

Net turnover was € 58.2 million compared with € 60.7 million in 2005. There was a positive operating result of € 2.5 million. The non-recurring loss was € 0.3 million. The company reported a net profit of € 2.3 million.

NSC PACKAGING

Comprised of three companies, Monomatic, Pack'Industrie and Spack System, NSC packaging was created in 2000 to provide the NSC Group with a third line of business characterised by long-term growth. Packaging is designed to enhance the value of mass-market products, and, therefore, makes a notable contribution to their value added.

Net turnover in this business unit represented 16% of consolidated turnover in 2006, compared with 12% in the previous year.

Euroschor

Dans le cadre de l'alliance conclue entre les deux groupes NSC Groupe et Orlandi S.p.A en 2005, une filiale commune Euroschor et détenue à parité a été créée le 18 novembre 2005. Cette société détient la totalité des titres de la société N. Schlumberger (France) et de la société Finlane (Italie). Euroschor et ses deux filiales constituent un groupe autonome.

Le premier exercice de cette société a été clôturé le 31 décembre 2006.

Le résultat d'exploitation est négatif de 256 €. Le résultat net est une perte de 14,5 M€, constatant la dépréciation des titres des deux filiales consécutive aux pertes 2005 et 2006.

N. Schlumberger

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 font apparaître des capitaux propres négatifs.

Confrontée à des difficultés qu'elle n'était pas en mesure de surmonter et qui étaient de nature à la conduire à la cessation de paiement, N. Schlumberger avait obtenu le bénéfice d'une procédure de sauvegarde par jugement rendu le 7 février 2006.

En date du 23 janvier 2007, le Tribunal de Grande Instance de Colmar a entériné en faveur de N. Schlumberger le plan de sauvegarde présenté.

Le chiffre d'affaires propre de N. Schlumberger s'élève en 2006 à 28,4 M€. La production est de 22,1 M€. La valeur ajoutée s'élève à 42,5 % de la production.

Le résultat d'exploitation est négatif de 4,1 M€ contre une perte d'exploitation de 8,5 M€ en 2005. Le résultat financier et le résultat exceptionnel sont positifs respectivement de 0,09 M€ et 0,08 M€. Le résultat de l'exercice est une perte de 3,9 M€ contre une perte de 18,0 M€ en 2005.

N. Schlumberger est intégré proportionnellement au travers d'Euroschor dans le périmètre de consolidation de NSC Groupe à hauteur de 50 %, pour une contribution au chiffre d'affaires consolidé de 9,8 M€.

Finlane

Le chiffre d'affaires propre de Finlane se monte en 2006 à 29,7 M€. Le résultat d'exploitation est négatif de 1,2 M€. Le résultat financier est positif de 0,03 M€. Le résultat exceptionnel est négatif de 0,2 M€. Le résultat de l'exercice est une perte de 1,3 M€.

Finlane et ses 2 filiales (la société Seydel en Allemagne et la société SanMarco en Inde), est consolidée au travers d'Euroschor à hauteur de 50 %, pour une contribution au chiffre d'affaires consolidé de 15,6 M€.

NSC NONWOVEN

NSC nonwoven propose des machines et des lignes de production intégrées (cards, étaleurs-nappeurs, aiguilleuses et systèmes d'enroulage) permettant d'élaborer directement des surfaces de textile nontissé.

Le chiffre d'affaires 2006 de ce pôle est quasiment stable. Il représente 46 % des ventes consolidées contre 42 % l'année précédente.

Asselin-Thibeau

Le chiffre d'affaires propre s'établit à 58,2 M€ contre 60,7 M€ en 2005. Le résultat d'exploitation est positif de 2,5 M€. Le résultat exceptionnel est négatif de 0,3 M€. Le résultat net est un bénéfice de 2,3 M€.

NSC PACKAGING

Constitué des trois sociétés Monomatic, Pack'Industrie et Spack System, NSC packaging créé en 2000 s'est fixé pour objectif de doter le Groupe NSC d'un troisième métier à potentiel de croissance durable. L'emballage a pour vocation de valoriser les produits grand public, et en constitue une partie notable de la valeur ajoutée.

Le chiffre d'affaires du pôle a représenté 16 % des ventes consolidées en 2006 contre 12 % l'année précédente.

Monomatic

Monomatic manufactures "non-stop" unwinders and rewinders for sheet, foil, film or batt packaging lines (cardboard, paper, aluminium, plastic, nonwovens, etc.), and develops slitters that are also designed for use in the nonwoven market.

Turnover totalled €6.7 million, versus €6.3 million in 2005. The operating result was positive at €0.4 million and the net result was a profit of €0.5 million.

Pack'Industrie

Pack'Industrie is a leader in the manufacture of production lines for glued spiralled tubes and cardboard corners.

It also produces machinery for the manufacture of cardboard packaging in non-traditional shapes which are more ergonomic and better adapted to customer design requirements.

Its turnover totalled €8.1 million, versus €4.3 million in 2005. The operating result was positive at €0.7 million and the net result was a profit of €0.5 million.

Spack System

The equity interest in this company, which has significant synergies with Pack'Industrie, was increased to 69% in 2006.

Spack System is the technical leader in large-scale production lines for thick cardboard spiralled tubes associated with automatic palletization.

Its turnover totalled €5.7 million, versus €4.1 million in 2005. The operating result was positive at €0.6 million and the net result was a profit of €0.4 million.

OTHER SERVICES

For complex equipment such as that supplied by the NSC Group, it is necessary to ensure customers of continued operation. Being able to provide service locally is a major advantage. The specific focus of this activity in each business unit led to closer ties with the different companies based on cross-division coordination.

These services bring together group expertise in piloting industrial production lines, in both nonwovens and other industrial sectors. They accounted for 5% of consolidated sales in 2006.

Same

This company works in a primarily regional market, and is closely linked to Asselin-Thibeau activities. Turnover totalled €7.4 million, and the net result was a profit of €0.6 million.

Subsidiaries

The following table presents the results of commercial subsidiaries, translated, if required, at the average rates for the year.

(€ thousands)

N. Schlumberger (USA) Inc. – Fort Mill (USA)
N. Schlumberger Deutschland GmbH – Wiesbaden (D)
N. Schlumberger Italia s.r.l. – Gaglianico (I)
N. Schlumberger Austria GmbH – Vienna (A)
N. Schlumberger (UK) Ltd. – Bradford (GB)
Servitex Ltda – Montevideo (U)
N. Schlumberger Japan kk – Osaka (J)

OTHER GROUP COMPANIES

NSC Florival

This company, a fully owned subsidiary of NSC Groupe, owns the real estate holdings at Guebwiller and all the shares of Fonderie Schlumberger.

NSC Florival reported a net result of €0.7 million.

Monomatic

Cette entreprise construit des dérouleurs et des enrouleurs non-stop pour les lignes d'emballages en feuilles, films ou nappes (carton, papier, aluminium, plastique, nontissé, etc), et développe des bobineuses-refendeuses destinées également au marché du nontissé.

Le chiffre d'affaires propre s'élève à 6,7 M€ contre 6,3 M€ en 2005. Le résultat d'exploitation est positif de 0,4 M€ et le résultat net est bénéficiaire de 0,5 M€.

Pack'Industrie

Pack'Industrie est un des leaders dans le domaine des lignes de production de tubes spiralés collés et de cornières en carton.

Cette société développe également des équipements pour la réalisation d'emballages carton de formes non conventionnelles répondant aux soucis d'ergonomie et de "design" du client.

Le chiffre d'affaires propre s'élève à 8,1 M€ contre 4,3 M€ en 2005. Le résultat d'exploitation est positif de 0,7 M€ et le résultat net est bénéficiaire de 0,5 M€.

Spack System

La prise de participation dans cette société en forte synergie avec la société Pack'Industrie, a été portée à 69 % en 2006.

Spack System est leader technique dans le domaine de lignes de grande production pour tubes spiralés en carton épais associées à une palettisation automatique.

Le chiffre d'affaires propre s'élève à 5,7 M€ contre 4,1 M€ en 2005. Le résultat d'exploitation et le résultat net sont positifs respectivement de 0,6 M€ et 0,4 M€.

AUTRES SERVICES

Pour des équipements complexes tels que ceux fournis par le Groupe NSC, il est nécessaire d'assurer au client la continuité de l'exploitation. Le service de proximité est un atout majeur. Les spécificités de cette activité pour chaque pôle ont incité à la rattacher aux différentes sociétés avec une coordination transversale.

Ces services rassemblent également les savoir-faire du groupe en pilotage de lignes industrielles. Ceux-ci interviennent tant dans le secteur nontissé que dans d'autres types d'industrie. Ils représentent 5 % des ventes consolidées de 2006.

Same

Cette société au marché essentiellement régional, est fortement liée à l'activité Asselin-Thibeau. Le chiffre d'affaires s'élève à 7,4 M€ et le résultat net est un bénéfice de 0,6 M€.

Filiales commerciales

Les résultats des filiales commerciales convertis, le cas échéant, aux taux moyens des exercices s'établissent comme suit :

(en milliers d'euros)	2006	2005
N. Schlumberger (USA) Inc. – Fort Mill (USA)	444	514
N. Schlumberger Deutschland GmbH – Wiesbaden (D)	(3)	0
N. Schlumberger Italia s.r.l. – Gaglianico (I)	0	(299)
N. Schlumberger Austria GmbH – Vienne (A)	22	86
N. Schlumberger (UK) Ltd. – Bradford (GB)	(62)	(4)
Servitex Ltda – Montevideo (U)	(7)	(5)
N. Schlumberger Japan kk – Osaka (J)	0	(7)

AUTRES SOCIÉTÉS DU GROUPE

NSC Florival

Cette société, filiale à 100 % de NSC Groupe, détient l'ensemble des biens immobiliers du site de Guebwiller et les titres de la société Fonderie Schlumberger.

Son résultat net est bénéficiaire de 0,7 M€.

Fonderie Schlumberger

This company became a fully owned subsidiary of NSC Florival on December 29, 2005. It supplies manufacturers of equipment, including textile machines, automotive equipment, rail equipment and street fixtures. Its customer base is 55% in France and 45% international. It has a production capacity of approximately 8,000 metric tons per year.

In 2006, net turnover totalled € 7.4 million. It accounts for 6% of 2006 consolidated net turnover. The net result is a loss of € 0.2 million.

Sofréa

This reinsurance company operates in two main areas on behalf of the group: coverage of lump sum retirement benefits and short-term customer risks.

In 2006, the net result was zero.

Other subsidiaries

The results were as follows:

(€ thousands)

SBA - Herve (B)
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd. (China)

Translated at average exchange rates.

Fréaco

This limited company was created on December 20, 2005, and is not yet operative.

PARENT COMPANY FINANCIAL STATEMENTS

The sole function of NSC Groupe is to oversee the group's industrial, commercial and financial activities. Its operating revenues are made up of contributions from the group's industrial companies. Its expenses correspond to the cost of functions which are centralized at the group level.

The parent company's net turnover was € 2.5 million in 2006. The operating result and the financial result were € -2.7 million and € -0.2 million, respectively.

Moreover, the expenses referred to in article 223 (4) of the French tax code totalled € 5,746.

The NSC Groupe reported net loss of € 2.4 million.

Appropriation of income

We propose that you allocate the year's loss of € 2,421,104

- to previous retained earnings
- to the optional reserve

Dividends

We propose the payment of a dividend of € 1,390,625 taken from the optional reserve.

Each of the 556,250 shares making up the capital stock will receive a net dividend of € 2.50, paid as of June 18, 2007.

In the event that the company owns a certain number of its shares when the dividend is paid, the Board proposes that the amount of the dividends it would otherwise receive be allocated to retained earnings.

With regard to taxes, the dividend allows individual shareholders to benefit from the rebate provided for in article 158 of the French tax code.

Pursuant to article 243 bis of the French tax code, the dividend per share distributed for the previous three years is given below. The same information is added for the dividend proposed for the year 2006.

Fonderie Schlumberger

Filiale à 100 % de NSC Florival depuis le 29 décembre 2005, cette société est essentiellement tournée vers des constructeurs de biens d'équipements, incluant des machines textiles, des équipements pour l'automobile, du matériel roulant et du mobilier urbain. Sa clientèle est à 55 % basée en France et 45 % à l'export. Ses moyens de production permettent la réalisation d'environ 8 000 tonnes par an.

Son chiffre d'affaires propre s'élève en 2006 à 7,4 M€. Il représente 6 % du chiffre d'affaires consolidé 2006. Le résultat de l'exercice est une perte de 0,2 M€.

Sofréa

Société de réassurance, elle intervient principalement dans deux domaines pour le compte du groupe : la couverture des indemnités de départs en retraite et les risques clients court terme.

Le résultat de l'exercice 2006 est nul.

Autres filiales

Les résultats sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2006	2005
SBA - Herve (B)	98	70
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd. (China)	69	37

Convertis aux taux moyens des exercices considérés.

Fréaco

Cette société à responsabilité limitée créée le 20 décembre 2005 est sans activité à ce jour.

COMPTES SOCIAUX

NSC Groupe a pour seule vocation de diriger l'activité industrielle, commerciale et financière du groupe. Ses recettes d'exploitation sont assurées par une contribution des sociétés industrielles du groupe. Ses charges correspondent aux coûts des fonctions centralisées au niveau du groupe.

Le chiffre d'affaires propre en 2006 s'élève à 2,5 M€. Le résultat d'exploitation et le résultat financier sont respectivement négatifs de 2,7 M€ et de 0,2 M€.

Par ailleurs, les dépenses visées à l'article 223 quater du C.G.I. se sont élevées à 5 746 €.

Le résultat net de NSC Groupe est une perte de 2,4 M€.

Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter comme suit la perte de l'exercice de 2 421 104 € :

• Sur le Report à nouveau antérieur pour	224 217 €
• Sur la réserve facultative pour	2 196 887 €
	<hr/>
	2 421 104 €

Distribution de dividendes

Nous vous proposons la mise en distribution d'un dividende de 1 390 625 € prélevé sur la réserve facultative.

Il reviendra en conséquence à chacune des 556 250 actions composant le capital social, un dividende net de 2,50 € mis en paiement le 18 juin 2007.

Dans l'hypothèse où à la mise en paiement, la société détiendrait certaines de ses propres actions, le Conseil d'administration propose que le montant du dividende lui revenant soit affecté au Report à nouveau.

Sur le plan fiscal, le dividende ouvre droit au profit des actionnaires personnes physiques, à l'abattement prévu par l'article 158 du CGI.

Conformément à l'article 243 Bis du CGI, les montants du dividende par action mis en distribution au titre des 3 derniers exercices sont mentionnés ci-contre. Ce même renseignement est ajouté pour le dividende proposé pour l'exercice 2006.

Fiscal year (€)
2003

Fiscal year (€)
2004
2005
2006

* proposed

IMPORTANT EVENTS SINCE DECEMBER 31, 2006

On January 23, 2007, the Tribunal de Grande Instance in Colmar confirmed the restructuring procedure in favour of N. Schlumberger.

The business outlook has clearly improved for N. Schlumberger in 2007. The Company has been adapted to serve the now contracted but stabilized market of machines for the preparation and spinning of long fibres. N. Schlumberger now has a workforce of 230 at Guebwiller, and the expertise and experience required to ensure customer satisfaction have been maintained for each of the Company's major functions.

OUTLOOK FOR 2007

At the beginning of 2007, sales are sustained for NSC packaging, which is expected to report double-digit growth again. NSC nonwoven is, however, impacted by the adverse effects of a very aggressive reconfiguration of the competition. NSC fibre to yarn will benefit during the year from the restructuring measures taken at the Italian facilities.

Altogether, there should be a slight decline in net turnover, but the net result is expected to show significant improvement, thus confirming the new trend to recovery.

INVESTMENTS

In 2006, investments totalled € 3.7 million.

• NSC fibre to yarn

The SAP integrated management software introduced at N. Schlumberger has been operational since January 2006.

• NSC nonwoven

The Elbeuf plant installed two storage towers so as to further rationalize the use of its facilities.

In line with its partnership with Rieter Perfojet, an Exelle® card was installed at the Rieter Perfojet demonstration centre in Montbonnot.

A project was launched at the end of the year to introduce new MFG/PRO production management software at the Tourcoing plant. This ERP is expected to be operational by early 2008.

• NSC packaging

Convinced by the excellent efficiency of the 3D design system used by Spack System, Pack'Industrie and Monomatic began to migrate from their current Autocad 2 D system to the same software, i.e. Solid Works 3D. The adaptation will continue in 2007 and 2008.

In 2007, the group's commitments will total approximately € 3.9 million, focused on investments in production and the capitalisation of test and demonstration machinery.

R&D

Research and Development expenses and adaptation costs were generally down in 2006, compared with the historical level of 6%, in particular as a result of the decline in R&D investment in NSC fibre to yarn.

Exercice (en euros)	Nominal de l'action	Dividende	Avoir fiscal	Revenu global
2003	16,00	2,00	1,00	3,00
	Par value	Dividend	Tax credit	Total

Exercice (en euros)	Nominal de l'action	Dividende	Montant éligible à l'abattement art. 158 CGI	Montant non éligible à l'abattement
2004	16,00	2,00	2,00	0
2005	16,00	2,00	2,00	0
2006*	16,00	2,50	2,50	0
*proposition	Par value	Dividend	Dividend eligible for rebate art. 158 tax code	Dividend not eligible for rebate

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LE 31 DÉCEMBRE 2006

En date du 23 janvier 2007, le Tribunal de Grande Instance de Colmar a entériné en faveur de N. Schlumberger le plan de sauvegarde.

Les perspectives d'activité s'améliorent clairement pour N. Schlumberger en 2007. La société a été adaptée pour servir le marché désormais réduit mais stabilisé des machines dédiées à la préparation et filature des fibres longues. L'effectif de N. Schlumberger à Guebwiller se situe à 230 personnes et les compétences et expériences nécessaires à la satisfaction de la clientèle ont été maintenues pour chacune des grandes fonctions de l'entreprise.

PERSPECTIVES 2007

Pour le début de 2007, l'activité commerciale est très soutenue pour NSC packaging qui enregistrera vraisemblablement une nouvelle croissance à deux chiffres. NSC nonwoven subit, par contre, les effets adverses d'une reconfiguration très agressive de sa concurrence. Quant à NSC fibre to yarn, il bénéficiera durant l'année de la restructuration engagée dans les sites italiens.

Au global, l'exercice 2007 devrait présenter un tassement du chiffre d'affaires, mais un résultat en nette amélioration, confirmant ainsi le retournement de la tendance.

INVESTISSEMENTS

En 2006, le montant des investissements réalisés s'est élevé à 3,7 M€.

• NSC fibre to yarn

Le progiciel de gestion intégré SAP mis en place chez N. Schlumberger est opérationnel.

• NSC nonwoven

Le site d'Elbeuf a procédé à l'implantation de tours de stockage afin de rationaliser davantage l'utilisation de ses installations.

Dans la continuité du partenariat avec Rieter Perfojet, une carte Exelle® a été installée dans la salle d'essais de Rieter Perfojet à Montbonnot.

Le projet d'implantation de MFG/PRO, nouveau logiciel de gestion de production pour le site de Tourcoing, a démarré en fin d'année. Cet ERP devrait être opérationnel dès le début 2008.

• NSC packaging

Compte tenu de la très bonne efficacité du système de conception en trois dimensions déployé par Spack System, Pack'Industrie et Monomatic ont entamé un parcours de migration de leur progiciel Autocad 2 D vers le même progiciel, à savoir "Solid Works 3D". Le déploiement se poursuivra en 2007 et 2008.

Pour 2007, les engagements du groupe seront de l'ordre de 3,9 M€ environ, portant sur les investissements de production et l'immobilisation de machines d'essais et de démonstration.

ÉTUDES ET RECHERCHES

Les dépenses de recherches et d'adaptation sont globalement en retrait en 2006, par rapport au niveau historique de 6 %, notamment du fait du ralentissement de l'effort de NSC fibre to yarn.

• NSC fibre to yarn

N. Schlumberger focused on:

- the adaptation of its traditional products to a new management model based on internal production or just-in-time purchases of mounted subsets.
- the adaptation for the GC30 range of a certain number of options existing in the GC15 range.
- the preliminary laboratory validation of products targeting diversification.

• NSC nonwoven

Asselin-Thibeau engineers continued to focus on:

- the industrialisation of machines (Excelle® cards, RS and XRS needlelooms, ETO drafter, Vantage and Easywinder winders), thereby enabling Asselin-Thibeau to expand its customer offering.
- the reduction of production costs.
- adaptation to and training in the new CATIA 3D CAD tool.

• NSC packaging

Monomatic improved its ultra-rapid connection system, significantly increasing unwinder speed.

Pack'Industrie and Spack System together developed multi-knife tube-cutting machines. The different technical options chosen will make it possible to cover the full range of market needs with the same basic machine.

ADDITIONAL INFORMATION

Labour relations

The information provided below concerns the group's seven French manufacturing companies: N. Schlumberger, Fonderie Schlumberger, Asselin-Thibeau, Same, Monomatic, Pack'Industrie and Spack System.

1. Workforce

Information on downsizing and employment protection plans, job transfer efforts, re-employment and accompanying benefits.

N. Schlumberger

The restructuring plan involved a procedure that required informing and consulting the works council with regard to the reorganisation project designed to alleviate the economic difficulties and eventually to restore the Company's competitiveness. The procedure was completed on May 15, 2006. This employment preservation plan led to the elimination of 148 permanent positions by the end of June 2007.

During this procedure, the companies in the NSC Group were consulted to identify vacant positions that could provide reassignment opportunities for N. Schlumberger employees liable to be fired. Moreover, in order to limit the social impact of the downsizing, companies in the region were consulted, and many positions corresponding to N. Schlumberger employee qualifications were brought to their attention.

Other dispositions were taken, including ASFNE pre-retirement, retirement, spinoffs, and voluntary departures.

An outplacement cell was set up and operated by specialised consultants.

• NSC fibre to yarn

N. Schlumberger s'est consacré à :

- L'adaptation de ses produits traditionnels à un nouveau modèle de gestion basé sur la production interne ou l'achat à juste temps de sous-ensembles montés.
- L'adaptation pour la gamme GC30 d'un certain nombre d'options existant dans la gamme GC15.
- La validation préliminaire en laboratoire sur des produits devant assurer une diversification.

• NSC nonwoven

Les bureaux d'études Asselin-Thibeau ont poursuivi leurs travaux sur :

- L'industrialisation des machines (cards Excelle®, aiguilleuses RS et XRS, étireur ETO, enrouleurs Vantage et Easywinder) permettant à Asselin-Thibeau d'étendre son offre aux clients.
- La réduction des coûts de production.
- L'adaptation et la formation au nouvel outil de CAO 3D CATIA.

• NSC packaging

Monomatic a amélioré son système de raccordement "hyper rapide" permettant d'augmenter très sensiblement la vitesse des dérouleurs.

Pack'Industrie et Spack System ont mis au point, de concert, des machines "coupe-tube" multicouteaux. Les différentes options techniques retenues vont permettre de couvrir l'ensemble des besoins du marché avec la même machine de base.

AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LE GROUPE

Politique sociale

Les informations communiquées ci-dessous concernent les sept sociétés industrielles françaises : N. Schlumberger, Fonderie Schlumberger, Asselin-Thibeau, Same, Monomatic, Pack'Industrie et Spack System.

1. Les effectifs

	Ouvriers	Employés	Cadres	Total	Dont CDI	Dont CDD	Autres
2006	341	255	149	745	719	6	20
2005	465	311	166	942	893	30	19
	Workers	Employees	Managers	Total	Permanent	Temporary	Other

Plans de réduction des effectifs et de sauvegarde de l'emploi, efforts de reclassement et mesures d'accompagnement

N. Schlumberger

La procédure d'information et de consultation du Comité d'entreprise relative au projet de réorganisation visant à pallier les difficultés économiques et à restaurer, à terme, sa compétitivité s'est terminée le 15 mai 2006. Ce plan de sauvegarde de l'emploi s'est traduit par la suppression de 148 postes permanents s'échelonnant jusqu'à fin juin 2007.

Au cours de cette procédure, les sociétés du Groupe NSC ont été consultées pour identifier les postes vacants pouvant constituer des opportunités de reclassement pour des salariés de N. Schlumberger concernés par le projet de licenciement. Par ailleurs, afin de limiter l'impact social des suppressions d'emploi, les entreprises de la région ont été consultées et de nombreux postes correspondant aux qualifications des salariés de la société ont été portés à leur connaissance.

D'autres dispositions ont également été prises : préretraite ASFNE, retraite, essaimage, départs volontaires.

La cellule de reclassement animée par des consultants spécialisés a été mise en place.

Asselin-Thibeau

A Company agreement allowing employees older than 57 at the Tourcoing and Elbeuf facilities to benefit from the early retirement agreement (CASA) was signed in 2003. This agreement, in application until February 28, 2005, allows for staggered departures up to January 2008.

Eleven employees took advantage of the programme at Tourcoing and thirteen at Elbeuf.

2. Workforce hired

3. Overtime

Because of the reduced volume of business throughout the group, overtime was limited between 2004 and 2005.

Number of hours overtime in 2006: 32,603.

4. Temporary hire

Because of the reduced business volume reported throughout the group, temporary hire was minimal from 2004 to 2005.

Average monthly number of temporary employees in 2006: 6.

5. Absenteeism

6. Work organisation

All the NSC Group's French industrial companies apply an agreement on reduced work time with full compensation, except for Spack System, which has a staff of less than 20.

N. Schlumberger signed an agreement on February 18, 2000, organising:

- a reduction in work time on an annual basis for the whole workforce, from 5 to 15 days per year, according to job category.
- 4.5 work days per week.

Fonderie Schlumberger signed an agreement on February 18, 2000, organising:

- a reduction in work time on an annual basis for the whole workforce, from 5 to 15 days per year, according to job category.
- an average work week of 37 hours.

Asselin-Thibeau

Site de Tourcoing signed an agreement on February 18, 2000, organising:

- for shop workers, 36.50 hours of presence per week for 35 hours of work.
- for office workers, 38.50 hours of presence per week for 36.50 hours of work, with 12 days of comp time per year for the reduction in work time.
- salaried managers' work time on an annual base of 217 days.

Site d'Elbeuf signed an agreement on May 12, 2000, organising:

- for salaried non-management employees, 38.50 hours of presence per week for 35 hours of work, with 12 days of comp time per year for the reduction in work time.
- salaried managers' work time on an annual base of 217 days.

Same signed an agreement on June 30, 2000, organising:

- for salaried non-management employees, 36.67 hours of presence per week for 35 hours of work.
- salaried managers' work time on an annual base of 215 days.

Asselin-Thibeau

Un accord d'entreprise permettant aux salariés de plus de 57 ans des établissements de Tourcoing et d'Elbeuf de bénéficier du dispositif de Cessation d'Activité des Salariés Agés a été signé en 2003. Cet accord dont la date de fin d'application est fixée au 28 février 2005 permet des départs échelonnés jusqu'en janvier 2008.

11 salariés ont adhéré au dispositif à Tourcoing et 13 à Elbeuf.

2. Les embauches

	Ouvriers	Employés	Cadres	Total	Dont CDI	Dont CDD	Autres
2006	13	14	5	32	21	5	6
2005	18	5	11	34	22	9	3
	Workers	Employees	Managers	Total	Permanent	Temporary	Other

3. Les heures supplémentaires

Compte tenu de l'activité réduite dans l'ensemble du groupe, les heures supplémentaires ont été peu importantes de 2004 à 2005.

Nombre d'heures supplémentaires en 2006 : 32 603.

4. L'intérim

Compte tenu de l'activité réduite dans l'ensemble du groupe, le recours à l'intérim a été peu important de 2004 à 2005.

Nombre mensuel moyen de travailleurs intérimaires en 2006 : 6.

5. L'absentéisme

	Nombre d'heures travaillées	Nombre d'heures d'absence	Taux d'absentéisme
2006	1 425 180	31 193	2,19
2005	1 739 868	85 421	4,91
	Number of hours worked	Number of hours of absence	Absenteeism rate

6. Organisation du temps de travail

Toutes les sociétés industrielles françaises du Groupe NSC appliquent un accord d'Aménagement et de Réduction du Temps de Travail avec compensation intégrale de la rémunération, à l'exception de Spack System dont l'effectif est de moins de 20 personnes.

N. Schlumberger - Cet accord signé le 18 février 2000 organise :

- La réduction du temps de travail sur base annuelle pour l'ensemble du personnel, avec attribution, selon le cas, de 5 ou 15 jours de RTT par an.
- Un horaire réparti sur 4,5 jours par semaine.

Fonderie Schlumberger - Cet accord signé le 18 février 2000 organise :

- La réduction du temps de travail sur base annuelle pour l'ensemble du personnel, avec attribution, selon le cas, de 5 ou 15 jours de RTT par an.
- Un horaire hebdomadaire moyen de 37 heures de présence par semaine.

Asselin-Thibeau

Site de Tourcoing - Cet accord signé le 18 février 2000 organise :

- Pour le personnel d'atelier, un horaire hebdomadaire de 36,50 heures de présence pour 35 heures effectives de travail.
- Pour le personnel des bureaux, un horaire hebdomadaire de 38,50 heures de présence pour 36,50 heures effectives de travail, avec l'octroi de 12 jours de RTT par an.
- Une durée de travail des salariés cadres sur la base d'un forfait annuel de 217 jours.

Site d'Elbeuf - Cet accord signé le 12 mai 2000 organise :

- Pour les salariés non cadres, un horaire hebdomadaire de 38,50 heures de présence pour 35 heures effectives de travail, avec l'octroi de 12 jours de RTT par an.
- Une durée de travail des salariés cadres sur la base d'un forfait annuel de 217 jours.

Same - Cet accord signé le 30 juin 2000 organise :

- Pour les salariés non cadres, un horaire hebdomadaire de 36,67 heures de présence pour 35 heures effectives de travail.
- Une durée de travail des salariés cadres sur la base d'un forfait annuel de 215 jours.

Monomatic signed an agreement on February 5, 2002, organising:

- for salaried non-management employees, 36.50 hours of presence per week for 35 hours of work.
- salaried managers' work time on an annual base of 215 days.

Pack'Industrie signed an agreement on April 1, 1999, providing for a 35 hour work week for the whole workforce.

Spack System 36 hours of work per week.

7. Annual payroll and social contributions

All group companies benefit from a profitsharing plan and have signed a gainsharing agreement.

8. Breakdown of workforce by gender

9. Health and safety: accident frequency

10. Training: percentage of payroll

11. Disabled workers

12. Labour organisations: Payment to works councils and workers' associations

Monomatic - Cet accord signé le 5 février 2002 organise :

- Pour les salariés non cadres, un horaire hebdomadaire de 36,50 heures de présence pour 35 heures effectives de travail.
- Une durée de travail des salariés cadres sur la base d'un forfait annuel de 215 jours.

Pack'Industrie - Cet accord conclu le 1^{er} avril 1999 a ramené l'horaire de travail hebdomadaire à 35 heures pour l'ensemble du personnel.

Spack System - L'horaire hebdomadaire est de 36 heures.

7. Rémunérations et charges sociales annuelles

	Masse salariale en K€	Charges sociales en K€
2006	27 022	12 242
2005	30 502	13 880
	Payroll K€	Social contributions K€

L'ensemble des sociétés du groupe bénéficie d'un régime de participation des salariés et a signé des accords d'intéressement.

8. Répartition des effectifs par sexe

	Ouvriers		Employés		Cadres		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2006	342	1	178	75	129	20	649	96
2005	462	9	203	102	147	19	812	130
	Workers Men	Women	Employees Men	Women	Managers Men	Women	Total Men	Total Women

9. Les conditions d'hygiène et de sécurité : Nombre d'accidents de travail

	Total	Avec arrêt	Taux de fréquence
2006	54	25	32,32
2005	75	36	20,69
	Total	Lost time accidents	Accident frequency rate

10. La formation : Pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation

	Dépenses consacrées à la formation en K€	% sur masse salariale imposable
2006	271	1,00
2005	783	3,84
	Training expense K€	% of taxable payroll

11. Les travailleurs handicapés

	Nombre de personnes	Nombre d'unités	Nombre d'unités fixées par la loi
2006	39	54,00	45
2005	52	76,05	54
	Number	Number of units	Number of units legally required

12. Les œuvres sociales : Allocations versées au Comité d'entreprise ou à l'Amicale des salariés

	Montant en K€	% sur masse salariale imposable
2006	572	2,12
2005	660	2,16
	Amount K€	% of taxable payroll

13. Subcontracting

For the whole group, billed subcontracting expense totalled K€ 4,863.

Environmental policies

The group continued to work to limit energy consumption in general, and the effluents required in production operations, thereby reducing costs and waste.

The separation between Fonderie Schlumberger and N. Schlumberger textile machines made it necessary to request updated operating authorisations.

Fonderie Schlumberger is engaged in efforts to reduce noise so as to be able to increase the number of hours of machine use in order to expand production capacity in light of the favourable market environment.

The organisation of health, safety and working conditions in the group's different companies is overseen by specialised committees or safety officers.

In general, no particular risk has been identified, including the results of the regulatory analysis of possible ground contamination around group facilities.

CAPITAL STOCK

Changes in capital stock since January 1, 2006

As of July 11, 2005, capital stock stood at € 8,900,000, divided into 556,250 shares with a face value of € 16.

Since that date, there has been no change.

We also remind shareholders that the Extraordinary Shareholders' Meeting of May 17, 2002, authorised the Board of Directors to increase the capital stock, on one or more occasions, up to € 15 million.

The same Shareholders' Meeting authorised the Board of Directors to split the par value of the shares.

These authorisations were granted, in keeping with current legislation, for a period of five years from May 17, 2002. The Board of Directors has not yet used these authorisations.

Shareholding

The following list indicates shareholders whose share of the capital and voting rights as of March 31, 2007, represented an interest at a level requiring publication:

	Shares	Voting rights
Alsapar SC	more than 50%	more than 66%
Arnhold and S. Bleichroeder Inc.	more than 15%	more than 10%

Pursuant to the company's bylaws, the threshold of 2% does not require any declaration.

Employee shareholding accounted for 0.03% of the capital.

Stock market information

As of December 31, 2006, stock market capitalisation was € 42.8 million, compared with € 38.9 million as of January 27, 2006.

The share price fluctuated with small transaction volumes between a low of € 66.20 and a high of € 86.00.

Special report on company-owned shares

In 2006, the Company did not make use of the authorisation granted by the Ordinary Shareholders' Meeting of June 23, 2006, in order to regulate the market, in accordance with the provisions of article L.225-206 of the Code de commerce.

As of December 31, 2006, the company owned 6,164 shares, of which 5,835 were reserved for a purchase option plan, which expires on June 27, 2007.

13. La sous-traitance

Pour l'ensemble du groupe, la sous-traitance facturée en 2006 s'élève à 4 863 K€.

Politique environnementale

Le groupe a continué à travailler à la réduction des consommations d'énergie en général et d'effluents nécessaires aux opérations de production réduisant ainsi à la fois, les coûts et les éventuels rejets.

La scission intervenue entre l'activité Fonderie Schlumberger et l'activité machines textiles N. Schlumberger a nécessité la refonte des demandes de mise à jour des autorisations d'exploitation.

Fonderie Schlumberger est engagée dans une opération visant à réduire les nuisances sonores pour pouvoir augmenter, compte tenu de la bonne tenue de ses marchés, les plages horaires d'utilisation afin d'accroître ses capacités de production.

L'organisation de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail des différentes sociétés du groupe passe par les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou les responsables sécurité.

En général, aucun risque particulier n'a été identifié, y compris lors de l'analyse réglementaire d'une éventuelle contamination des sols autour des établissements du groupe.

CAPITAL SOCIAL

Évolution du capital social depuis le 1^{er} janvier 2006

Au 11 juillet 2005, le capital était de 8 900 000 €, divisé en 556 250 actions de 16 € nominal.

Depuis cette date, il n'a subi aucune modification.

Nous vous rappelons également que l'Assemblée générale extraordinaire du 17 mai 2002 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social jusqu'à concurrence de 15 millions d'euros.

La même Assemblée a autorisé le Conseil d'administration à procéder à la division de la valeur nominale des actions.

Ces autorisations ont été données, conformément à la loi, pour une durée de 5 ans à dater du 17 mai 2002.

À ce jour, le Conseil d'administration n'a pas fait usage de ces autorisations.

Actionnariat

Les actionnaires de votre société dont la participation en capital et en droits de vote dépasse les seuils entraînant publicité sont, à la date du 31 mars 2007 :

	Actions	Droits de vote
Alsapar SC	Plus de 50 %	Plus de 66 %
Arnhold and S. Bleichroeder Inc.	Plus de 15 %	Plus de 10 %

Conformément aux dispositions statutaires, le seuil de 2 % entraîne obligation de déclaration.

L'actionnariat des salariés représente 0,03 % du capital.

Informations boursières

La capitalisation boursière s'établit au 31 décembre 2006 à 42,8 M€ contre 38,9 M€ au 27 janvier 2006.

Le cours de bourse a fluctué dans de faibles volumes entre un plus bas à 66,20 € et un plus haut à 86,00 €.

Rapport spécial sur le rachat par la société de ses propres actions

La société n'a pas fait usage, au cours de l'exercice 2006, de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale ordinaire du 23 juin 2006 en vue de régulariser le marché, conformément aux dispositions de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Elle détient 6 164 actions en date du 31 décembre 2006, dont 5 835 sont affectées à un plan d'options d'achat d'actions, qui vient à échéance le 27 juin 2007.

These shares were acquired primarily to regulate the share price on the stock exchange, to be held by the company, to be granted to employees and officers in the framework of stock purchase and/or option plans, to be exchanged, particularly in external growth operations, and possibly to be cancelled through a reduction of the capital in order to optimise net profit per share, subject to the approval of an Extraordinary Shareholders' Meeting, as prescribed by law. The Board of Directors asks the shareholders to renew this authorisation.

The Company engaged in no stock market transactions involving its own shares in 2006.

Special report on stock subscription or purchase option plans

Pursuant to article L.225-184 of the Code de commerce, we notify shareholders that no operation was conducted during the year by virtue of the provisions of articles L.225-177 to L.225-186.

BOARD OF DIRECTORS

The terms of Christian Koch and Frédéric Roure as members of the Board expire at this shareholders' Meeting.

Christian Koch and Frédéric Roure are eligible for re-election.

We regret to inform you of the death of Henri Genevray on October 9, 2006, after a long and painful illness, which he confronted with immense courage and great strength.

Henri Genevray came to work at N. Schlumberger & Cie in 1982. From 1983 to 1999, he was Chairman of the NSC Group, which he led and developed with real passion. He was also an ardent defender of the French textile machine industry, which he promoted both in France and internationally. He will remain with us in spirit.

At its December 15, 2006, meeting, the Board of Directors decided not to replace him on the Board.

We inform you that Alain Beydon, who wished to be relieved of his duties as a member of the Board on a personal basis, resigned on March 29, 2007.

We ask you to ratify the appointment of Olivier Beydon as a member of the Board of Directors. Olivier Beydon was nominated by the Board of Directors on March 29, 2007, to replace Alain Beydon for the remainder of his predecessor's term.

We inform you of the appointment of Alain Beydon as the permanent representative of Alsapar SC, to replace Eric Beydon.

A member of the Board of Directors on a personal basis since January 1, 1970, Eric Beydon was named the permanent representative of Alsapar in 1989; Over these many years, we have been able to appreciate his clear thinking and keen sense of industrial and financial realities. We here wish to thank him for the active role he played in overseeing the Company.

Ces titres ont été acquis par priorité en vue de la régularisation du cours de bourse, de leur conservation par la société, de leur attribution aux salariés et dirigeants dans le cadre de programmes d'achat d'actions et/ou de plan d'options, de la remise en échange notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe et de leur annulation éventuelle par voie de réduction de capital afin d'optimiser le résultat par action, sous réserve de l'approbation d'une Assemblée générale extraordinaire, dans les conditions prévues par la loi.

Le renouvellement de cette autorisation est sollicité par votre Conseil d'administration.

Aucune opération en bourse sur les propres actions n'a été effectuée en 2006.

Rapport spécial sur les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions

Par application des dispositions de l'article L.225-184, nous vous signalons qu'aucune opération n'a été réalisée durant l'exercice en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-177 à L.225-186.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous signalons que les mandats d'Administrateurs de Messieurs Christian KOCH et Frédéric ROURE viennent à échéance à cette Assemblée.

Messieurs Christian KOCH et Frédéric ROURE sont rééligibles.

Nous avons le regret de vous informer du décès de Monsieur Henri GENEVRAY survenu le 9 octobre 2006 après une longue et pénible maladie, supportée avec un immense courage et une très grande force.

Entré chez N. Schlumberger & Cie en 1982, Monsieur Henri GENEVRAY avait pris la présidence du Groupe NSC qu'il a dirigé et développé avec passion, de 1983 jusqu'en 1999. Il était également un ardent défenseur de l'industrie française de la machine textile, dont il a assuré la promotion tant auprès des instances françaises qu'internationales. Nous tenons ici à nous incliner devant son souvenir.

Lors de sa réunion du 15 décembre 2006, le Conseil d'administration a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

Nous vous signalons que Monsieur Alain BEYDON qui a souhaité être déchargé de son mandat d'Administrateur exercé à titre personnel, a démissionné le 29 mars 2007.

Nous vous proposons de ratifier la nomination d'Administrateur de Monsieur Olivier BEYDON, qui a été coopté par votre Conseil le 29 mars 2007 en remplacement de Monsieur Alain BEYDON pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Nous vous signalons également la désignation de Monsieur Alain BEYDON en qualité de représentant permanent de la Société Alsapar SC en remplacement de Monsieur Eric BEYDON.

Entré au Conseil d'administration à titre personnel le 1^{er} janvier 1970, Monsieur Eric BEYDON a été nommé représentant permanent de la société Alsapar SC en 1989. Pendant ces nombreuses années, nous avons pu apprécier la clarté de son esprit et son sens aigu des réalités industrielles et financières. Nous tenons ici à le remercier pour la part très active qu'il a prise à l'administration de votre société.

Information on the mandates and functions of the members of the Board of Directors

In application of article 225-102-1 of the Code de commerce, the following table presents the mandates and functions exercised by the members of the Board of Directors in 2006:

Function	
Bruno Ameline	Chairman and Chief Executive Officer Chairman Chairman Chairman Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors Chairman Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors Permanent representative of NSC Groupe to the Board of Directors Managing Director
Régis Bello	Member of the Board of Directors Chairman Chairman of the Board of Directors Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors Member of the Supervisory Board
Alain Beydon	Member of the Board of Directors Chairman and Chief Executive Officer Managing Director Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors
Eric Beydon	Permanent representative of Alsapar SC to the Board of Director Managing Director Managing Director Managing Director Member of the Board of Directors
Christian Koch	Member of the Board of Directors Chairman and Chief Executive Officer Member of the Board of Directors
Frédéric Roure	Member of the Board of Directors
Bernard Steyert	Member of the Board of Directors Chairman of the Board of Directors Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors
Claude Weisse	Member of the Board of Directors

The Board hopes that the explanations provided in this management review are satisfactory, and asks the shareholders to vote the resolutions submitted for approval.

The Board of Directors

March 29, 2007

Information sur les mandats des Administrateurs

En application de l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les membres du Conseil d'administration durant l'exercice 2006.

	Fonction	Société
Bruno AMELINE	Président-Directeur Général Président Président Président Administrateur Administrateur Chairman Member of the Board of Directors Member of the Board of Directors Représentant permanent de NSC Groupe au Conseil d'administration Gérant	NSC Groupe N. Schlumberger NSC Florival Euroschor Finlane Dynamonde N. Schlumberger (USA) Inc. N. Schlumberger (UK) Ltd. Wuxi NSC Machinery Co. Ltd. Sofréa Fréaco
Régis BELLO	Administrateur Président Président du Conseil d'administration Administrateur Administrateur Membre du Conseil de Surveillance	NSC Groupe De Dietrich De Dietrich Process Systems (Wuxi) Ltd De Dietrich Process Systems Inc. Socomec Ponycom
Alain BEYDON	Administrateur Président-Directeur Général Gérant Administrateur Member of the Board of Directors	NSC Groupe Alsagri SCEA Domaines Schlumberger Sofréa Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.
Eric BEYDON	Représentant permanent d'Alsapar SC au Conseil d'administration Gérant Gérant Gérant Administrateur	NSC Groupe Alsapar SC GFA des Domaines Schlumberger Schlumberger Sarl Alsagri
Christian KOCH	Administrateur Président-Directeur Général Administrateur	NSC Groupe Klima Alsagri
Frédéric ROURE	Administrateur	NSC Groupe
Bernard STEYERT	Administrateur Président du Conseil d'administration Administrateur Administrateur Administrateur	NSC Groupe Socomec Holding Banque Populaire d'Alsace Alsace Création Brasserie Météor
Claude WEISSE	Administrateur	NSC Groupe

Nous espérons que les explications qui vous sont données dans ce rapport vous satisfont et nous vous demandons de bien vouloir approuver les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration
29 mars 2007



Five-year summary of selected financial data

(€ thousands)

Share capital at year end

Share capital

Number of ordinary shares outstanding

Future shares to be created:

- by conversion of bonds
- by exercise of stock options

Operations and results for the year

Turnover (excluding VAT)

Profit before tax, employee profit-sharing, depreciation and provisions

Income tax

Profit after tax, employee profit-sharing, depreciation and provisions

Dividends paid

Per share data (euros)

Profit after tax and employee profit-sharing, but before depreciation and provisions

Profit after tax, employee profit-sharing, depreciation and provisions

Dividend per share (euros)

Employees

Average number of employees

Total payroll

Social contributions (social security, etc.)

Employee profit-sharing

Gain-sharing

CONSOLIDATED GROUP

(€ thousands)

Turnover (excluding VAT)

Profit after tax, employee profit-sharing, depreciation and provisions (group share)

Profit per share after tax, employee profit-sharing, depreciation and provisions (group share)

Cash flow

Capital expenditures

Employees:

- total number of employees.
- total payroll (incl. expenses).

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

(en milliers d'euros)

Capital en fin d'exercice

Capital social

Nombre d'actions ordinaires existantes

Actions futures à créer :

- par conversion d'obligations
- par exercice de droits de souscription

Opérations et résultats de l'exercice

Chiffre d'affaires hors taxes

Bénéfice avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions

Impôts sur les bénéfices

Bénéfice après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions

Résultat distribué

Résultats par action (en euros)

Bénéfice après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions

Bénéfice après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions

Dividende attribué à chaque action (en euros)

Personnel

Effectif moyen des salariés

Montant de la masse salariale

Montant des sommes dues au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc)

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Intéressement

GROUPE CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)

Chiffre d'affaires hors taxes

Bénéfice après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions (part du groupe)

Bénéfice par action, après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions (part du groupe)

Marge brute d'autofinancement

Investissements industriels

Personnel :

- effectifs
- masse salariale (charges comprises)

2002	2003	2004	2005	2006
9 120	9 120	9 120	8 900	8 900
570 000	570 000	570 000	556 250	556 250
				0
				0
2 665	2 447	2 528	1 978	2 464
4 684	1 858	3 866	243	317
693	(266)	(262)	330	543
(1 375)	(6 844)	4 828	(823)	(2 421)
1 140	1 140	1 140	1 112	1 391
7,00	2,79	7,24	(0,15)	1,54
(2,42)	(12,01)	8,47	(1,48)	(4,35)
2,00	2,00	2,00	2,00	2,50
8	9	7	5	6
932	1 031	1 336	683	962
498	534	482	334	362
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-

2002	2003	2004	2005	2006
135 073	112 706	117 226	125 313	125 862
(15 673)	(10 938)	(8 757)	(4 001)	197
(27,50)	(19,19)	(15,36)	(7,19)	0,35
(2 542)	(9 462)	(2 925)	251	719
6 868	4 297	3 637	2 050	2 996
1 409	1 252	1 180	1 070	943
57 128	54 470	53 127	48 966	45 633

Report of the Chairman on the governance of the Board of Directors and on internal control procedures

Ladies and Gentlemen,

In application of article L.225-37, paragraph 6, of the Code de commerce, I herein report on:

- the conditions of preparation and organization of the governance of the Board of Directors during the year ended December 31, 2006.
- the extent of the powers of the Chairman and Chief Executive Officer.
- the internal control procedures set up by the company and by the group.

PREPARATION AND ORGANIZATION OF THE GOVERNANCE OF THE BOARD OF DIRECTORS

1. Composition of the Board of Directors

The members of the Board of Directors are appointed by the Shareholders' Meeting.

The Board of Directors is comprised of nine members:

Bruno Ameline	Chairman and Chief Executive Officer
Régis Bello	Member of the Board of Directors
Alain Beydon	Member of the Board of Directors
Henri Genevray	Member of the Board of Directors (died October 9, 2006)
Christian Koch	Member of the Board of Directors
Frédéric Roure	Member of the Board of Directors
Bernard Steyert	Member of the Board of Directors
Claude Weisse	Member of the Board of Directors
Alsapar SC	Member of the Board of Directors
	Eric Beydon, Permanent representative

Each member of the Board of Directors owns at least 20 shares in the company, in keeping with the bylaws.

The term of the members of the Board of Directors is three years.

No members of the Board of Directors are elected by company employees.

A list of the functions exercised in other companies by the members of the Board is to be found in the Management Review.

2. Compensation

Directors' fees for attendance at Board Meetings totalled € 72,000 in 2006.

3. Company regulations

There are no company regulations that determine the Board's governance.

4. Frequency of meetings

The Board of Directors meets as often as the interests of the company require, at the request of the Chairman.

The Board of Directors met four times in 2004, seven times in 2005 and six times in 2006, and during these meetings discussed a pre-defined agenda, including recurring topics such as business conditions, market share, investment policy and financing needs, as well as occasional subjects like external growth, development plans, budgets, significant risks and/or litigation, and the advancement of major projects.

5. Convening of members of the Board of Directors

Except for emergencies, members of the Board are convened by ordinary letter more than a fortnight before the meeting. Article 18-1 of the company by-laws stipulates that the announcement must be made three days prior to the meeting by letter, telegram or fax. But it may be verbal and at any time in the event of an emergency.

Rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur le contrôle interne

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions de l'article L.225-37, alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte dans le présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006,
- de l'étendue des pouvoirs du Président-Directeur Général,
- des procédures de contrôle interne mises en place par la société et le groupe.

PRÉPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Composition du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration est composé de 9 membres, à savoir :

MM.	Bruno AMELINE	Président-Directeur Général
	Régis BELLO	Administrateur
	Alain BEYDON	Administrateur
	Henri GENEVRAY	Administrateur (décédé le 9.10.2006)
	Christian KOCH	Administrateur
	Frédéric ROURE	Administrateur
	Bernard STEYERT	Administrateur
	Claude WEISSE	Administrateur
	Société ALSAPAR SC	Administrateur
		Eric BEYDON, Représentant permanent

Chaque Administrateur est propriétaire de 20 actions au moins de la société, conformément aux dispositions statutaires.

La durée du mandat est de trois ans.

Il n'existe pas d'Administrateurs élus par les salariés de l'entreprise.

La liste des fonctions exercées par les Administrateurs dans d'autres sociétés figure dans le rapport de gestion.

2. Rémunération

Le montant des jetons de présence attribués au Conseil d'administration s'est élevé à 72 000 € pour l'exercice 2006.

3. Règlement intérieur

Il n'y a pas de règlement intérieur qui fixe les règles de fonctionnement du Conseil.

4. Fréquence des réunions

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation du Président.

Au cours des exercices écoulés, le Conseil d'administration s'est réuni 4 fois en 2004, 7 fois en 2005 et 6 fois en 2006. Il a délibéré sur un ordre du jour établi préalablement. Des thèmes récurrents comme la marche des affaires, les budgets, l'évolution des parts de marchés, la politique d'investissements, les besoins de financement... ou ponctuels comme la croissance externe, les plans de développement, les risques et/ou contentieux significatifs et le suivi des projets importants sont abordés lors de ces réunions.

5. Convocation des Administrateurs

Sauf urgence, les Administrateurs sont convoqués plus de quinze jours à l'avance par lettre simple. L'article 18 - 1 des statuts de la société stipule qu'en principe la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme ou télécopie. Mais elle peut être verbale et sans délai en cas d'urgence.

Pursuant to article L.225-238 of the Code de commerce, the Auditors are convened to Board meetings that examine and approve the semi-annual and annual accounts.

6. Information provided to Board members

All the documents, technical files and information required for the members of the Board to fulfil their mission are sent a week before the meeting.

Between meetings, members of the Board are kept informed of significant developments by e-mail, fax or letter.

7. Location of meetings

Meetings are held at the headquarters of NSC Groupe, at the headquarters of one of its subsidiaries, or at any other location indicated in the notification of the meeting.

8. Audit Committee and Compensation-Appointment Committee

An Audit Committee comprised of two members who are on the Board of Directors was created on December 9, 2005. Its purpose is to verify the existence and control of the group's accounting, reporting, management control and audit procedures in complete independence vis-à-vis the group Chairman. It validates the financial statements for the Board of Directors while observing any recommendations the Statutory Auditors might make. It met on March 22 and April 19, 2006, to be informed of the proposed consolidated balance sheet as of December 31, 2005, on September 25, 2006, for the projected financial statements as of June 30, 2006 and on March 26, 2007, for the projected financial statements as of December 31, 2006.

A Compensation-Appointment Committee comprised of two members who are on the Board of Directors was created on December 9, 2005. It met on December 6, 2006, to determine its rules and procedures.

9. Decisions adopted

The decisions adopted by the Board of Directors are recorded in the minutes of the meetings of the Board of Directors.

10. Minutes of the meetings

Minutes are kept of the meetings of the Board of Directors and submitted to all the members of the Board for approval.

PRINCIPLES AND RULES APPLIED TO DETERMINE COMPENSATION

Pursuant to articles L.225-37 and L.225-68 of the Code de commerce, at its meeting on December 15, 2006, the Board of Directors defined the following principles concerning the compensation of the Chairman:

- Gross annual compensation paid for 13 months.
- No indexation on any general raise.
- A variable part based for two-thirds on the Group's economic performance and for one-third on individual objectives.
- Retirement plan.

POWERS OF THE CHAIRMAN AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER

Pursuant to article 20 of the by-laws, the Board of Directors decided on May 17, 2002, to appoint the Chairman of the Board of Directors Chief Executive Officer.

The Chairman and Chief Executive Officer has extensive powers to act in the name of the company in all circumstances. He exercises these powers within the limits defined by the purpose of the company and subject to the powers current legislation attributes to Shareholders' Meetings and the Board of Directors.

Conformément à l'article L.225-238 du Code de commerce, les Commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil qui ont examiné et arrêté les comptes semestriels et annuels.

6. Information des Administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des Administrateurs leur sont communiqués huit jours avant la réunion.

Les Administrateurs sont tenus informés, entre les réunions, de l'évolution des dossiers importants en cours par mail, fax ou courrier.

7. Tenue des réunions

Les réunions ont lieu soit au siège social de NSC Groupe, soit au siège social d'une de ses filiales ou à tout autre endroit indiqué sur la convocation.

8. Comité d'Audit et Comité de Rémunération et de Nomination

Un Comité d'Audit composé de 2 membres Administrateurs a été créé le 9 décembre 2005. Ses missions couvrent la vérification de l'existence et le contrôle des procédures de comptabilité, de reporting, de contrôle de gestion et d'audit du groupe, en toute indépendance vis-à-vis du Président du groupe. Il valide pour le compte du Conseil d'administration, les propositions d'arrêt des comptes consolidés en tenant compte des recommandations des Commissaires aux comptes le cas échéant. Il s'est réuni le 22 mars et le 19 avril 2006 pour prendre connaissance du projet de bilan consolidé au 31 décembre 2005, le 25 septembre 2006 pour le projet des comptes consolidés au 30 juin 2006 et le 26 mars 2007 pour le projet des comptes consolidés au 31 décembre 2006.

Un Comité de Rémunération composé de 2 membres Administrateurs a été créé le 9 décembre 2005. Il s'est réuni le 6 décembre 2006 pour fixer ses règles et son fonctionnement.

9. Décisions adoptées

Les décisions adoptées par le Conseil d'administration sont protocolées dans les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration.

10. Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les Administrateurs pour approbation.

PRINCIPES ET RÈGLES DE DÉTERMINATION DE RÉMUNÉRATION

En application de l'article L.225-37 et L.225-68 du Code de commerce, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 15 décembre 2006, a arrêté les principes suivants relatifs à la rémunération du Président :

- Rémunération annuelle brute versée sur 13 mois.
- Absence d'indexation sur toute augmentation générale.
- Partie variable basée pour deux tiers sur la performance économique consolidée du groupe et pour un tiers sur des objectifs individuels.
- Plan de retraite.

POUVOIRS DU PRÉSIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL

Conformément à l'article 20 des statuts, le Conseil d'administration a décidé en date du 17 mai 2002 de confier la direction générale de la société au Président du Conseil d'administration.

Le Président-Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

1. Limits imposed by the by-laws

Pursuant to the by-laws not opposable to third parties, the Chairman and Chief Executive Officer must have the express authorisation of the Board of Directors to conduct the following operations:

- the purchase, sale and exchange of business goodwill.
- loans with real collateral in the form of mortgages, liens or pledges on the company's assets.
- the creation and disposal of companies.
- the acquisition and sale of equity interests of whatever type in all companies.

2. Authorisations granted by the Board of Directors

The Board of Directors authorises the Chairman and Chief Executive Officer to conduct the following operations:

- to grant company guarantees or endorsements for subsidiaries not to exceed € 6.5 million within the framework of commercial transactions conducted by the subsidiaries.
- to sell real estate property up to a maximum amount of € 750,000 per transaction for NSC Groupe and its subsidiaries.

These authorisations are renewed annually.

INTERNAL CONTROL PROCEDURES AND THE OBJECTIVE OF THE REPORT

1. Definition of internal control

The internal control system and procedures in effect are designed:

- to ensure that management practices, transactions and staff behaviour are in compliance with applicable legislation and regulations, as well as with the guidelines established by the Board and the group's internal values, standards and rules.
- to verify, moreover, that the accounting, financial and management data communicated to the company's Board fairly represent the group's activity and financial situation.
- to anticipate and control risks linked to the group's activities as well as any risk of error or fraud, in particular in accounting and finance, without, however, providing an absolute guarantee that such risks are totally eliminated.

2. Functional organisation and organisation charts

The group's legal organization is regularly updated by the group Administrative and Financial division. The functional organization charts are drawn up and adapted when necessary by the Chairmen of the group's companies and approved by the Chairman of the group.

3. Composition of Executive Committees

The group's Executive Committee is composed of the Chairman of the group and the officers in charge of the business units, as well as the heads of the group Administrative and Financial division and the group Marketing and Development division.

The Executive Committees of the business units are comprised of the unit's principal support function and operating officers, who are appointed by their Chairmen. They include a non-operating representative of the group who has no operating responsibilities in the business unit, and who has the power to veto decisions of the Executive Committee.

1. Limitations imposées par les statuts

À titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, la conclusion par le Président-Directeur Général des opérations ci-après est subordonnée à une autorisation expresse du Conseil d'administration :

- l'achat, la vente, l'échange de fonds de commerce.
- les emprunts assortis de sûretés réelles sous forme d'hypothèques, privilèges ou nantissements sur les biens de la société.
- les créations et cessions de sociétés.
- les prises et cessions de participation sous toutes formes, dans toutes sociétés ou entreprises.

2. Autorisations données par le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration autorise le Président-Directeur Général à effectuer les opérations suivantes :

- donner caution ou aval de la société en faveur des filiales jusqu'à un montant de 6,5 millions d'euros, dans le cadre des opérations commerciales faites par les filiales.
- céder des immeubles par nature jusqu'à un montant maximum de 750 000 euros par opération pour NSC Groupe et ses filiales.

Ces autorisations sont renouvelées annuellement.

PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET OBJECTIF DU RAPPORT

1. Définition du contrôle interne

Le système et les procédures de contrôle interne en vigueur ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations et les comportements des personnels respectent les lois et règlements applicables ainsi que les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes du groupe.
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation du groupe.
- de prévenir et maîtriser les risques résultant des activités du groupe ainsi que les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier, sans pouvoir néanmoins constituer une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2. Organisation fonctionnelle et organigrammes

L'organigramme juridique du groupe est tenu à jour par la Direction Administrative et Financière groupe. Les organigrammes fonctionnels sont définis et révisés en cas de besoin par les Présidents des sociétés du groupe et approuvés par le Président du groupe.

3. Composition des Comités de Direction

Le Comité de Direction du groupe est constitué du Président du groupe, des responsables des pôles, ainsi que du Directeur Administratif et Financier groupe et du Directeur Marketing et Développement groupe.

Les Comités de Direction des pôles sont constitués, sur proposition de leurs Présidents, des principaux responsables fonctionnels et opérationnels. Ils accueillent un représentant du groupe non opérationnel dans le pôle et qui a pouvoir de veto sur les décisions du Comité de Direction.

4. Operation of Executive Committees

Executive Committee of the group

The group's Executive Committee meets regularly at headquarters or at any other place indicated in the announcement of the meeting:

- to implement the strategy approved by the Board of Directors.
- to define the actions that will make it possible to achieve budget objectives.
- to monitor economic performance and take the decisions required to attain these objectives.
- to study all measures that could improve overall efficiency.
- to oversee the application and respect of internal laws and rules.

The group's Executive Committee met eight times in 2004, seven times in 2005 and six times in 2006. An agenda is drawn up for each meeting and minutes are kept and then sent to participants.

Executive Committees of the business units

The Executive Committees of the business units fulfil the same functions at the level of the business units.

Meetings of these Executive Committees are held in every business unit. The members of each business unit's Executive Committee participate in the discussions on an agenda drawn up before the meeting. Detailed documents are made available to facilitate the analysis of the issues raised.

A representative of NSC Groupe sits on the Executive Committee of each business unit and has the right to vote and right of veto.

These meetings discuss recurring topics such as budget review, market share, customer satisfaction, human resources management, investment policy and financing needs, as well as occasional subjects like development plans, budgets, major projects, insurance, certification and significant risks and/or litigation.

5. Internal audit

Audits are under the authority of company Chairmen.

In 2006, the usual audits were conducted in the following areas: monitoring of inventories, control of contracts, and follow-up of production launches.

The audit program will be reinforced in the coming months.

6. Preparation of budgets

Budgets are drawn up in each entity pursuant to current procedures and according to a schedule that is pre-defined on a yearly basis. Once validated, these budgets set the objectives each officer should achieve (at the level of the business unit, subsidiary, department or unit) as well as the human and financial resources made available for this purpose.

Objectives are monitored on a permanent basis by comparing real cumulative and quarterly data vis-à-vis budget estimates and the previous year's performance. Corrective actions are taken, if required.

Group entities submit a periodic report, including the principal economic and financial parameters for each business unit, to the members of the Board of Directors at every one of their meetings.

More detailed monthly reporting work papers are available in each business unit.

7. Accounting, financial and management data - Information systems

Finance division of the group

The Chief Financial Officer reports to the Chairman and Chief Executive Officer. In this role, the Chief Financial Officer:

- supervises the group's financial, accounting, consolidation, tax, management control and internal audit units as well as its central information systems.

4. Fonctionnement des Comités de Direction

Comité de Direction groupe

Le Comité de Direction groupe se réunit régulièrement au siège ou en tout autre lieu figurant sur la convocation pour :

- mettre en œuvre la stratégie approuvée par le Conseil d'administration.
- définir les actions permettant d'atteindre les objectifs budgétaires.
- contrôler l'évolution des performances économiques et prendre les décisions nécessaires pour atteindre ces objectifs.
- étudier toute mesure permettant d'améliorer l'efficacité globale.
- s'assurer de l'application et du respect des lois et règles internes.

Le Comité de Direction groupe s'est réuni 8 fois en 2004, 7 fois en 2005 et 6 fois en 2006. Un ordre du jour est établi pour chaque réunion et un compte rendu est rédigé et diffusé aux participants.

Comités de Direction des pôles ou des sociétés

Les Comités de Direction des pôles ou sociétés font de même au niveau de chaque pôle.

Des réunions de ces Comités de Direction ont lieu dans chaque pôle ou société. Les membres y participent selon un ordre du jour établi préalablement. Des documents détaillés sont mis à la disposition de chacun pour permettre d'analyser les points à traiter.

Un représentant de NSC Groupe est membre du Comité de Direction de chaque pôle ou société, avec droit de vote et de veto.

Des thèmes récurrents comme le suivi des budgets, l'évolution des parts de marché, la satisfaction des clients, le management des ressources humaines, la politique d'investissement, les besoins de financement... ou ponctuels comme les plans de développement, les budgets, les projets importants, les assurances, les certifications, les risques et/ou contentieux significatifs sont abordés lors de ces réunions.

5. Missions d'audit

Les missions d'audit relèvent de l'autorité des Présidents des sociétés.

Pour l'exercice 2006, les missions d'audit habituelles ont été poursuivies sur les thèmes suivants : suivi des stocks, contrôle des contrats, suivi des lancements de production.

Le programme d'audit fera l'objet de renforcement dans les prochains mois.

6. Établissement des budgets

Des budgets sont établis dans chaque entité selon la procédure en vigueur et suivant un planning préétabli annuellement. Une fois validés, ces budgets fixent les objectifs à atteindre pour chaque responsable (de pôles, filiales, départements ou services) et les moyens humains et financiers mis en œuvre pour y parvenir.

Le suivi des objectifs fait l'objet d'une analyse permanente comparant les chiffres réels trimestriels et cumulés par rapport au budget et à l'année précédente. Des actions correctives sont décidées, le cas échéant.

Un tableau de bord périodique par entité, incluant les paramètres économiques et financiers essentiels pour chaque pôle est diffusé aux membres du Conseil, à chaque réunion.

Des tableaux de bord mensuels plus détaillés sont disponibles dans chaque pôle.

7. Information comptable, financière et de gestion - Systèmes d'information

Direction Financière du groupe

Le Directeur Financier est rattaché au Président-Directeur Général à qui il rend compte. À ce titre, il :

- supervise au sein du groupe les services financiers, comptables, consolidation, fiscalité, contrôle de gestion, audit interne et systèmes d'information centraux.

- ensures the application of current internal laws, rules and procedures, and makes proposals for recommended improvement.
- determines the calendar for monthly, semi-annual and annual accounts and prepares the corresponding reporting format.
- approves preliminary semi-annual and annual accounts, the group's rules and procedures, treasury and foreign exchange risk management, and the organisation of any financing operations (loans, lines of credit, guarantees or endorsements).
- works in liaison with the independent Auditors of the group and its main subsidiaries and with other independent specialists.
- participates in studies on changes in the group's legal consolidation base and its organisation.

Preparation of directives and procedures

The principal rules and procedures are drawn up by the group's Finance division and/or by the branches' Finance divisions to serve as guidelines for executive officers. Bank signature authorisations are systematically updated in the event of changes in positions and/or managers.

The group's consolidated financial statements are prepared in keeping with IFRS.

Consolidation procedures and accounting principles are updated regularly.

An independent assessment evaluated all the group's tangible assets at their fair value as of January 1, 2004, providing a depreciation schedule.

Control of accounting and financial data

On a day-to-day basis, internal control is conducted by qualified staff with regard to the processing of accounting and financial data as well as to control procedures.

- Control of financial statements: periodic consolidation work papers, including the balance sheet, the profit and loss account, the statement of cash flows and the notes to the financial statements are submitted to the group's Consolidation unit according to a pre-defined schedule. The group's Consolidation unit controls the exhaustive character of the financial data, the proper application of closing and restatement procedures, and the reconciliation of intragroup accounts. For consolidation, there is a single set of reference criteria that define accounting policies and management procedures for the main accounting items (inventories, fixed assets, customer accounts, etc.) for all group entities. This set of procedures is being reinforced, in particular owing to the consolidation of the Italian sub-subsidiary.

As in 2005, the preparation of the 2006 financial statements was entrusted to an external firm. The accounting unit was qualitatively and quantitatively bolstered in 2006.

Quotation of NSC Groupe shares, which had been suspended on October 28, 2005, owing to the late publication of the semi-annual financial statements as of June 30, 2005, was reinstated on January 30, 2006.

- Control of information in reporting work papers: the proper application of accounting formats and procedures is checked when monthly reporting work papers are prepared.
- Control of operations: formal procedures have been introduced to control recurring processes. Verification may be done by staff and/or by computer (with computer access limited to certain functions and with passwords).

Management control

Management control in the business units actively participates in the preparation of budgets and budget work papers, analyses and controls commitments, identifies risks, misstatements and discrepancies, and suggests corrective action. It also provides assistance and advice to the operating entities, verifies the reliability of the information communicated and monitors action plans and the application of management procedures.

- veille à l'application des lois, des règles et des procédures internes en vigueur, et propose toute amélioration souhaitable.
- fixe les calendriers des arrêtés des comptes mensuels, semestriels et annuels, et établit les tableaux de bord correspondants.
- approuve les projets de comptes semestriels et annuels, les règles et procédures du groupe, les modes de gestion de la trésorerie et des risques de change, ainsi que la mise en place de tous financements, emprunts, lignes de crédit, garanties ou cautions.
- assure la liaison avec les Commissaires aux comptes du groupe et des principales filiales, et avec les autres experts indépendants.
- participe aux études concernant l'évolution du périmètre juridique du groupe et son organisation.

Rédaction de directives et procédures

Les principales règles et procédures sont élaborées par la Direction Financière du groupe et/ou par celles des pôles à l'intention des principaux responsables. Les habilitations bancaires sont systématiquement mises à jour en cas de changement des fonctions et/ou des responsables concernés.

Les comptes consolidés du groupe sont établis conformément au référentiel comptable international IFRS.

La procédure de consolidation et les principes comptables sont régulièrement actualisés.

Une expertise a valorisé tous les éléments des immobilisations corporelles à leur juste valeur au 1^{er} janvier 2004 avec un plan d'amortissement attaché.

Contrôle de l'information comptable et financière

Les opérations quotidiennes de contrôle interne sont assurées par un personnel qualifié tant dans le domaine du traitement de l'information comptable et financière que du contrôle de celle-ci.

- Contrôle des états financiers : les liasses de consolidation périodiques, incluant le bilan, le compte de résultat, l'ensemble des tableaux de flux et les éléments annexes sont transmises au service Consolidation du groupe selon un planning préétabli. Le service de Consolidation du groupe contrôle l'exhaustivité des informations financières, la bonne application des procédures de clôture et de retraitements, la réconciliation des comptes intra-groupe. Il existe pour la consolidation un référentiel unique qui définit, pour l'ensemble des entités du groupe, un plan comptable et des procédures de gestion concernant les principaux postes comptables : les stocks, les immobilisations, les créances clients, etc. Ce référentiel est en cours de renforcement notamment en raison de l'intégration de la sous-filiale italienne.

Comme en 2005, la préparation des comptes consolidés 2006 a été confiée à un cabinet extérieur. Les services comptables ont été renforcés qualitativement et quantitativement en 2006.

La cotation de l'action NSC Groupe qui a été suspendue le 28 octobre 2005 en raison de la publication tardive des comptes intermédiaires au 30 juin 2005, a repris le 30 janvier 2006.

- Contrôle des informations contenues dans le tableau de bord : la bonne application du plan comptable et des procédures est vérifiée lors de l'établissement du reporting.
- Contrôles opérationnels : des contrôles formels ont été mis en place pour les processus à caractère récurrent. Il s'agit de contrôles humains et/ou informatisés avec des accès informatiques restreints à certaines fonctions et des mots de passe.

Contrôle de gestion

Le contrôle de gestion des pôles participe activement à l'établissement des budgets et des plans, analyse et contrôle les engagements, met en évidence les risques, anomalies et écarts, propose des actions correctives ; il a aussi pour mission d'apporter aide et conseils à chaque entité opérationnelle, de s'assurer de la fiabilité des informations diffusées ainsi que du suivi des plans d'actions et de l'application des procédures de gestion.

The business units conduct specific controls at regular intervals, in particular they:

- take physical inventories of production and fixed assets.
- monitor inter-company reconciliations.

This process is currently being upgraded with the hire of a group management controller.

Information systems

The following integrated software was used: SAP for NSC fibre to yarn, MFG Pro for NSC nonwoven, PRECIX and OGP in NSC packaging companies, and SAGE at Fonderie Schlumberger.

Use of this software helps limit manual data entry errors through interfaces among the different modules.

Specialised software exists at the level of the group and/or the business units to ensure specific functions (consolidation, reporting, fixed assets, cash management, payroll, etc.).

When required, the business units call on specialists from outside the company to update or upgrade their computer systems.

8. Relations with the independent Auditors

The Ordinary Shareholders' Meeting of June 17, 2005, renewed the mandate of the Strasbourg audit firm Société Einhorn, Mazars & Guérard SA as the company's statutory Auditor, and the Strasbourg audit firm La Fiduciaire de l'Industrie et du Commerce SA as the company's alternate Auditor for the fiscal years 2005-2010 included.

The same Shareholders' Meeting appointed the Mulhouse audit firm Société Fiduciaire de Révision SA as the company's statutory Auditor, and the Mulhouse audit firm Alpha Audit SAS as the company's alternate Auditor for the fiscal years 2005-2010 included.

They have free access to company documents and group departments so as to carry out their mission in keeping with current legislation.

The independent Auditors are regularly invited and attend the meetings of the Board of Directors called to examine the semi-annual and annual financial statements as well as meetings of the Audit Committee.

9. Main events

No significant event marked the fiscal year 2006.

10. Conclusion: short- and medium-term objective

The group is committed to continuous adaptation of its internal control procedures to any change in risk exposure.

The programme for 2007 focuses on:

- Bolstering Accounting services at the group level and in certain subsidiaries.
- Consolidating procedures used to draw up and monitor budgets.
- Adapting or ensuring the compliance of procedures and their application to new subsidiaries.
- Consolidating the audit programme.

Des contrôles spécifiques sont effectués par les pôles à intervalles réguliers, notamment :

- la réalisation d'inventaires physiques des stocks et des immobilisations.
- le suivi des réconciliations inter – compagnies.

Le renforcement de ce processus est en cours avec l'embauche d'un contrôleur de gestion groupe.

Systemes d'information

Des logiciels intégrés, SAP pour NSC fibre to yarn, MFG Pro pour NSC nonwoven, PRECIX et OGP dans les sociétés de NSC packaging, SAGE à la société Fonderie Schlumberger ont été déployés.

L'utilisation de ces logiciels permet de limiter les erreurs manuelles de ressaisie d'informations grâce aux interfaces existant entre les différents modules.

Des logiciels spécialisés existent au niveau du groupe et/ou des pôles pour assurer des fonctions spécifiques telles la consolidation, le reporting, l'état des immobilisations, la trésorerie, la paie....

En cas de besoin, les pôles se font assister par des experts externes pour le renouvellement ou les évolutions de leurs systèmes informatiques.

8. Relations avec les Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2005 a renouvelé la Société Einhorn, Mazars & Guérard, SA à Strasbourg en qualité de Commissaire aux comptes titulaire et la Fiduciaire de l'Industrie et du Commerce, SA à Strasbourg en qualité de Commissaire aux comptes suppléant pour les exercices 2005 à 2010 inclus.

La même Assemblée a nommé la Société Fiduciaire de Révision SA à Mulhouse en qualité de nouveau Commissaire aux comptes titulaire et la société Alpha Audit, SAS à Mulhouse en qualité de nouveau Commissaire aux comptes suppléant pour les exercices 2005 à 2010 inclus.

Ils ont libre accès aux documents et services du groupe pour réaliser leur mission conformément à la loi.

Les Commissaires aux comptes sont régulièrement invités et assistent aux réunions du Conseil d'administration arrêtant les comptes semestriels et annuels, ainsi qu'aux réunions du Comité d'Audit.

9. Événements marquants

Aucun fait marquant n'est à signaler au titre de l'exercice 2006.

10. Conclusion : objectif à court et moyen terme

Le groupe s'inscrit dans une démarche d'adaptation continue de ses procédures de contrôle interne en adéquation avec l'évolution des risques auxquels il peut être confronté.

Le programme de travail 2007 est axé sur la poursuite :

- Du renforcement des services comptables du groupe et de certaines filiales.
- De la consolidation des processus d'élaboration et de suivi des budgets.
- De la révision ou de la mise en cohérence des procédures, ainsi que de leur application aux nouvelles filiales.
- De la consolidation du programme d'audit.

“ Comptes consolidés

Consolidated financial statements



Consolidated balance sheet

ASSETS

(€ thousands)

Goodwill - Note 8
Intangible assets - Note 9
Tangible assets - Note 10
Long-term investments
Securities accounted for by the equity method
Deferred tax assets - Note 6

Total non-current assets

Inventory and in process - Note 12
Trade receivables and related items - Note 17
Other receivables and accruals
Current taxes
Current financial assets
Cash and cash equivalents

Total current assets**Total assets**

LIABILITIES

(€ thousands)

Capital
Paid-in capital
Reserves and result, consolidated
Other

Shareholders' equity, group share

Minority interests

Total shareholders' equity

Loans and financial debt - Note 15
Deferred tax liabilities - Note 6
Provisions for risks and charges - Note 16

Total non-current liabilities

Loans and financial debt - Note 15
Trade payables and related items
Current taxes
Other debt and accruals

Total current liabilities - Note 18**Total liabilities**

Bilan consolidé

ACTIF

(en milliers d'euros)

	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Ecart d'acquisition - Note 8	7 832	7 832	6 726
Immobilisations incorporelles - Note 9	585	797	1 353
Immobilisations corporelles - Note 10	38 906	43 376	51 943
Immobilisations financières	3 928	2 511	448
Titres mis en équivalence	0	0	0
Actifs d'impôts différés - Note 6	0	0	0

Total actifs non courants

Stocks et en-cours - Note 12	34 904	40 217	39 506
Clients et comptes rattachés - Note 17	28 719	25 935	24 467
Autres créances et comptes de régularisation	5 553	6 292	6 658
Impôts courants	525	398	178
Actifs financiers courants	6 558	8 094	11 184
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 017	40 253	44 156

Total actifs courants**Total de l'actif**

PASSIF

(en milliers d'euros)

	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Capital	8 900	8 900	9 120
Primes	0	0	0
Réserves et résultat (consolidés)	87 729	87 983	94 963
Autres	123	50	

Capitaux propres - part du groupe

Intérêts minoritaires

Total des capitaux propres

Emprunts et dettes financières non courants - Note 15	1 233	1 499	3 256
Passifs d'impôts différés - Note 6	2 751	3 410	2 761
Provisions pour risques et charges - Note 16	20 510	24 718	26 830

Total des passifs non courants

Emprunts et dettes financières courants - Note 15	8 872	7 861	4 115
Fournisseurs et comptes rattachés	16 242	15 728	12 873
Impôts courants	187	208	301
Autres dettes et comptes de régularisation	21 644	25 098	30 808

Total passifs courants - Note 18**Total du passif**

Consolidated statement of income

(€ thousands)
Revenues
Other operating income
Revenues from activities
Purchases consumed
External services
Payroll expense
Other operating expense
Taxes
Amortization, depreciation and provisions
Other non-current operating income and expense
Operating result
Cost of net financial debt
Other financial expense and income
Result before non-recurring items and taxes (of consolidated companies)
Corporate income tax
Net result (of the consolidated entity)
Minority interests
Net result, group share
Net result per share

ANALYSIS OF CERTAIN STATEMENT OF INCOME ITEMS

Other operating income
Capitalized production
Operating grant
Reversals of provisions and transfers of charges
Sale of test machines
Other capital operations
Other income
Other operating expense
Net book value of test machines
Other capital operations
Management expense on restructuring
Provisions
Other expense
Cost of net financial debt
Interest and related income
Net income on disposals
Reversals of provisions
Translation differences
Other financial income and expense
Other financial income
Net provisions
Foreign exchange loss

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	125 862	125 313	117 226
Autres produits d'exploitation	15 267	26 767	28 358
Produits de l'activité	141 129	152 080	145 584
Achats consommés	(56 743)	(50 955)	(48 571)
Services extérieurs	(22 449)	(21 026)	(17 717)
Charges de personnel	(45 633)	(49 207)	(53 748)
Autres charges d'exploitation	(2 624)	(13 454)	(13 132)
Impôts et taxes	(3 182)	(4 015)	(5 002)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(11 150)	(17 696)	(18 483)
Autres produits et charges opérationnels non courants			
Résultat opérationnel	(652)	(4 273)	(11 069)
Coût de l'endettement financier net	1 355	1 280	525
Autres charges et produits financiers	(9)	894	6
Résultat courant (des sociétés intégrées)	694	(2 099)	(10 538)
Impôts sur les résultats	(390)	(1 912)	3 644
Résultat net (de l'ensemble consolidé)	304	(4 011)	(6 894)
Intérêts minoritaires	107	(10)	107
Résultat net (part du groupe)	197	(4 001)	(7 001)
Résultat par action	0,36	(7,27)	(12,73)

ANALYSE DE CERTAINS POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

Autres produits d'exploitation	(en milliers d'euros)
Production immobilisée	1 303
Subvention d'exploitation	65
Reprise de provision et transfert de charge	10 493
Vente de machines d'essais	1 315
Autres opérations en capital	824
Autres produits	1 267
	15 267
Autres charges d'exploitation	
VNC machines d'essais	311
Autres opérations en capital	461
Frais de gestion sur restructuration	604
Dotations aux provisions	155
Autres charges	1 093
	2 624
Coût de l'endettement financier net	
Intérêts et produits assimilés	1 844
Produits nets de cession	291
Intérêts et charges assimilées	(764)
Charges nettes de cession	(16)
	1 355
Autre produits et charges financières	
Autre produits financiers	86
Dotations nettes aux provisions	(6)
Perte de change	(89)
	(9)



Consolidated statement of cash flows

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(€ thousands)

Net result
Net amortization, depreciation and provisions
Reversal of provisions
Result from disposals
Share of grants transferred to the statement of income
Change in provisions for deferred taxes
Dividends (unconsolidated shares)
Latent gains and losses related to changes in fair value
Share of net result related to companies accounted for by the equity method

Cash flow

Change in inventory
Change in operating receivables
Change in operating payables

Change in operating working capital requirements

CASH GENERATED BY OPERATING ACTIVITIES

Intangible
Tangible
Financial

Investing activities other than equity interests

Intangible and tangible
Financial

Income from disposal of assets other than equity interests

Impact of changes in the consolidated entity
Acquisition of equity interests
Ratio of receivables and debt to assets

CASH FLOW RELATED TO INVESTING ACTIVITIES

Change in financial debt
Cash contribution to capital increase
Change in conditioned advances
Dividend paid to shareholders
Dividend paid to the parent company
Dividend paid to minority interests

CASH FLOW RELATED TO FINANCING ACTIVITIES

Translation adjustments and miscellaneous

CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS

OPENING CASH
CLOSING CASH

(en milliers d'euros)

	2006	2005	2004
Résultat net	304	(2 080)	(6 894)
Dotations aux amortissements et provisions	14 892	14 690	18 679
Reprises de provisions	(13 795)	(12 479)	(11 280)
Résultat des cessions	(20)	413	200
Q/P de subventions virées au compte de résultat		(42)	0
Variation des provisions pour impôts différés	(659)	1 567	(4 164)
Dividende (titres non consolidés)	(3)	-	-
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			

Marge brute d'autofinancement

	719	2 068	(3 459)
Variation des stocks	5 717	847	259
Variation des créances d'exploitation	235	749	682
Variation des dettes d'exploitation	(2 946)	(2 980)	1 650

Variation du besoin en fonds de roulement

	3 006	(1 384)	2 591
--	--------------	----------------	--------------

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ

	3 725	684	(868)
Incorporelles	(665)	(549)	(165)
Corporelles	(2 996)	(1 501)	(3 637)
Financières	(1 383)	(2 090)	(97)

Opérations d'investissement, autres que titres de participation

	(5 044)	(4 140)	(3 899)
Incorporelles et corporelles	820	1 201	544
Financières	4		

Produits de cession des actifs, autres que titres de participation

	824	1 201	544
Incidence des variations de périmètre	62	(4 060)	(292)
Acquisitions de titres de participation	(38)		
Décalage de trésorerie (créances et dettes sur immobilisations)		630	863

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉ AUX INVESTISSEMENT

	(4 196)	(6 369)	(2 784)
Variation des dettes financières	1 780	1 009	(2 289)
Apport en numéraire sur augmentation capital			38
Variation des avances conditionnées	73		
Dividende versé aux actionnaires	(1 100)	(1 100)	(1 222)
Dividende versé à la société mère			
Dividende versé aux minoritaires			

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉ AUX FINANCEMENTS

	752	(91)	(3 473)
Écarts de conversion	(14)	(371)	(2)

VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE L'EXERCICE

	268	(6 147)	(7 127)
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	47 045	53 192	60 316
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	47 313	47 045	53 189



Change in consolidated shareholders' equity

(€ thousands)

Situation at the end of 2004

Impact of IFRS
Movements in 2005
Year's result
Allocation of result
Capital reduced by 13,750 shares
Other movements
Distribution of dividend

Situation at the end of 2005

Movements in 2006
Year's result
Allocation of result
Capital reduced by 13,750 shares
Other movements
Distribution of dividend
Miscellaneous

Situation at the end of 2006

Minority assets

(€ thousands)

N. Schlumberger (UK) Ltd.
Servitex
SBA
Monomatic
Sofréa
Spack System

No mention is made of companies in which the group has a 50% equity interest and which are consolidated on a pro rata basis.

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)

Situation à la clôture de l'exercice 2004

Incidence IFRS	
Mouvements année 2005	
Résultat de l'exercice	
Affectation du résultat	
Réduction de capital de 13 750 actions	(220)
Autres mouvements	
Distribution de dividende	

Situation à la clôture de l'exercice 2005

Mouvements année 2006	
Résultat de l'exercice	
Affectation du résultat	
Réduction de capital de 13 750 actions	
Autres mouvements	
Distribution de dividende	
Divers	

Situation à la clôture de l'exercice 2006

Capital

9 120

8 900

8 900

Capital

Intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)

	Détention(%)	Montant 31.12.2005	Résultat exercice	Variation détention	Dividendes	Montant 31.12.2006
N. Schlumberger (UK) Ltd.	99,99	1				1
Servitex	99,90	0				0
SBA	99,99	0				0
Monomatic	99,99	0				0
Sofréa	99,96	2				2
Spack System	69,00	248	107	[22]		333
		251	107	[22]	0	336
	% interest	Amounts 12/31/2005	Year's result	Change in equity interest	Dividends	Amount 12/31/2006

Il n'est pas fait mention des sociétés détenues à 50 % et consolidées selon la méthode proportionnelle.

Changement de méthode	Réserves consolidées	Résultat	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Total Capitaux propres
(284)	103 717	(7 001)	23	(1 492)	104 083
	(2 635)				(2 635)
		(4 002)			(4 002)
	(7 001)	7 001			0
	(779)			999	0
284			252		536
	(1 100)				(1 100)
0	92 202	(4 002)	275	(493)	96 882
		197			197
	(4 002)	4 002			0
			(273)		(273)
	(1 100)				(1 100)
	923				923
0	88 023	197	2	(493)	96 629
Change in method	Consolidated reserves	Result	Translation adjustments	Shares of the consolidating entity	Total shareholders' equity



Notes to the consolidated financial statements

NSC Groupe is a société anonyme governed by French law, and subject to regulations governing commercial companies in France, and in particular the provisions of the Code de commerce. NSC Groupe was founded in 1810, and the company will come to an end on March 23, 2023, unless it is dissolved prior to this date or has its life extended. Its headquarters are located at 170, rue de la République, Guebwiller (France), and the company is listed on the Euronext Compartment C, Eurolist market in Paris.

The consolidated financial statements reflect the accounting situation of NSC Groupe and its subsidiaries. They are presented in euros rounded off to the closer thousand.

The group develops and integrates technologies, applications and services to supply equipment for the textile industry, from combing to spinning, for the nonwoven industry and for the paper packaging industry.

The Board of Directors approved the consolidated financial statements as of December 31, 2006, on March 29, 2007. These accounts will not be definitive until the annual shareholders' Meeting has approved them.

NOTE 1 - ACCOUNTING PRINCIPLES

Since it is listed in a European Union country, and pursuant to EC regulation n° 1606/2002 of July 19, 2002, the group's published 2006 consolidated financial statements were prepared on the basis of IFRS (International Financial Reporting Standards), as adopted in the European Union.

The group's consolidated financial statements published before 2005 were prepared on the basis of French generally accepted accounting policies, i.e. since January 1, 1999, pursuant to the accounting rules and methods on consolidated financial statements approved by the decree of June 22, 1999, confirming regulation n° 99-02 of the Comité de la réglementation comptable.

The options chosen pursuant to IFRS as of January 1, 2004, were as follows:

- business combinations prior to the IFRS changeover date were not restated.
- the cumulated amount of translation differences at the IFRS changeover date was valued at 0.
- the cumulated amount of actuarial differences at the IFRS changeover date, on employee benefits, was recognized in shareholders' equity.
- property, plant and equipment were subject to valuation at fair value.

There was no early application of IFRS in existence as of December 31, 2005, and scheduled to take effect after January 1, 2006.

All the standards and interpretations applied by NSC Groupe in these financial statements are in conformity with European directives and with the standards and interpretations adopted by the European Union.

Here is a brief summary of the basic IFRS principles:

1 - Valuation bases used for the consolidated financial statements

The consolidated financial statements are prepared using the historical cost method except for certain categories of assets and liabilities pursuant to IFRS rules. The categories concerned are mentioned in the following notes.

2 - Methods of consolidation

Exclusively controlled subsidiaries are fully consolidated.

Enterprises jointly controlled (co-enterprises) are consolidated on a pro rata basis.

All associated enterprises in which the group exercises a notable influence (this is presumed when the percentage of equity interest is equal to or greater than 20%) are accounted for by the equity method. No enterprise meets the requirements for accounting by the equity method.

All significant internal transactions are eliminated in consolidation.

Annexe aux comptes consolidés

NSC Groupe est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. NSC Groupe a été constituée en 1810 et la société expirera le 23 mars 2023, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Elle a son siège au 170, rue de la République, 68500 Guebwiller (France) et est cotée sur le marché Eurolist, compartiment C, d'Euronext à Paris.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de NSC Groupe et de ses filiales. Ils sont présentés en euros arrondis au millier le plus proche.

Le groupe développe et intègre des technologies, des applications et des services pour fournir des matériels destinés à l'industrie textile, du peignage et de la filature, à l'industrie nantissée ainsi qu'à l'industrie de l'emballage papier.

Le Conseil d'administration a arrêté le 29 Mars 2007 les états financiers consolidés au 31 décembre 2006. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2006 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les comptes consolidés du groupe publiés avant l'exercice 2005 étaient établis selon les principes comptables français, soit depuis le 1^{er} janvier 1999 en conformité avec les règles et méthodes comptables relatives aux comptes consolidés approuvées par l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable.

Les options retenues, en application des normes IFRS au 1^{er} janvier 2004, sont les suivantes :

- les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition aux IFRS n'ont pas été retraités.
- le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition aux IFRS a été considéré comme nul.
- le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition aux IFRS, sur les avantages du personnel, a été imputé sur les capitaux propres.
- les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une expertise à la juste valeur.

Il n'a pas été procédé à une application anticipée des normes comptables ou amendements de normes existantes au 31 décembre 2005 dont la date d'application effective est postérieure au 1^{er} janvier 2006.

Toutes les normes et interprétations appliquées par NSC Groupe dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes et les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne.

Nous rappelons ci-dessous les principes essentiels de ces normes :

1 - Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

2 - Méthodes de consolidation

Les filiales contrôlées exclusivement sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés contrôlées conjointement (coentreprises) sont consolidées par intégration proportionnelle.

La mise en équivalence s'appliquerait à toutes les entreprises associées dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20%. Aucune société ne remplit les conditions pour une mise en équivalence.

Toutes les transactions internes significatives sont éliminées en consolidation.

3 - Business combinations

Business combinations after January 1, 2004: these combinations are recognized using the acquisition method. Thus, when an exclusively controlled enterprise is consolidated for the first time, the assets, liabilities and latent liabilities of the acquired enterprise are recognized at fair value pursuant to IFRS recommendations. The valuation differences revealed on this occasion are recognized in the assets and liabilities concerned, including for minority interests and not only for the percentage represented by the shares acquired. The residual gap representative of the difference between the acquisition cost and the share of the buyer in the net assets valued at fair value is recognized in goodwill (see intangible and tangible assets).

4 - Translation of accounts in foreign currencies

The balance sheets of enterprises whose functional currency is not the euro are translated into euros at the rate of exchange at closing and their statements of income and cash flows at the year's average exchange rate. Translation differences in the statement of income are recognized in shareholders' equity as Translation adjustments.

Goodwill and fair value adjustments on the acquisition of a foreign entity are considered as assets and liabilities of the foreign entity. They are thus expressed in the entity's functional currency and translated at the closing rate.

5 - Translation of transactions in foreign currencies

Transactions denominated in foreign currencies are translated at the exchange rate at the time of the transaction. At year end, the monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the rate of exchange at closing. Translation differences are recognized in the statement of income as Other financial income and expense.

6 - Research and development expense

Pursuant to IAS 38 on Intangible assets, research and development expense is recognized in the year in which the charge is incurred.

However, development expenditure shall be recognised in intangible assets when conditions for activation that strictly meet all the following criteria are fulfilled:

- the project is clearly identified and the corresponding costs can be broken down and measured reliably.
- the technical feasibility of the project is demonstrated.
- the existence of an intention to terminate the project and to use or sell the production generated by the project.
- the existence of a potential market for the production generated by the project or its value in use is demonstrated.
- the resources required to complete the project are available.

Such development expenditure is amortized over the estimated life of the projects concerned. In the specific case of software, the useful life is determined, if the software is used in the company, on the basis of the probable length of time it will be used.

The amortization of capitalized development expenditures begins when the product concerned is made available.

Capitalized software development expenditure is that incurred during the programming, codifying and testing phases. The expense previously incurred (phases involving planning, design, product definition and product architecture) is charged to income.

In addition, specific customer-related development expenditure (billable expenses within the framework of contracts signed with customers) was included in work in process at a value adjusted to account for the advancement of the project.

No development expenditure was recognised in the assets as of December 31, 2006.

3 - Regroupements d'entreprises

Regroupements postérieurs au 1^{er} janvier 2004 : ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en goodwill (cf. immobilisations incorporelles et corporelles).

4 - Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Différence de conversion".

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5 - Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

6 - Dépenses de recherche et développement

Conformément à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Cependant, les frais de développement seront inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation, répondant strictement à l'ensemble des critères suivants, sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable.
- la faisabilité technique du projet est démontrée.
- l'existence d'une intention de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet.
- l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilité en interne est démontrée.
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie estimée des projets concernés. Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée si le logiciel est utilisé en interne, sur la durée de vie probable d'utilisation.

L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Les frais de développement de logiciels immobilisés sont ceux encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la conception, de définition du produit et de définition de l'architecture du produit) sont comptabilisées en charges.

Par ailleurs, des frais de développement spécifiques clients (dépenses facturables, engagées dans le cadre de contrats signés avec la clientèle), sont inclus dans les travaux en cours, à une valeur ajustée à l'état d'avancement du projet.

Aucun frais de développement ne figure à l'actif au 31 décembre 2006.

7 - Goodwill, intangible and tangible assets

• Pursuant to IAS 16 Property, plant and equipment and IAS 38 Intangible assets, only items the cost of which can be measured reliably and for which it is probable that future economic benefits associated with the asset will flow to the enterprise are recognised as assets. As of January 1, 2005, the group opted for an evaluation of significant assets at their fair value.

Pursuant to IAS 36 Impairment of assets, when events or changes in the market environment provide an indication that there is a risk of impairment of intangible and tangible assets, the assets are subjected to a detailed review so as to determine if their carrying value is less than their recoverable value, the latter being defined as the higher of the fair value (minus disposal costs) and the value in use. The value in use is the present value of estimated future cash flows expected to arise from the continuing use and then disposal.

If the recoverable value is less than the carrying value, impairment is recognized for the difference between the two amounts. Impairment related to tangible and intangible assets with a defined useful life may later be reversed if the recoverable value becomes greater than the carrying value (within the limit of the impairment initially recognized).

• Goodwill: goodwill is no longer amortized since the changeover to IFRS, pursuant to IFRS 3 Business combinations. Before January 1, 2004, it was amortized on a straight-line basis over the determined useful life of the asset, acquisition by acquisition, not exceeding 20 years.

It is now subject to an impairment test once a year. The procedure mainly involves comparing the recoverable values of each of the group's operating divisions to the carrying value of the corresponding groups of assets (including goodwill). These recoverable values are essentially determined on the basis of present value estimates of future operating cash flows. The assumptions in terms of growth in revenues and final values are reasonable and in line with available market data for each of the operating divisions. Additional impairment tests are conducted if events or circumstances indicate a potential loss in value.

Goodwill impairment is not reversible.

a) Intangible assets: items recognized as intangible assets are mainly software. Intangible assets are generally amortized on a straight-line basis over four years. All intangible assets are amortized over their estimated useful life.

b) Tangible assets: tangible assets are recognized at their acquisition cost for the group minus cumulated depreciation and impairment. Depreciation is usually practiced on the basis of the following useful lives:

Constructions and industrial equipment

Plants
Infrastructures
Technical installations, equipment and tools
Administrative and commercial buildings

Buildings owned by the group and equipment with a significant acquisition value were subject to an evaluation, as of January 1, 2004, of their fair value, by an independent expert, at their net realizable value within the framework of continued operations.

The net realizable value corresponds to the best price at which a commodity may reasonably be sold at the date of the evaluation.

The group uses straight-line depreciation.

Goods financed by a finance lease or long-term rental agreement, which transfers to the group (as renter) all the risks and advantages linked to the property of the assets, are recognised as fixed assets at their net realizable value.

The different components of a tangible asset are recognized separately when their estimated useful lives, and thus their periods of depreciation, are significantly different.

7 - Immobilisations incorporelles et corporelles, Goodwill

• Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles" et à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au groupe sont comptabilisés en immobilisations. Au 1^{er} janvier 2005, le groupe a opté pour une évaluation des immobilisations significatives à leur juste valeur.

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

• Goodwill : les goodwill ne sont plus amortis depuis la date de transition aux IFRS conformément à la norme IFRS 3 "Regroupement d'entreprises". Avant le 1^{er} janvier 2004 ils étaient amortis linéairement sur des durées déterminées, acquisition par acquisition, et n'excédant pas 20 ans.

Ils font désormais l'objet une fois par an d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des divisions opérationnelles du groupe, à la valeur nette comptable des groupes d'actifs correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation. Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des divisions opérationnelles. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les pertes de valeur relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

a) Immobilisations incorporelles : les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Elles sont généralement amorties linéairement sur des durées de 4 ans. Toutes les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) Immobilisations corporelles : les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Constructions et matériels industriels

Bâtiments industriels	20 ans
Ouvrages d'infrastructure	10-20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3-10 ans
Bâtiments administratifs et commerciaux	20-40 ans

Les immeubles détenus par le groupe et les matériels d'une valeur d'acquisition significative ont fait l'objet d'une expertise, en date 1^{er} janvier 2004 pour leur juste valeur, par un expert indépendant, en valeur vénale, dans le cadre de la poursuite des activités.

La valeur vénale correspond au meilleur prix auquel un bien peut raisonnablement être vendu à la date de l'expertise.

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au groupe (locataire), sont comptabilisés dans l'actif immobilisé, à leur valeur vénale.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

8 - Unconsolidated equity interests and other non-current financial assets

Pursuant to IFRS 39 Financial instruments, equity interests in unconsolidated companies are analyzed as available for sale and are thus recognized at their fair value. For listed securities, the fair value corresponds to the stock market price. Changes in fair value are recorded directly in shareholders' equity. In the event of an objective indication of the impairment of a financial asset (in particular a significant or lasting decrease in the asset's value), irreversible impairment is recognized in income. The reversal in income of this loss in value only takes place when the equity interest is sold.

Loans are recognized at the amortized cost. They may be subject to impairment if there is an objective indication of impairment. The loss in value corresponding to the difference between the carrying value and the recoverable value is recognized in income and is reversible if the recoverable value were to evolve favorably in the future.

At each closing, an analysis is made of the portfolio of unconsolidated equity interests and other financial assets to see if there are any objective indications of impairment of these assets. If so, impairment is recognized. Impairment on assets recognized in interim financial statements is considered to be definitive and is not reversed prior to the definitive sale of the assets.

9 - Inventory and work in process (industrial production)

Inventory and work in process (industrial production) are measured at the lower of cost (including indirect production costs) and their net selling price. Cost is usually calculated using the FIFO method.

Net selling value is the amount obtainable from the sale of an asset in an arm's length transaction between knowledgeable, willing parties, less the costs of disposal.

Inventory that sells slowly is subject to impairment according to a statistical method.

10 - Treasury stock

Treasury stock is recorded at acquisition cost, deducted from shareholders' equity. The result of the sale of these shares is recognized directly in shareholders' equity and does not contribute to the year's net result.

11 - Pensions, severance pay and other employees benefits

Post-employment benefits:

In keeping with the legislation and practices of each country in which it is active, the group participates in retirement plans.

For basic plans and other plans with fixed contributions, the group charges to income the contributions to be paid when they are due and no provision is recognized, since the group has no commitment beyond the contributions paid.

For plans with fixed benefits, provisions are determined as follows:

- The actuarial method used is the projected unit credit method (accrued probable present value), which stipulates that each period of service gives rise to a unit of benefit and measures each unit separately to build up the final obligation. These calculations integrate assumptions on mortality, employee turnover and projected future salary levels.
- The corridor method is applied when the actuarial differences are due to changes in calculation hypotheses. They are therefore recognised and amortized over the average residual active life expectancy of plan employees.

The charge representing changes in net commitments for pensions and other post-employment benefits is recognised in the operating result or other financial income and expense according to the nature of the underlying.

Certain other post-employment benefits such as life insurance and health insurance (mainly in the United States) or seniority awards

8 - Titres de participation non consolidés et autres actifs financiers non courants

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers", les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une perte de valeur irréversible est constatée par le résultat. La reprise de cette perte de valeur par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une perte de valeur s'il existe une indication objective de dépréciation. La perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de dépréciation de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur sur titres comptabilisées lors des arrêts intermédiaires sont jugées définitives et ne sont pas reprises avant la cession définitive des titres.

9 - Stocks et en-cours de production industrielle

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient (y compris coûts indirects de production) et de leur valeur nette de réalisation. Ils sont valorisés selon la méthode du premier entré, premier sorti.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Les stocks à écoulement lent sont dépréciés selon une méthode statistique.

10 - Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle et d'autodétention sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

11 - Pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

Avantages postérieurs à l'emploi :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraite.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés ("Valeur actuelle probable antérieure") qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.
- La méthode dite du corridor est appliquée lorsque les écarts actuariels sont dus à des changements d'hypothèses de calcul. Ils sont alors comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat d'exploitation ou les autres produits et charges financiers selon la nature du sous-jacent.

Certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que l'assurance-vie et la couverture médicale (principalement aux États-Unis) ou les médailles du travail (gratification accordée aux salariés, notamment en France et en Allemagne, en fonction

(particularly in France and Germany) are also covered by provisions, which are determined on the basis of actuarial calculation comparable to what is done to determine retirement provisions.

12 - Provisions for restructuring and restructuring costs

Restructuring costs are fully covered by provisions in the year when they result from a group obligation vis-à-vis third parties created by a decision taken by a competent body and materialized before the closing date (December 31) by the announcement of the decision to the third parties concerned. This cost mainly corresponds to dismissal indemnities, early retirement, the cost of notice that is not served, training costs for laid-off employees and other costs linked to the shutdown of facilities.

13 - Deferred taxes

Deferred taxes are calculated for all the time differences between the tax base and the consolidation value of assets and liabilities. They include the elimination of items recorded in subsidiary financial statements in application of derogatory tax options. The loss carryforward rule is applied, i.e. the effects of changes in tax rates are recognised in equity or the result of the year in which the change in tax rate was decided.

Deferred tax assets are evaluated on the basis of the probability of their future use. On the other hand, deferred tax liabilities are entirely charged to income.

14 - Revenues

Revenues are comprised of the sale of merchandise, the sale of goods and services produced within the framework of the group's main activities, and the proceeds from fees, licenses and operating grants (net of VAT).

Income is recognized in revenues when the enterprise has transferred to the buyer the major risks and benefits inherent in the property of the assets.

In general, revenues related to the sale of goods and equipment are recognized when there is a formal agreement with the customer, delivery has occurred, the amount of the revenue can be reliably measured and it is probable that the economic benefits associated with this transaction will flow to the group. If there are contracts that require formal acceptance of the goods, equipment or services received by the customer, revenue is theoretically deferred until acceptance is notified.

Partial payment received on contracts before they have been executed is recognized in the liabilities as advances and prepayments received.

The group records provisions for guarantee, return and related items on the basis of contractual conditions and statistical data provided by past experience.

15 - Financial instruments and derecognition of financial assets

Financial instruments: the group uses financial instruments to manage and reduce its exposure to the risk of changes in interest rates and foreign exchange rates.

Derecognition of financial assets: a financial asset as defined by IAS 32 Financial instruments: information and presentation is completely or partially eliminated from the balance sheet when the group no longer expects future cash flows from the asset and transfers almost all the associated risks and benefits.

For trade receivables, the disposal without recourse against the seller in the event of debtor payment default was analyzed as a transfer of almost all the risks and benefits associated with the asset allowing the elimination from the balance sheet.

16 - Cash and cash equivalents

Pursuant to IAS 7 Statement of cash flows, cash and cash equivalents in the statement of consolidated cash flows includes cash (monies and sight deposits) as well as cash equivalents (very liquid short-term investments that can easily be converted into a known amount of cash

de leur ancienneté) font également l'objet de provisions qui sont déterminées en procédant à un calcul actuariel comparable à celui effectué pour les provisions pour retraite.

12 - Provisions pour restructuration et coûts de restructuration

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis à vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture (31 décembre) par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux pré-retraites, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

13 - Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée, c'est-à-dire que les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés actifs sont appréciés en tenant compte de leurs probabilités futures d'utilisation. En revanche, les impôts différés passifs sont intégralement passés en compte.

14 - Revenus

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des redevances, des licences et des subventions d'exploitation (nets de TVA).

Un produit est comptabilisé en revenus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

En général, les revenus relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, la reconnaissance du revenu est en principe différée jusqu'à la date d'acceptation.

Les paiements partiels reçus sur contrats avant qu'ils n'aient été exécutés, sont comptabilisés en avances et acomptes reçus au passif.

Le groupe comptabilise les provisions pour garantie, retours et assimilés sur la base des conditions contractuelles et de données statistiques issues de l'expérience passée.

15 - Instruments financiers et décomptabilisation des actifs financiers

- Instruments financiers : le groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêts et des cours de change.
- Décomptabilisation des actifs financiers : un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 "Instruments financiers : informations à fournir et présentation" est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Pour les créances commerciales, la cession sans recours contre le cédant en cas de défaut de paiement du débiteur a été analysée comme un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages associés à l'actif permettant la sortie du bilan.

16 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 "Tableau des flux de trésorerie", la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de

and which are subject to a negligible risk of change in value). The amount in the assets under Cash and cash equivalents corresponds to cash and cash equivalents described above.

Since they are considered as financing, bank overdrafts are excluded from Cash and cash equivalents, and are recognised as Current borrowings and financial debt.

17 - Current financial assets and liabilities

Investments in listed shares or in shares with an initial maturity of more than three months with no possible early divestment, as well as bank accounts subject to restrictions (escrow accounts) other than those linked to regulations specific to certain countries or business sectors (exchange control, etc.) are excluded from Cash and cash equivalents.

These investments are recognised in Current financial assets. No security is considered to be held until maturity.

For investments in this category, the changes in fair value are systematically recorded in income (Other financial income and expense).

18 - Customer loans

The group may give guarantees to banks for group customer loans. Such guarantees are included in off-balance sheet commitments.

19 - Stock subscription or purchase options

Pursuant to IFRS 2 Compensation paid in shares, stock subscription or purchase options granted to employees are recognized in the financial statements as follows: the fair value of the options granted, estimated to correspond to the fair value of the services rendered by employees in exchange for the options received, is determined at the date of the grant and is added to the item Paid-in capital at the date of the grant, offset in shareholders' equity by debiting a deferred compensation account (Paid-in capital sub-item), which is amortized by the result over the period of acquisition of rights as compensation paid in shares.

Only plans initiated after November 7, 2002, and of which the rights allowing the exercise of the options remain to be acquired as of January 1, 2006, shall be subject to IFRS 2.

20 - Assets held for sale and discontinued activities

A fixed asset or group of directly linked assets and liabilities is considered as held for sale when its carrying value will be recovered mainly by a sale and not by ongoing use. For this to be the case, the asset must be available for immediate sales and the sale must be highly probable. These assets or groups for sale are measured at the lower of the carrying value and the estimated selling price, net of costs related to the disposal.

A discontinued activity represents an important activity or geographic region for the group that is being sold or considered as an asset held for sale. Income, balance sheet and cash flow statement items related to these discontinued activities are presented as specific items in the consolidated financial statements for all the periods under review, when the situation occurs.

21 - Standards and interpretations published but not yet in effect

IFRS standards and interpretations that have been published but are not yet in effect and have been applied in anticipation are described in the introductory paragraph to this note on Accounting policies.

trésorerie [placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur]. Le montant figurant à l'actif du bilan dans la rubrique "Trésorerie et équivalents de trésorerie" satisfait aux précisions apportées ci-dessus.

Les découverts bancaires, étant assimilés à un financement, sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Ils figurent dans la rubrique "Emprunts et dettes financières courantes".

17 - Actifs et passifs financiers courants

Les placements dans des actions cotées, ou dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée, ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ils figurent dans la rubrique "Actifs financiers courants". Aucun de ces placements n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance.

Pour ces placements, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat ("Autres produits et charges financières").

18 - Financement à la clientèle

Le groupe peut donner des garanties à des banques pour le financement des clients du groupe. Celles-ci sont comprises dans les engagements hors bilan.

19 - Options de souscription ou d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions", les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée en augmentation du poste "Primes" à la date d'octroi, neutralisée au sein des capitaux propres par le débit d'un compte de rémunération différée (sous-compte du compte "Primes"), qui est amorti par le résultat sur la période d'acquisition des droits sur la ligne "rémunérations payées en actions".

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 et dont des droits permettant l'exercice des options restent à acquérir au 1^{er} janvier 2006, seront comptabilisés selon la norme IFRS 2.

20 - Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés, est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les éléments du résultat, du bilan et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur des lignes spécifiques des états financiers consolidés pour toutes les périodes présentées, lorsque la situation se présente.

21 - Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Les normes et interprétations IFRS émises et non encore entrées en vigueur qui ont été appliquées par anticipation sont décrites dans le paragraphe introductif de la présente note 1 - Principes comptables.

NOTE 2 - PRINCIPAL SOURCES OF UNCERTAINTY RELATED TO MEASUREMENT

The preparation of the consolidated financial statements pursuant to IFRS implies that the group make a certain number of estimates and assumptions, considered to be realistic and reasonable. Certain facts and circumstances may lead to changes in these estimates or assumption, affecting the value of the group's assets, liabilities, shareholders' equity and result.

1 - Impairment of inventory

Inventory and work in process (industrial production) are measured at the lower of their cost and their net selling price. The determination of inventory impairment is based on an analysis of foreseeable changes in demand, technologies or market in order to determine obsolete or surplus inventory.

Significant amounts of inventory impairment were recognized owing to inventory turnover conditions and the shutdown of certain product lines.

2 - Impairment of trade receivables and loans

The amount of the impairment takes into account the ability of the debtor to honor the debt and age of the debt. A lower recoverability rate than that estimated or the default of customers may have a negative impact on future results.

3 - Capitalized development expenditures, goodwill and other intangible assets

Conditions for the capitalization of development costs are presented in note 1-6.

As indicated in note 1-7, in addition to the annual tests for goodwill impairment, occasional tests are conducted if there is an indication of a loss in value of the intangible assets held. Impairment results from a calculation of present value future cash flows and/or market values of the assets concerned. A change in market conditions or cash flows initially estimated may lead to a review and modification of the impairment previously recognized.

Net goodwill totaled € 7,832,000 as of December 31, 2006 (€ 7,832,000 as of December 31, 2005). Other tangible assets represented a net amount of € 585,000 as of December 31, 2006 (€ 797,000 as of December 31, 2005).

4 - Impairment of tangible assets

Pursuant to IAS 36 Impairment of assets, when events or changes in market environment indicate a risk of impairment of intangible and tangible assets, they are subject to a detailed review in order to determine if their carrying value is less than their recoverable amount (the higher of the value in use and the fair value minus disposal costs) with the result that impairment is recognized (note 1-7). The value in use is measured by the present value of estimated future cash flows. The fair value is based on what is considered to be the most reliable available information (market data, recent transactions, etc.).

Assumptions and estimates are taken into account in the determination of the recoverable value of tangible assets, among which are market prospects, obsolescence and the selling price in the event of disposal or liquidation. Any change in these assumptions may have a significant effect on the amount of the recoverable value and may lead to a new estimate of the impairment previously recognized.

5 - Provision for guarantees and other provisions for commercial litigation

Provisions are recognized in particular for guarantees granted on our products or losses at termination. These provisions are calculated on the basis of statistical data or on our best assessment from acquired experience. These provisions and changes affecting them are mentioned in the item Depreciation, amortization and provisions. The amount of costs and penalties that will actually be paid may differ significantly from the amounts initially covered by provisions.

NOTE 2 – PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables internationales "IFRS" implique que le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

1 - Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Des montants significatifs de dépréciations des stocks sont comptabilisés du fait de conditions de rotation des stocks et de l'arrêt de certaines lignes de produits.

2 - Dépréciation des créances clients et des prêts

Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de clients peut avoir un impact négatif sur les résultats futurs.

3 - Frais de développement capitalisés, goodwill et autres immobilisations incorporelles

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées en note 1-6.

Comme indiqué en note 1-7, outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Le montant net des goodwill est de 7 832 K€ au 31 décembre 2006 (7 832 K€ au 31 décembre 2005). Les autres actifs incorporels représentent un montant net de 585 K€ au 31 décembre 2006 (797 K€ au 31 décembre 2005).

4 - Dépréciation des immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur (voir note 1-7). La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes...).

Des hypothèses et estimations sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles, parmi lesquels on notera notamment les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir la valeur des pertes de valeur comptabilisées.

5 - Provision pour garantie et autres provisions pour litiges commerciaux

Des provisions sont comptabilisées notamment au titre des garanties données sur nos produits ou des pertes à terminaison. Ces provisions sont calculées sur la base de données statistiques ou sur notre meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise. Ces provisions et leur variation sont mentionnées sous la rubrique "dotation aux amortissements et provisions". Le montant des coûts et pénalités qui seront réellement payés peut différer des montants initialement provisionnés.

6 - Deferred taxes

The deferred taxes accounted for are mainly generated by loss carryforwards, differences between the time at which assets and liabilities are recognised for accounting and tax purposes, and fair value evaluations of the assets held.

For the tax consolidation group, net deferred taxes are the result of the offset of deferred tax liabilities and/or assets among the different companies in the tax consolidation. For the tax consolidation group, offsets generated a net deferred tax liability in 2006.

For the other companies, deferred tax liabilities and/or assets are set off at the level of each company.

In any case, if the net deferred tax is an asset, it is only recognised to the extent that future profits are foreseen.

The results reported in the last three years continue to counsel prudence, and at the end of 2006, deferred tax assets were completely depreciated.

7. Provisions for pensions and other post-employment benefits

As indicated in note 1-11, the group participates in fixed contribution or fixed benefit retirement plans. For the latter, all commitments are calculated on the basis of actuarial data from assumptions such as the discount rate, the return on investment of these plans' portfolios, increases in future salaries, the employee turnover rate, mortality tables and the probable age of retirement.

These assumptions are generally updated annually. The assumptions used in 2006 and their determination are described in note 14. The actuarial differences thus generated are recognised and amortized over the average residual active life expectancy of plan employees.

Pursuant to the option proposed in IFRS 1, the cumulated amount of actuarial differences at the date of the changeover to IFRS was recognized in shareholders' equity. The corridor method is therefore only applicable as of January 1, 2004.

8 - Recognition of revenues

As indicated in note 1-14, revenues are recognized at the fair value of the counterpart received or to be received when the enterprise has transferred to the buyer the risks and rewards inherent in the property of the asset.

NOTE 3 - CHANGE IN THE CONSOLIDATED ENTITY

The principal modification in the consolidated entity in 2006 was the acquisition of an additional 3% of the capital of Spack System, bringing the equity interest of NSC Groupe up to 69%.

6 - Impôts différés

Les impôts différés comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables, des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales et des évaluations à la juste valeur des actifs détenus.

Pour le groupe d'intégration fiscale, l'impôt différé net résulte d'une compensation des impôts différés passifs et/ou actifs entre les différentes sociétés du groupe d'intégration. Pour ce groupe d'intégration, à fin 2006, les compensations réalisées laissent apparaître un impôt différé net passif.

Pour les autres sociétés, les impôts différés passifs et/ou actifs sont compensés au niveau de chacune des sociétés.

Dans tous les cas, si l'impôt différé net est un actif, il n'est activé que dans la mesure où la perspective des bénéfices futurs le permet.

Les résultats enregistrés au cours des trois dernières années incitent encore à la prudence et, à fin 2006, les impôts différés actifs ont donc été totalement dépréciés.

7 - Provision pour retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Comme indiqué en note 1-11, le groupe participe à des régimes de retraites à cotisations ou à prestations définies. Pour ces dernières, l'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le retour sur investissement des placements dédiés à ces régimes, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité ainsi que l'âge probable de départ à la retraite.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues en 2006 et leurs modalités de détermination sont détaillées en note 14 du présent document. Les écarts actuariels ainsi dégagés sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime.

Conformément à l'option prévue dans IFRS 1, le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition a été imputé sur les capitaux propres. La méthode du corridor n'est donc applicable qu'à compter du 1^{er} janvier 2004.

8 - Reconnaissance des revenus

Comme indiqué en note 1-14, les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété du bien.

NOTE 3 – ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La principale modification intervenue au cours de l'année 2006 dans le périmètre de consolidation concerne l'acquisition de 3% supplémentaires dans le capital de la société Spack System, portant ainsi le pourcentage de détention de NSC Groupe à 69%.

**NOTE 4 - BREAKDOWN BY BUSINESS SEGMENT
AND GEOGRAPHIC REGION**

The following tables present information on the business segments described below:

2006 by business segment

(€ thousands)

Revenues
Operating margin
Impairment (tangible and intangible assets)
Provisions (reversals)
Investments (tangible and intangible assets)
Net tangible assets
Operating assets (assets in working capital requirements)
Operating liabilities (liabilities in working capital requirements)

2005 by business segment

(€ thousands)

Revenues
Operating margin
Impairment (tangible and intangible assets)
Provisions (reversals)
Investments (tangible and intangible assets)
Net tangible assets
Operating assets (assets in working capital requirements)
Operating liabilities (liabilities in working capital requirements)

The segment Other includes activities and structures peripheral to group business such as international marketing activities, real estate, reinsurance and the holding company that is responsible for headquarter expenses.

None of these activities meets adequate size criteria to be presented as an independent segment.

Per-segment data follows the same accounting rules as those used for the consolidated financial statements and described in the notes to the financial statements. The operating result mentioned and the operating provisions and reversals correspond to operative concepts in French GAAP.

All commercial relations among segments have a market base, with terms and conditions identical to those in practice for the supply of goods and services to third parties outside the group.

**NOTE 4 - INFORMATION PAR SEGMENT D'ACTIVITÉ
ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les pôles d'activité décrits ci-après :

Année 2006 par activité

(en milliers d'euros)

Chiffre d'affaires	NSC fibre to yarn
33 296	
Marge d'exploitation	(2 713)
Amortissements (immobilisations corporelles et incorporelles)	799
Dotations (reprises) sur provisions	(147)
Investissements (immobilisations corporelles et incorporelles)	261
Immobilisations corporelles nettes	3 671
Actifs opérationnels (actifs compris dans le BFR)	22 321
Passifs opérationnels (passifs compris dans le BFR)	4 224

NSC fibre to yarn

Année 2005 par activité

(en milliers d'euros)

Chiffre d'affaires	NSC fibre to yarn
30 995	
Marge d'exploitation	(7 814)
Amortissements (immobilisations corporelles et incorporelles)	926
Dotations (reprises) sur provisions	(1 392)
Investissements (immobilisations corporelles et incorporelles)	674
Immobilisations corporelles nettes	4 143
Actifs opérationnels (actifs compris dans le BFR)	27 738
Passifs opérationnels (passifs compris dans le BFR)	5 413

NSC fibre to yarn

Le pôle "Autres" inclut les activités périphériques et de structures aux métiers du groupe, telles que les activités internationales de services commerciaux, la mise à disposition des immeubles, l'activité de réassurance ainsi que la holding regroupant les frais de siège.

Aucune de ces activités ne répond à des critères de taille suffisante pour être présentée comme un pôle indépendant.

Les données par pôle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers. Le résultat d'exploitation mentionné ainsi que les dotations et reprises de provisions d'exploitation correspondent aux concepts prévalant dans les règles comptables françaises.

Toutes les relations commerciales inter-pôles sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au groupe.

NSC nonwoven	NSC packaging	Fonderie Schlumberger	Autres	Total NSC Groupe
58 104	20 584	7 063	6 815	125 862
2 346	1 659	(375)	(2 203)	(1 286)
1 731	291	299	879	3 998
(105)	270	(34)	1 363	1 348
2 195	787	28	389	3 661
10 899	5 198	1 437	17 700	38 906
25 124	8 529	332	4 617	60 924
5 308	2 733	1 477	2 500	16 242

NSC nonwoven	NSC packaging	Fonderie Schlumberger	Other	Total NSC Groupe
--------------	---------------	-----------------------	-------	------------------

NSC nonwoven	NSC packaging	Fonderie Schlumberger	Autres	Total NSC Groupe
59 788	14 727	7 302	12 501	125 313
988	229	(645)	1 163	(6 079)
1 668	310	391	1 636	4 930
285	(246)	132	(2 171)	(3 392)
401	475	55	445	2 050
10 869	5 221	1 714	21 429	43 376
25 449	7 069	697	5 500	66 454
11 787	3 520	170	2 889	23 779

NSC nonwoven	NSC packaging	Fonderie Schlumberger	Other	Total NSC Groupe
--------------	---------------	-----------------------	-------	------------------

2006 by geographic region

(€ thousands)
NSC Groupe
N. Schlumberger (1)
Finlane (2)
San Marco (2)
Seydel (2)
Pack'Industrie
Spack System
Monomatic
Monomatic Italia s.r.l.
Asselin-Thibeau
Same
SBA
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.
Fonderie Schlumberger
NSC Florival
N. Schlumberger (USA) Inc.
N. Schlumberger (UK) Ltd.
N. Schlumberger Japan kk
N. Schlumberger Deutschland GmbH
N. Schlumberger Italia s.r.l.
N. Schlumberger Austria GmbH
Servitex Ltda
Total

2005 by geographic region

(€ thousands)
NSC Groupe
MTF (1)
Finlane (2)
San Marco (2)
Seydel (2)
Pack'Industrie
Spack System
Monomatic
Monomatic Italia s.r.l.
Thibeau
Same
SBA
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.
Fonderie Schlumberger
NSC Florival
N. Schlumberger (USA) Inc.
N. Schlumberger (UK) Ltd.
N. Schlumberger Japan kk
N. Schlumberger Deutschland GmbH
N. Schlumberger Italia s.r.l.
N. Schlumberger Austria GmbH
Servitex Ltda
Total

Année 2006 par zone géographique

(en milliers d'euros)	France	Europe
NSC Groupe	401	0
N. Schlumberger (1)	656	4 404
Finlane (2)	342	5 420
San Marco (2)		4
Seydel (2)		1 633
Pack'Industrie	228	5 071
Spack System	514	1 873
Monomatic	733	4 513
Monomatic Italia s.r.l.		42
Asselin-Thibeau	3 999	26 144
Same	1 562	0
SBA	46	0
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.		0
Fonderie Schlumberger	4 030	3 033
NSC Florival	347	0
N. Schlumberger (USA) Inc.		0
N. Schlumberger (UK) Ltd.	38	371
N. Schlumberger Japan kk		0
N. Schlumberger Deutschland GmbH		0
N. Schlumberger Italia s.r.l.		(54)
N. Schlumberger Austria GmbH	26	0
Servitex Ltda		0
Total	12 922	52 454
	France	Europe

Année 2005 par zone géographique

(en milliers d'euros)	France	Europe
NSC Groupe		0
MTF (1)	34	7 301
Finlane (2)	696	361
San Marco (2)		0
Seydel (2)		231
Pack'Industrie	270	2 268
Spack System	309	1 578
Monomatic	1 009	3 111
Monomatic Italia s.r.l.		17
Thibeau	4 349	33 469
Same	1 119	0
SBA		0
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.		0
Fonderie Schlumberger	5 404	1 899
NSC Florival	3	0
N. Schlumberger (USA) Inc.		0
N. Schlumberger (UK) Ltd.	119	462
N. Schlumberger Japan kk		0
N. Schlumberger Deutschland GmbH		0
N. Schlumberger Italia s.r.l.		721
N. Schlumberger Austria GmbH		95
Servitex Ltda		0
Total	13 312	51 513
	France	Europe

Amériques	Asie	Moyen-Orient et Afrique	Total
0	0	0	401
619	2 911	1 209	9 798
1 307	3 853	2 980	13 902
0	69	0	73
0	0	0	1 633
1 665	1 040	93	8 097
3 181	120	0	5 688
410	1 068	33	6 757
0	0	0	42
15 070	5 076	6 970	57 259
0	0	0	1 562
0	0	0	46
0	1 430	0	1 430
0	0	0	7 063
0	0	0	347
5 397	0	0	5 397
3	0	0	412
0	866	0	866
0	5 091	0	5 091
0	0	0	(54)
0	0	0	26
23	5	0	28
27 675	21 529	11 285	125 864
Americas	Asia	Middle East and Africa	Total

Amériques	Asie	Moyen-Orient et Afrique	Total
0	0	0	0
4 238	12 561	5 208	29 342
138	113	84	1 392
0	29	0	29
0	0	0	231
1 524	2	289	4 353
2 005	173	0	4 065
10	2 121	37	6 288
0	0	0	17
14 689	5 883	1 399	59 789
0	0	0	1 119
0	0	0	0
0	1 067	0	1 067
0	0	0	7 303
0	0	0	3
8 619	0	0	8 619
0	0	0	581
0	284	0	284
0	0	0	0
0	0	0	721
0	0	0	95
14	0	0	14
31 237	22 233	7 017	125 312
Americas	Asia	Middle East and Africa	Total

(1) En 2005, le chiffre d'affaires réalisé par la société MTF, devenue N. Schlumberger, correspond au chiffre d'affaires de cette dernière consolidé à 100% jusqu'au 18/11/2005, puis à 50% depuis cette date. En 2006, la consolidation prend en compte 50% du chiffre d'affaires de N. Schlumberger pour la totalité de l'année.

(1) In 2005, the net turnover of MTF, which became N. Schlumberger, corresponded to the net turnover of the latter company, which was fully consolidated until November 18, 2005, then for 50% from that date. In 2006, the consolidation included 50% of the net turnover of N. Schlumberger for the whole year.

(2) En 2005, les chiffres d'affaires de ces sociétés n'ont été consolidés, à 50%, qu'à partir du 18/11/2005. En revanche, en 2006, ils apparaissent, consolidés à 50%, pour la totalité de l'exercice.

(2) In 2005, the net turnover of these companies was only consolidated, for 50%, from November 18, 2005. On the other hand, in 2006, the net turnover of these companies was consolidated for 50% for the whole year.

NOTE 5 - RESEARCH AND DEVELOPMENT EXPENSE

Pursuant to IFRS, development expenditures that meet certain criteria described in note 1-6 are capitalized. As mentioned in the note, no development expenditure was recognized in the assets as of December 31, 2006.

In our different production entities, the average expenditure rate of non-capitalized research and development costs accounted for up to 6% of revenues in the recent past.

NOTE 6 - TAXES

A tax consolidation agreement binds the parent company NSC Groupe and its French subsidiaries in which it has an equity interest of more than 95%. These are the subsidiaries Monomatic, Same, Asselin-Thibeau, NSC Florival and, since January 1, 2006, Pack'Industrie and Fonderie Schlumberger. In 2006, corporate income tax was reduced by € 689,000 owing to this agreement. The tax consolidation agreement has just been renewed for a period of five years.

1. Analysis of the tax expense

(€ thousands)

Current taxes

Income taxes
Tax credit (research and apprentices)
Tax adjustment Asselin-Thibeau

Deferred taxes

Deferred tax expense (companies in the tax consolidation)
Deferred tax income (companies not in the tax consolidation)

Total

The tax expense is charged to income unless it concerns items directly recognised in equity. The corporate tax rate is the one in effect for the year under review.

2. Deferred taxes on the balance sheet

The main sources of deferred tax liabilities are linked to:

- the fair value of fixed assets.
- the fair value of financial assets.
- provisions for retirement and other related benefits.
- provisions temporarily not tax-deductible.

(€ thousands)

Tax consolidation group

Deferred tax assets on deficits
Other deferred tax assets
Deferred tax liabilities on revaluations
Other deferred tax liabilities
Depreciation of deferred tax assets

Balance deferred tax assets**Balance deferred tax liabilities****Not in the tax consolidation group****• Companies reporting a loss**

Deferred tax assets on deficits
Other deferred tax assets
Deferred tax liabilities
Depreciation of deferred tax assets

Balance deferred tax assets**• Companies reporting a profit**

Deferred tax liabilities on revaluations
Other deferred tax liabilities

Balance deferred tax liabilities

In the tax consolidation group, the total available deferred tax assets were absorbed by the deferred tax liabilities, mainly owing to the re-evaluations of fair value that were carried out.

Outside of the tax consolidation group, the deferred tax liabilities created in the year amounted to € 2,366,000. Despite the encouraging

NOTE 5 – FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Selon les principes IFRS, les frais de développement répondant à certains critères décrits dans la note 1-6 sont activés. Tel que mentionné dans la note aucun frais de développement ne figure à l'actif au 31 décembre 2006.

Dans nos différentes entités de production, le taux moyen de dépenses de frais de recherche et de développement non immobilisés a représenté dans un passé récent jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires.

NOTE 6 – IMPÔTS

Une convention d'intégration fiscale lie la société mère NSC Groupe avec ses filiales françaises détenues à plus de 95%.

Il s'agit des filiales Monomatic, Same, Asselin-Thibeau, NSC Florival et, depuis le 1^{er} janvier 2006, Pack'Industrie et Fonderie Schlumberger. Pour l'exercice 2006, l'économie d'impôt sur les sociétés réalisée du fait de cette convention s'élève à 689 K€. La convention d'intégration fiscale vient d'être renouvelée pour une période de 5 ans.

1. Analyse de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)

	2006	2005
Impôts courants		
Impôts sur les bénéficiaires	(600)	(345)
Crédits d'impôts recherches et apprentis	151	
Redressement fiscal de la société Asselin-Thibeau	(601)	

Impôts différés

Charge d'impôts différés (sociétés intégrées fiscalement)	(286)	5 401
Produits d'impôts différés (hors intégration fiscale)	945	(6 968)

Total

(391) (1 912)

La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés retenu est celui qui en vigueur pour l'exercice considéré.

2 - Impôts différés inscrits au bilan

Les principales sources d'impôt différé passif sont liées :

- à la juste valeur des immobilisations.
- à la juste valeur des actifs financiers.
- aux provisions pour retraite et avantages assimilés.
- aux provisions temporairement non déductibles fiscalement.

(en milliers d'euros)

	2006	2005
Groupe d'intégration fiscale		
IDA sur déficits	8 028	10 774
Autres IDA	1 294	1 856
IDP sur réévaluations	(7 924)	(7 647)
Autres IDP	(1 684)	(1 536)
Dépréciation d'IDA	0	(3 447)
Solde IDA	0	0
Solde IDP	(286)	0

Hors groupe d'intégration fiscale**• Sociétés déficitaires**

IDA sur déficits	5 244	2 833
Autres IDA	368	557
IDP	(165)	(309)
Dépréciation d'IDA	(5 447)	(3 081)

Solde IDA

0 0

• Sociétés bénéficiaires

IDP sur réévaluations	(150)	(97)
Autres IDP	(2 314)	(3 313)

Solde IDP

(2 464) (3 410)

Dans le groupe d'intégration fiscale, la totalité des IDA disponibles a été absorbée par les IDP, principalement du fait des réévaluations de juste valeur pratiquées.

Hors groupe d'intégration fiscale, les IDA nets créés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 366 K€. Malgré des perspectives encourageantes pour les sociétés N. Schlumberger

outlook for N. Schlumberger and Finlane, the results in the last three years still counsel prudence. The deferred tax assets accumulated by these companies were therefore depreciated.

3 - Deferred taxes by group Company

(€ thousands)
NSC Groupe
N. Schlumberger
Finlane
Spack System
Pack'Industrie
Monomatic
Asselin-Thibeau
Same
Fonderie Schlumberger
NSC Florival
Sofréa
N. Schlumberger (USA) Inc.
N. Schlumberger (UK) Ltd.
N. Schlumberger Japan kk
N. Schlumberger Deutschland GmbH
N. Schlumberger Italia s.r.l.
N. Schlumberger Austria GmbH
Other subsidiaries
Depreciation
Total

For 2006, deferred taxes can be analyzed as follows:

(€ thousands)
Deficits to be carried forward
Non-deductible provisions
Temporary differences
Margin on inventory
Partial asset transfers
Total deferred tax assets
Depreciation of deferred tax assets
Net deferred tax assets
Fair value of assets
Regulated provisions
Temporary differences
Finance leases
Total deferred tax liabilities recognised on the balance sheet

4 - Reconciliation between the total tax expense and the theoretical tax expense

Current result
Tax at national rate
Fiscal impact of non-deductible or non-taxable expense and income
Tax credit
Tax adjustment Asselin-Thibeau
Tax credit

NOTE 7 - RESULT PER SHARE

The result per share improved over the last three years: € -12,73 in 2004, € -7,27 in 2005 and € 0,36 in 2006.

The number of shares with a right to a dividend as of December 31, 2006 was 550,086. The Company owns 6,164 shares, 5,835 of which within the framework of the option plan.

et Finlane, les résultats constatés au cours des trois derniers exercices incitent encore à la prudence. Ainsi nous avons déprécié la totalité des IDA accumulés par ces sociétés.

3 - Impôts différés par société du groupe

(en milliers d'euros)	Impôts différés - actif		Impôts différés - passif	
	2006	2005	2006	2005
NSC Groupe		2 383	(914)	
N. Schlumberger	4 292	2 192		
Finlane	693	395		
Spack System			148	156
Pack'Industrie			428	544
Monomatic		(241)	283	
Asselin-Thibeau		532	246	
Same		1	(19)	
Fonderie Schlumberger			250	367
NSC Florival		772	13	
Sofréa			2 309	2 316
N. Schlumberger (USA) Inc.	174	191		
N. Schlumberger (UK) Ltd.			7	26
N. Schlumberger Japan kk		1		
N. Schlumberger Deutschland GmbH	67	37		
N. Schlumberger Italia s.r.l.	92	92		
N. Schlumberger Austria GmbH	63	92		
Autres filiales	65	82		
Dépréciation	(5 446)	(6 529)		
Total	0	0	2 751	3 409
	Deferred tax - assets		Deferred tax - liabilities	
	2006	2005	2006	2005

Pour l'exercice 2006, les impôts différés s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2006	2005
Déficits reportables	13 273	15 083
Provisions non déductibles	301	270
Décalages temporaires	194	155
Marge sur stock	300	153
Apports partiels d'actifs	572	572
Total IDA	14 933	16 233
Dépréciation IDA	(5 447)	(6 528)
IDA nets	9 486	9 705
Juste valeur des immobilisations	(10 617)	(11 176)
Provisions réglementées	(1 385)	(1 283)
Décalages temporaires	0	(431)
Crédit-bail	(235)	(225)
Total IDP inscrits au bilan	(2 751)	(3 410)

4 - Réconciliation entre la charge d'impôts totale et la charge d'impôts théorique

Résultat courant	694
Impôt au taux national	(231)
Effet fiscal des charges et produits non déductibles ou non imposables	289
Crédit d'impôts	152
Redressement fiscal de la société Asselin-Thibeau	(601)
Charge d'impôts	(391)

NOTE 7 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action s'est redressé durant ces 3 dernières années : -12,73 en 2004, -7,27 en 2005 et 0,36 en 2006.

Le nombre de titres portant droit à dividende au 31 décembre 2006 s'élève à 550 086. La société détient 6 164 titres dont 5 835 dans le cadre du plan d'option.

NOTE 8 - GOODWILL

(€ thousands)

Asselin-Thibeau
Monomatic
Pack'Industrie
Spack System
Finlane
San Marco
Total

All the goodwill was tested for impairment. In light of the outlook for the companies in the Packaging segment, no new depreciation was carried out in 2006.

NOTE 9 - INTANGIBLE ASSETS

1 - Gross values

(€ thousands)

As of January 1, 2005
Acquisitions
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Change in fair value
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2005
Acquisitions
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Change in fair value
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2006

2 - Depreciation and impairment

(€ thousands)

As of January 1, 2005
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2005
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2006

NOTE 8 - GOODWILL

(en milliers d'euros)	Valeur comptable brute	Amortissements et pertes de valeur antérieurs	Dépréciation 2006	Valeur comptable nette à fin 2006
Asselin-Thibeau	1 919	(1 727)	0	192
Monomatic	371	(371)	0	0
Pack'Industrie	9 739	(2 739)	0	7 000
Spack System	639		0	639
Finlane	889	(889)	0	0
San Marco	200	(200)	0	0
Total	13 758	(5 926)	0	7 831
	Gross book value	Previous amortization and impairment	Depreciation 2006	Net book value 12/31/2006

Tous les goodwill ont fait l'objet d'un test de dépréciation. Compte tenu des perspectives des sociétés du pôle Packaging, aucune nouvelle dépréciation n'a été pratiquée en 2006.

NOTE 9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

1 - Valeurs brutes

(en milliers d'euros)	Concessions brevets, licences	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2005	3 832	29	3 861
Acquisitions	299	251	549
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(1 604)	(34)	(1 638)
Variations de juste valeur			0
Opérations d'apports partiels	(685)		(685)
Variations de change	48	0	48
Autres variations	36	5	41
Au 31 décembre 2005	1 926	251	2 177
Acquisitions	601	64	665
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(7)	(241)	(248)
Variation de juste valeur			0
Opérations d'apports partiels			0
Variations de change	(28)		(28)
Autres variations			0
Au 31 décembre 2006	2 493	74	2 567
	Concessions, patents, licenses	Other intangible assets	Total

2 - Amortissements et pertes de valeur

(en milliers d'euros)	Concessions brevets, licences	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2005	(3 355)	0	(3 355)
Amortissements	(336)	(1)	(337)
Variation de juste valeur			0
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	738		738
Opérations d'apports partiels	1 647		1 647
Variations de change	(23)		(23)
Autres variations	(46)	(2)	(48)
Au 31 décembre 2005	(1 376)	(4)	(1 380)
Amortissement	(564)	(65)	(629)
Variation de juste valeur			0
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	7	1	8
Opération d'apports partiels			0
Variations de change	(20)		(20)
Autres variations			0
Au 31 décembre 2006	(1 913)	(68)	(1 981)
	Concessions, patents, licenses	Other intangible assets	Total

3 - Carrying value

(€ thousands)
As of January 1, 2005
Acquisitions
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2005
Acquisitions
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2006

NOTE 10 - TANGIBLE ASSETS

1 - Gross values

(€ thousands)
As of January 1, 2005
Acquisitions
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Reclassification and other changes
As of December 31, 2005
Acquisitions
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Reclassification and other changes
As of December 31, 2006

3 - Valeur nette comptable

(en milliers d'euros)	Concessions brevets, licences	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2005	477	29	506
Acquisitions	299	251	549
Amortissements	(336)	(1)	(338)
Variation de juste valeur			0
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(866)	(34)	(900)
Opérations d'apports partiels	962		962
Variations de change	25		25
Autres variations	(11)	2	(8)
Au 31 décembre 2005	550	247	797
Acquisitions	601	64	665
Amortissement	(564)	(65)	(629)
Variation de juste valeur			0
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	0	(240)	(240)
Opération d'apports partiels			0
Variations de change	(8)	0	(8)
Autres variations			0
Au 31 décembre 2006	579	6	585
	Concessions, brevets, licences	Other intangible assets	Total

NOTE 10 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

1 - Valeurs brutes

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005	5 788	59 173	66 171	8 362	140 494
Acquisitions	14	86	607	794	1 501
Variation de juste valeur					
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(162)	(6 724)	(4 643)	(4 991)	(16 520)
Opérations d'apports partiels			(33 788)	(682)	(34 470)
Variations de change	68	248	20	95	431
Reclassement autres variations	200	(2 259)	4 223	622	2 786
Au 31 décembre 2005	5 908	50 524	33 590	4 200	94 222
Acquisitions	19	654	1 871	452	2 996
Variation de juste valeur					
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(101)	(1 092)	(1 439)	(976)	(3 608)
Opération d'apports partiels					
Variations de change	(58)	(218)	(91)	(105)	(472)
Reclassement autres variations	(374)	(1 155)	559	257	(713)
Au 31 décembre 2006	5 394	48 713	34 490	3 828	92 425
	Property	Plant	Equipment	Other	Total

2 - Depreciation and impairment

(€ thousands)
As of January 1, 2005
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Reclassification and other changes
As of December 31, 2005
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2006

3. CARRYING VALUE

(€ thousands)
As of January 1, 2005
Acquisitions
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Reclassification and other changes
As of December 31, 2005
Acquisitions
Depreciation
Change in fair value
Assets held for sale, discontinued activities and disposals
Partial asset transfer
Foreign exchange fluctuations
Other changes
As of December 31, 2006

For finance lease plant, Asselin-Thibeau subscribed for an original amount of € 2,098,000. This amount was depreciated in the amount of € 1,259,000.

NOTE 11 - OPERATING WORKING CAPITAL REQUIREMENTS - CHANGE

(€ thousands)
Inventory and work in process
Trade receivables and related items
Advances and prepayments paid
Advances and prepayments received
Other operating payables
Working capital requirements - change

2 - Amortissements et pertes de valeur

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005	(475)	(22 613)	(58 165)	(6 471)	(87 724)
Amortissements		(1 923)	(2 776)	(986)	(5 685)
Variation de juste valeur	(9)				(9)
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	13	5 429	3 952	907	10 301
Opérations d'apports partiels			32 938	4 474	37 412
Variations de change	(5)	(88)	(14)	(60)	(167)
Reclassement et autres variations	(6)	(3 278)	(1 244)	(447)	(4 975)
Au 31 décembre 2005	(482)	(22 473)	(25 309)	(2 583)	(50 847)
Amortissements		(1 423)	(2 116)	(464)	(4 003)
Variation de juste valeur	(9)				(9)
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	3	767	874	382	2 026
Opérations d'apports partiels					0
Variations de change	4	79	74	64	221
Autres variations		(173)	(444)	(291)	(908)
Au 31 décembre 2006	(484)	(23 223)	(26 921)	(2 892)	(53 520)
	Property	Plant	Equipment	Other	Total

3 - Valeur nette comptable

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005	5 313	36 560	9 006	1 891	52 770
Acquisitions	14	86	607	794	1 501
Amortissements		(1 923)	(2 776)	(986)	(5 685)
Variation de juste valeur	(9)				(9)
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(149)	(1 295)	(691)	(4 084)	(6 219)
Opérations d'apports partiels			(850)	3 792	2 942
Variations de change	63	160	6	35	264
Reclassement et autres variations	194	(5 537)	(2 979)	175	(2 189)
Au 31 décembre 2005	5 426	28 051	8 281	1 617	43 375
Acquisitions	19	654	1 871	453	2 997
Amortissements	0	(1 423)	(2 116)	(464)	(4 003)
Variation de juste valeur	(9)	0	0	0	(9)
Actifs détenus en vue de la vente, activités abandonnées et cessions	(98)	(325)	(565)	(594)	(1 582)
Opérations d'apports partiels					0
Variations de change	(54)	(139)	(17)	(41)	(251)
Autres variations	(374)	(1 328)	115	(34)	(1 621)
Au 31 décembre 2006	4 910	25 490	7 569	937	38 906
	Property	Plant	Equipment	Other	Total

Au titre des constructions en crédit-bail, la société Asselin-Thibeau a souscrit pour un montant d'origine de 2 098 K€. Ce montant a été amorti à hauteur de 1 259 K€.

NOTE 11 - BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT OPÉRATIONNEL - VARIATION

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005
Stocks et en-cours	(5 717)	(847)
Créances clients et comptes rattachés	(375)	(832)
Avances et acomptes versés	140	83
Avances et acomptes reçus	2 654	2 926
Autres dettes d'exploitation	292	54
Besoin en fonds de roulement - variation	(3 006)	1 384

NOTE 12 - INVENTORY AND WORK IN PROCESS

Breakdown of net amount

(€ thousands)

Raw materials and merchandise

Work in process

Finished products

Total - gross

Depreciation

Total

NOTE 13 - ALLOCATION OF 2006 RESULT

The Board of Directors will ask the Ordinary shareholders' Meeting called to approve the financial statements of the year ended December 31, 2006, to distribute a dividend of € 2.50 per share for the year, i.e. € 1,390,625.

In 2005 and 2004, the shareholders' Meeting decided to distribute a dividend of € 2 per share.

NOTE 14 - POST-EMPLOYMENT PLANS AND SEVERANCE PAY

According to the legislation and practices of each country, the group organizes retirement, pension and health insurance plans for its employees. In France, each group employee benefits from severance pay. In other countries, plans depend on the country's local legislation, the business sector and the practices of the subsidiary concerned.

Basic plans:

In certain countries, the group participates in ordinary social security plans for which the cost recorded is equal to the contributions imposed by social security agencies. Basic plans are considered as fixed contribution plans, and the group's commitment is limited to the contributions paid, which are charged to income.

Beyond basic plans, existing plans may be proposed with fixed contributions or fixed benefits, and in the latter case, totally or partially covered by dedicated investments (insurance contracts or other forms of dedicated investment, etc.).

Other fixed contribution plans:

The benefits paid depend solely on the sum of the contributions paid and the investment yield they produce. As is the case for basic plans, the group's commitment is limited to the contributions paid, which are charged to income.

Fixed benefit plans:

The group's commitments vis-à-vis these plans are calculated annually by independent actuaries using the accrued probable present value method. These calculations integrate assumptions on mortality, employee turnover, projected future salary levels and revaluation of the pensions paid and the probable age of retirement. The changes in assumptions generate actuarial differences that are recognized in the result, spread over the active service life of the beneficiaries, using the corridor method. In 2006, this change in assumptions increased the commitment by € 501,000; this sum impacted the year's result by € 28,000 through the application of the corridor method.

Within the framework of this commitment, the group created a reinsurance company in 1988 to manage severance pay. The commitments made represent for the French companies, an amount of € 4,113,000 (entirely covered by regulated financial assets managed by the reinsurance company).

For the Italian company, the commitments made represent an amount of € 5,109,000 (not managed by the reinsurance company and not covered by financial assets).

NOTE 12 - STOCKS ET EN-COURS

Décomposition du montant net

(en milliers d'euros)

Matières premières et marchandises

Travaux en cours

Produits finis

Total - brut

Dépréciation

Total

2006

2005

11 515

11 861

15 194

19 902

14 332

14 994

41 041

46 757

(6 137)

(6 540)

34 904

40 217

NOTE 13 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2006

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006, de distribuer un dividende de 2,50 € par action au titre de cet exercice, soit 1 390 625 €.

Au titre des exercices antérieurs, l'Assemblée avait décidé de distribuer un dividende au titre des exercices 2005 et 2004 à hauteur de 2,00 € par action.

NOTE 14 - RÉGIMES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Selon les lois et usages de chaque pays, le groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite, prévoyance et frais médicaux. Par ailleurs, en France, chaque employé du groupe bénéficie d'une indemnité de fin de carrière. Pour les autres pays, les régimes dépendent de la législation locale du pays, de l'activité et des pratiques historiques de la filiale concernée.

Régimes de base :

Dans certains pays, le groupe participe à des régimes de sécurité sociale de base pour lesquels la charge enregistrée est égale aux cotisations appelées par les organismes sociaux concernés. Les régimes de base sont considérés comme étant des régimes à cotisations définies et l'engagement du groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Au-delà des régimes de bases, les régimes existants peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce dernier cas totalement ou partiellement couverts par des placements dédiés (contrats d'assurance ou autres formes de placements dédiés...).

Autres régimes à cotisations définies :

Les prestations dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. Comme pour les régimes de base, l'engagement du groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Régimes à prestations définies :

La valorisation de l'engagement du groupe au titre de ces régimes est calculée annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode "valeur actuelle probable antérieure" (PBO). Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, de projection des salaires futurs, de revalorisation des rentes versées ainsi que de l'âge probable de départ. Les changements d'hypothèses génèrent des écarts actuariels qui sont comptabilisés dans le résultat, par étalement sur la durée de vie active des bénéficiaires, selon la méthode du corridor. En 2006, ce changement d'hypothèses a eu pour effet d'augmenter l'engagement de 501 K€ ; ce montant a impacté le résultat de l'exercice de 28 K€, par application de la méthode du corridor.

Dans le cadre de cet engagement, notre groupe a constitué en 1988 une société de réassurances afin de gérer ces indemnités de fin de carrière. Les engagements ainsi pris représentent, pour les sociétés françaises, un montant de 4 113 K€, entièrement couvert par des actifs financiers réglementés gérés par la société de réassurance.

Par ailleurs, pour la société italienne, les engagements pris pour les indemnités de fin de carrière s'élèvent à 5 109 K€. Ce montant n'est pas géré par la société de réassurances et n'est pas couvert par des actifs financiers.

NOTE 15 - NET FINANCIAL DEBT**1 - Analysis of net financial debt**

(€ thousands)
Investment securities, net
Cash and cash equivalents
Cash and cash equivalents, Investment securities
Gross financial debt
Net cash (financial debt)

2 - Analysis of investment securities in 2006

(€ thousands)
Shares
Convertible bonds
Bonds
Money market
Capitalisation contracts
Money market funds specific to Sofréa
Total

Analysis of investment securities in 2005

(€ thousands)
Shares
Convertible bonds
Bonds
Money market
Capitalisation contracts
Money market funds specific to Sofréa
Total

3 - Breakdown of financial debt

(€ thousands)
NSC Groupe: 7 year floating rate loan
Restated finance lease
Bank loans
Debt N. Schlumberger (restructuring procedure)
CIL loan N. Schlumberger
Equity interest in Asselin-Thibeau
Loan Asselin-Thibeau
Loan Pack'Industrie
Loan N. Schlumberger
Loan Spack System
Loan N. Schlumberger (USA) Inc.
Loan Monomatic
Loan Finlande
Deposits and endorsements received
Total

NOTE 15 - DETTE FINANCIÈRE NETTE**1 - Décomposition de la dette financière nette**

(en milliers d'euros)	2006	2005
Valeurs mobilières de placement, nettes	37 777	41 383
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 798	6 964
Trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement	47 575	48 347
Dette financière brute	(10 105)	(9 360)
Trésorerie (dette financière) nette	37 470	38 987

2 - Détail des valeurs mobilières de placement - année 2006

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Provisions	Montants nets
Actions	0		0
Obligations convertibles	390		390
Produits obligataires	643		643
Produits monétaires	15 766		15 766
Contrats de capitalisation	6 570	12	6 558
Produits monétaires propres à Sofréa	14 420		14 420
Total	37 789	12	37 777
	Gross amounts	Provisions	Net amounts

Détail des valeurs mobilières de placement - année 2005

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Provisions	Montants nets
Actions	0		0
Obligations convertibles	293		293
Produits obligataires	636		636
Produits monétaires	15 952		15 952
Contrats de capitalisation	8 094		8 094
Produits monétaires propres à Sofréa	16 415		16 415
Total	41 390	0	41 390
	Gross amounts	Provisions	Net amounts

3 - Détail des dettes financières

(en milliers d'euros)	2006	2005
NSC Groupe : emprunt sur 7 ans à taux variable	537	1 071
Crédit-bail retraité	573	732
Concours bancaires	294	4 476
Dettes N. Schlumberger (procédure sauvegarde)	5 938	
Prêt CIL de N. Schlumberger		3
Participation chez Asselin-Thibeau		94
Emprunt Asselin-Thibeau	420	640
Emprunt Pack'Industrie	132	234
Emprunt N. Schlumberger	0	693
Emprunt Spack System	347	417
Emprunt N. Schlumberger (USA) Inc.	341	
Emprunt Monomatic	432	
Emprunt Finlande	1 000	1 000
Dépôts et cautionnements reçus	92	
Total	10 106	9 360

NOTE 16 - PROVISIONS

(€ thousands)
For tax litigation
For miscellaneous risks
For commercial litigation
For other litigation
For guarantees granted to customers
For technical risks
For losses at completion
For replacement value
For severance pay (outplacement)
Total provisions for risks
Tax assessment
For seniority awards
Arrangement to be made
For miscellaneous charges
For major works
For equipment compliance
Trade fairs every four years
For scrapping
For restructuring and relocation
For illness and occupational accidents
For pensions and similar obligations
Severance pay
Tax consolidation
For Sofréa charges (severance pay...)
Total provisions for charges
Deferred tax liabilities
Total provisions

The main provisions recorded on the balance sheet concerned:

- the guarantee granted by NSC Groupe to N. Schlumberger to guarantee the inventories transferred on the occasion of the partial asset transfer of November 18, 2005, in the amount of € 1,204,000.
- the depreciation of commitments held by NSC Florival on N. Schlumberger, in the amount of € 1,100,000; this provision was subsequent to the court's acceptance of N. Schlumberger's right to benefit from the new regulation on restructuring to avoid default.
- the provision for restructuring recorded in the financial statements of N. Schlumberger concerning the last stages of miscellaneous reorganisations in the amount of € 1,063,000.
- NSC Florival granted N. Schlumberger a guarantee on the cost of 120 departures in the 2005 restructuring plan; part of this guarantee was transferred to N. Schlumberger, on the occasion of the partial asset transfer of November 18, 2005, with the balance of € 1,340,000 remaining as provisions in the financial statements of NSC Florival.
- the provision recorded by Finlane, in the amount of € 5,119,000, concerning severance pay.
- the provisions for charges recorded by Sofréa to cover the risks it insures (severance pay, etc.); these provisions totalled € 4,269,000.
- the provisions, mainly for NSC nonwoven, to cover risks of commercial litigation and guarantees granted to customers, in the amount of € 4,521,000.

NOTE 16 - PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Montants au 31.12.05	Augmentations ou dotations de l'exercice	Diminutions ou Provisions utilisées	ou reprises Provisions non utilisées	Montants au 31.12.06
Pour litiges fiscaux	75 583	0	64 481	0	11 102
Pour risques divers	1 100 000	1 204 000	0	0	2 304 000
Pour litiges commerciaux	2 789 723	1 964 074	1 055 349	684 982	3 013 466
Pour litiges autres	0	0	0	0	0
Pour garanties données aux clients	1 520 586	1 283 077	1 395 276	0	1 408 387
Pour risques techniques	182 509	88 615	104 704	20 205	146 215
Pour pertes à terminaison	0	198 270	0	0	198 270
Pour valeur de remplacement	33 750	0	33 750	0	0
Provision indemnités de départ (IFC) (reclassement)	3 265 772	0	0	3 265 772	0
Total provisions pour risques	8 967 923	4 738 036	2 653 560	3 970 959	7 081 440
Redressement fiscal	415 883	0	415 883	0	0
Pour médailles du travail	284 599	52 292	85 521	0	251 370
Montages à effectuer	140 301	92 832	140 301	0	92 832
Pour charges diverses	68 677	178 310	41 362	0	205 625
Pour gros travaux	52 500	0	7 500	0	45 000
Pour mise en conformité de matériel	36 000	86 000	22 019	13 981	86 000
Foires quadriennales	252 000	257 250	0	0	509 250
Pour riblonnage	57 174	14 550	18 400	0	53 324
Pour restructuration et réimplantation	6 171 638	72 500	3 705 476	0	2 538 662
Pour maladies et accidents de travail	412 639	0	144 419	268 220	0
Pour pensions et obligations similaires	637 830	1 469	195 202	248 152	195 945
Indemnités de départ (TFR)	5 596 711	525 871	1 002 893	0	5 119 689
Intégration fiscale	(5 481)	74 598	7 291	0	61 826
Pour charges Sofréa (IFC...)	1 629 792	2 639 452	0	0	4 269 244
Total provisions pour charges	15 750 263	3 995 124	5 786 267	530 353	13 428 767
Impôt différé passif	3 410 057		659 005		2 751 052
Total provisions	28 128 243	8 733 160	9 098 832	4 501 312	23 261 259

Amounts at the beginning of the year	Increases or provisions during the year	Decreases or reversals provisions used	provisions not used	Amounts at the end of the year
--------------------------------------	---	--	---------------------	--------------------------------

Les principales provisions inscrites au bilan concernent :

- La garantie accordée par NSC Groupe à N. Schlumberger pour garantir les stocks apportés lors de l'apport partiel d'actifs réalisé le 18 novembre 2005 ; ce montant s'élève à 1 204 K€.
- La dépréciation des créances détenues par NSC Florival sur N. Schlumberger, pour un montant de 1 100 K€ ; cette provision fait suite à l'admission de la société N. Schlumberger au bénéfice de la nouvelle réglementation en matière de sauvegarde des entreprises.
- La provision pour restructuration inscrite dans les comptes de N. Schlumberger concernant les reliquats des divers plans sociaux, pour un montant de 1 063 K€.
- NSC Florival a accordé à N. Schlumberger une garantie sur le coût de 120 départs du plan de restructuration de 2005. Une partie de cette garantie a été apportée à N. Schlumberger, lors des opérations d'apport partiel d'actifs du 18 novembre 2005, le solde de 1 340 K€ restant provisionné dans les comptes de NSC Florival.
- La provision constituée par la société Finlane, à hauteur de 5 119 K€, concernant les indemnités de départ.
- Les provisions pour charges constituées dans la société Sofréa en couvertures des risques assurés (IFC, etc...) ; ces provisions s'élèvent à 4 269 K€.
- Les provisions, essentiellement constituées pour NSC nonwoven, en couverture des risques pour litiges commerciaux et garanties données aux clients, s'élèvent à 4 521 K€.

NOTE 17 - RECEIVABLES SCHEDULE

(€ thousands)
Long-term investments (deposits and endorsements)
Receivables related to equity interests
Non-current receivables
Operating receivables
Miscellaneous receivables
Investment securities
Prepaid charges
Current receivables
Total

NOTE 18 - DEBT SCHEDULE

(€ thousands)
Balance sheet amount
Customer advances
Medium-term mobilization
Total
Financial debt (excl. medium-term mobilization)
Of which real estate finance loans

The portion of debt linked to N. Schlumberger's restructuring procedure was € 5,938,000.

This debt included a part of the undetermined debt that is currently being evaluated by the creditors' representative.

For identified debt, two options were proposed to creditors – on the one hand, the full repayment of the debt, and on the other, more rapid repayment under the condition that the commitment be abandoned.

The restructuring plan was approved in court in January 2007, but since the creditors had not all decided on the option they would choose, it has not been possible to determine a debt schedule or the amount of the commitments they would agree to abandon.

All of the debt was, therefore, recorded at less than one year.

NOTE 19 - WORKFORCE

NSC fibre to yarn
NSC packaging
NSC nonwoven
Fonderie Schlumberger
Other
Total

NOTE 17 - ÉTAT DES CRÉANCES

(en milliers d'euros)	Montant	À moins d'un an	À plus de 1 an
Immobilisations financières (dépôts et cautionnement)	423	204	219
Créances rattachées à des participations	3 500	3 500	0
Créances de l'actif immobilisé	3 923	3 704	219
Créances d'exploitation	34 616	34 593	23
Créances diverses	66	66	0
Valeurs mobilières de placement	37 789	37 689	100
Charges constatées d'avance	693	693	0
Créances de l'actif circulant	73 164	73 041	123
Total	77 087	76 745	342
	Amount	1 year or less	More than 1 year

NOTE 18 - ÉTAT DES DETTES

(en milliers d'euros)	Total	Moins d'1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Montant au bilan	48 179			
Avances clients	(5 398)			
Mobilisations moyen terme	0			
Total	42 781	40 586	2 077	118
Dettes financières (hors mobilisation Moyen Terme)	10 105	8 872	1 233	0
Dont crédit-bail immobilier	573	160	413	0
	Total	Less than 1 year	1 to 5 years	More than 5 years

La part des dettes liées à la procédure de sauvegarde de N. Schlumberger représente 5 938 K€.

Ces dettes comprennent une partie des dettes non produites dont le montant est en cours de détermination par le représentant des créanciers.

Pour les dettes produites, deux options ont été proposées aux créanciers, l'une prévoyant le remboursement intégral de la dette, l'autre un remboursement plus rapide à condition de consentir un abandon de créances.

Le plan de sauvegarde a été entériné par le Tribunal en janvier 2007, mais les créanciers ne s'étant pas tous prononcés sur l'option choisie, il n'est pas encore possible de déterminer l'échéancier des dettes ainsi que la part d'abandon de créances acceptée.

En conséquence, la totalité de la dette a été positionnée à moins d'un an.

NOTE 19 - EFFECTIF

	Cadres	Employés	Ouvriers	Total
NSC fibre to yarn	21	128	194	343
NSC packaging	37	28	52	117
NSC nonwoven	86	114	154	354
Fonderie Schlumberger	1	12	36	49
Autres activités	11	39,5	29	79,5
Total	156	321,5	465	942,5
	Management	Employees	Workers	Total

**NOTE 20 - COMMITMENTS RELATED TO CONTRACTUAL OBLIGATIONS
AND OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS**

(€ thousands)
Endorsements, pledges and guarantees
NSC Groupe
Guaranteed loans not mobilized or COFACE guarantees
Counterparty for currency future sales
N. Schlumberger
Endorsements, pledges and guarantees
Finance lease commitment - equipment
Finlane
Endorsements, pledges and guarantees
Seydel
Guarantees granted to customers
Pack'Industrie
Endorsements, pledges and guarantees
Finance lease commitment - equipment
Other commitments
Spack System
Market guarantees retained
Mortgages and pledges
Counterparty for currency future sales
Endorsements, pledges and guarantees
Monomatic
Endorsements, pledges and guarantees
Finance lease commitment - real estate
Finance lease commitment - equipment
Other commitments
Counterparty for currency future sales
Asselin-Thibeau
Endorsements, pledges and guarantees
Same
Total

**NOTE 20 - ENGAGEMENTS AU TITRE D'OBLIGATIONS
CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN**

(en milliers d'euros)	Donnés	Reçus
Avals, cautions, garanties	533	554
NSC Groupe	533	554
Crédits garantis non mobilisés ou garantis COFACE		1 755
Contrepartie pour ventes à terme de devises	674	
N. Schlumberger	674	1 755
Avals, cautions, garanties	117	1 061
Engagement crédit-bail mobilier	8	
Finlane	125	1 061
Avals, cautions, garanties		
Seydel	0	0
Garanties données aux clients	105	
Pack'Industrie	105	0
Avals, cautions, garanties		
Engagement crédit-bail mobilier	2	
Autres engagements	75	
Spack System	77	0
Retenues de garanties sur les marchés		169
Hypothèques et nantissements		
Contrepartie pour ventes à termes de devises		
Avals, cautions, garanties		261
Monomatic	0	430
Avals, cautions, garanties	4 822	
Engagement crédit-bail immobilier		
Engagement crédit-bail mobilier		
Autres engagements		
Contrepartie pour ventes à terme de devises	1 251	1 270
Asselin-Thibeau	6 073	1 270
Avals, cautions, garanties		5
Same	0	5
Total	7 587	5 075
	Granted	Received

NOTE 21 - LIST OF SUBSIDIARIES AND CONSOLIDATION METHOD

Company
NSC Groupe
Euroschor
N. Schlumberger
Finlane
San Marco
Seydel
Pack'Industrie
Spack System
Monomatic
Monomatic Italia s.r.l.
Asselin-Thibeau
Same
SBA
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.
N. Schlumberger (USA) Inc.
N. Schlumberger (UK) Ltd.
N. Schlumberger Japan kk
N. Schlumberger Deutschland GmbH
N. Schlumberger Italia s.r.l.
N. Schlumberger Austria GmbH
Servitex Ltda
Fonderie Schlumberger
NSC Florival
Sofréa
Fréaco

NOTE 22 - COMPENSATION OF MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS AND EXECUTIVE MANAGEMENT

Directors' fees allotted to members of the Board of Directors for 2006 totaled € 72,000.

In 2006, total compensation paid by NSC Groupe to the group's executive management was € 962,000. This amount did not include the exceptional costs linked to retirement in the amount of € 488,000.

NOTE 23 - SUBSEQUENT EVENTS

N. Schlumberger, a wholly owned subsidiary of Euroschor, in which NSC Groupe has a 50% equity interest, requested at the end of January 2006 to benefit from a restructuring procedure. A favorable response was given on February 7, 2006.

On January 23, 2007, the Tribunal de Grande Instance de Colmar approved the restructuring plan presented.

NOTE 21 - LISTE DES FILIALES ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Société	Pays	% de contrôle	Méthode de consolidation
NSC Groupe	France	100,00	mère
Euroschor	France	50,00	proportionnelle
N. Schlumberger	France	50,00	proportionnelle
Finlane	Italie	50,00	proportionnelle
San Marco	Indes	50,00	proportionnelle
Seydel	Allemagne	50,00	proportionnelle
Pack'Industrie	France	100,00	globale
Spack System	France	69,00	globale
Monomatic	France	99,99	globale
Monomatic Italia s.r.l.	Italie	99,99	globale
Asselin-Thibeau	France	100,00	globale
Same	France	100,00	globale
SBA	Belgique	99,99	globale
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.	Chine	100,00	globale
N. Schlumberger (USA) Inc.	Etats-Unis	100,00	globale
N. Schlumberger (UK) Ltd.	Royaume-Uni	99,90	globale
N. Schlumberger Japan kk	Japon	100,00	globale
N. Schlumberger Deutschland GmbH	Allemagne	100,00	globale
N. Schlumberger Italia s.r.l.	Italie	50,00	proportionnelle
N. Schlumberger Austria GmbH	Autriche	100,00	globale
Servitex Ltda	Uruguay	99,90	globale
Fonderie Schlumberger	France	100,00	globale
NSC Florival	France	100,00	globale
Sofréa	Luxembourg	99,98	globale
Fréaco	France	100,00	globale
	Country	% interest	Consolidation

NOTE 22 - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice 2006 s'élève à 72 K€.

Durant l'année 2006, le montant global des rémunérations versées par NSC Groupe aux membres de la Direction Générale du groupe s'est élevé à 962 K€. Ce montant ne comporte pas les coûts exceptionnels liés aux départs à la retraite pour un montant de 488 K€.

NOTE 23 - ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE DES COMPTES

La société N. Schlumberger détenue à 100 % par la filiale Euroschor, elle-même détenue à hauteur de 50 % par NSC Groupe a demandé, fin janvier 2006, et a obtenu, le 7 février 2006, le bénéfice d'une procédure de sauvegarde.

Le 23 janvier 2007, le Tribunal de Grande Instance de Colmar a entériné le plan de sauvegarde présenté.



Auditors' report on the consolidated financial statements

To the shareholders,

Following our appointment as statutory auditors by your annual general meeting, we have audited the accompanying consolidated financial statements of NSC Groupe for the year ended December 31, 2006.

The consolidated financial statements have been approved by the Board of Directors on March 29, 2007. Our role is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

1 - OPINION ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

We have conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France; those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the consolidated financial statements give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and results of the group as at December 31, 2006 and the results of its operations for the year then ended in accordance with IFRSs as adopted by the European Union.

Without qualifying our opinion, we draw attention to the matter relating to the going concern principle and discussed in Note 24 "Subsequent events" in the notes to the financial consolidated statements, which mentions that the economic recovery plan presented by N. Schlumberger, which is consolidated for 50%, was approved by the Tribunal de Grande Instance de Colmar on January 23, 2007.

2 - JUSTIFICATION OF OUR ASSESSMENTS

In accordance with the requirements of article L.823-9 of the French Commercial Law [Code de Commerce] relating to the justification of our assessments, we draw your attention to the following matters:

- The note to the consolidated financial statements entitled Note 1: Accounting principles (7th paragraph) on accounting rules and methods specifies that the fair value of tangible assets was estimated by experts. Within the framework of our assessment of the accounting rules and methods as well as of significant estimates, we verified that:
 - the values determined by the experts correspond to those reported in the financial statements, or if not, were adjusted to take into account for recent changes in the assumptions used.
 - the change in fair value was recorded in an adequate manner.
- The note to the consolidated financial statements entitled Note 1: Accounting principles (7th paragraph) on accounting rules and methods describes the impairment tests performed on goodwill. Within the framework of our assessment of significant estimates, we verified the appropriateness of the valuation methods used and their correct application.

The assessments were thus made in the context of our audit of the consolidated financial statements taken as a whole and therefore contributed to the opinion we formed which is expressed in the first part of this report.

3 - SPECIFIC VERIFICATION

We have also performed the specific verifications required by law in accordance with professional standards applicable in France.

In accordance with professional standards applicable in France, we have also verified the information given in the group's management report. We have no matters to report as to its fair presentation and its consistency with the consolidated financial statements.

Strasbourg and Mulhouse, May 15, 2007

The Statutory Auditors

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société NSC Groupe, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 mars 2007. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention, dans le cadre de l'application du principe de continuité d'exploitation, sur la note 24 "Élément significatif postérieur à la clôture des comptes" de l'annexe consolidée qui précise que le plan de sauvegarde présenté par N. Schlumberger SAS, contrôlée à 50 %, a été entériné par le Tribunal de Grande Instance de Colmar le 23 janvier 2007.

2 - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note aux états financiers intitulée "Note 1 : Principes comptables (7^{ème} paragraphe)" relative aux règles et méthodes comptables précise les modalités d'évaluation en juste valeur des immobilisations corporelles qui font l'objet d'expertises par des experts indépendants. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables ainsi que des estimations significatives, nous nous sommes assurés que :
 - les valeurs déterminées par ces experts correspondent à celles retenues dans les comptes, le cas échéant ajustées afin de tenir compte des évolutions récentes des hypothèses retenues.
 - la variation de juste valeur est enregistrée de manière adéquate.
- La note aux états financiers intitulée "Note 1 : Principes comptables (7^{ème} paragraphe)" relative aux règles et méthodes comptables précise les modalités de dépréciation des goodwill. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives, nous nous sommes assurés du caractère approprié des modèles d'évaluation retenus ainsi que de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations, données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Strasbourg et Mulhouse, le 15 mai 2007

Les Commissaires aux comptes

Einhorn-Mazars & Guérard
Valentin WITTMANN

Société Fiduciaire de Révision
Thierry LIESENFELD

“ Comptes sociaux

Parent company financial statements



Balance sheet as of december 31, 2006

ASSETS

(€ thousands)

Franchises, patents, etc.

Intangible assets

Other tangible assets

Tangible assets

Equity interests - Note 7

Receivables related to investments in subsidiaries

Other fixed assets - Note 8

Loans

Other long-term investments

Long-term investments

Fixed assets

Inventories and work-in-progress

Prepayments and advances paid on orders

Trade receivables

Other trade receivables

Receivables due

Trading securities - Note 9

Liquid assets

Cash and cash equivalents

Prepayments and accruals

Current assets

Translation adjustments (assets)

Total assets - Note 6

Bilan au 31 décembre 2006

ACTIF

(en milliers d'euros)	31.12.06 Montants bruts	31.12.06 Amortissements ou provisions	31.12.06 Montants nets	31.12.05 Montants nets	31.12.04 Montants nets
Concessions, brevets, valeurs similaires	12	12	0	0	2
Immobilisations incorporelles	12	12	0	0	2
Autres immobilisations corporelles	25	9	16	5	
Immobilisations corporelles	25	9	16	5	0
Participations - Note 7	98 120	27 946	70 173	72 136	71 435
Créances rattachées à des participations	35	9	25	2 420	697
Autres titres immobilisés - Note 8	3 273	0	3 273	0	848
Prêts	1	0	1	0	12
Autres immobilisations financières	0	0	0	27	2
Immobilisations financières	101 429	27 956	73 473	74 583	72 994
Actif immobilisé	101 465	27 976	73 489	74 588	72 996
Stocks et en-cours	0		0		
Avances et acomptes versés s/cdes			0	0	
Créances clients et comptes rattachés	2 211	226	1 985	1 024	916
Autres créances d'exploitation	1 364		1 364	607	416
Créances	3 576	226	3 350	1 631	1 332
Valeurs mobilières de placement - Note 9	7 872	10	7 862	10 258	15 600
Liquidités	243		243	223	473
Disponibilités	8 115	10	18 105	10 481	16 073
Charges constatées d'avance			0	6	
Actif circulant	11 690	236	11 455	12 118	17 405
Ecart de conversion actif	27		27		13
Total actif - Note 6	113 182	28 212	84 970	86 706	90 414
	12/31/06 Gross amounts	12/31/06 Depreciation or provisions	12/31/06 Net amounts	12/31/05 Net amounts	12/31/04 Net amounts

LIABILITIES

(€ thousands)

Share capital - Note 10
Additional paid-in capital
Ordinary legal reserve
Legal reserve: long-term capital gains
Regulated reserve: long-term capital gains
Optional reserve
Retained earnings
Profit for the year

Shareholders' equity - Note 11

Provisions:

- for risks.
- for charges.

Provisions for risks and charges - Note 12

Interbank loans
Trade and related payables
Tax and social contributions
Other operating debt

Liabilities - Note 13

Accruals and deferred income

Translation adjustments

Total liabilities

PASSIF

(en milliers d'euros)	31.12.06 Montants avant répartition	31.12.05 Montants avant répartition	31.12.04 Montants avant répartition
Capital - Note 10	8 900	8 900	9 120
Prime d'émission	0		
Réserve légale ordinaire	890	567	567
Réserve légale : plus-values à long terme		323	345
Réserves réglementées : plus-values à long terme			1 374
Réserve facultative	71 783	71 783	70 037
Report à nouveau	224	2 148	9
Résultat de l'exercice	(2 421)	(823)	4 828
Capitaux propres - Note 11	79 376	82 898	86 280
Provisions :			
• pour risques	1 242	38	32
• pour charges	865	1 028	1 158
Provisions pour risques et charges - Note 12	2 106	1 066	1 190
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	772	1 079	1 729
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 437	402	345
Dettes fiscales et sociales	587	651	566
Autres dettes d'exploitation	692	604	304
Dettes - Note 13	3 488	2 736	2 944
Compte de régularisation			
Ecart de conversion passif		6	
Total passif	84 970	86 706	90 414
	12/31/06 Amounts before distribution	12/31/05 Amounts before distribution	12/31/04 Amounts before distribution

Statement of income

Compte de résultat

(€ thousands)	(en milliers d'euros)	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Turnover	Chiffre d'affaires	2 464	1 977	2 528
Reversal of provisions and depreciation	Reprises sur provisions et amortissements	183	211	487
Transfers of operating charges	Transferts de charges d'exploitation	161		1
Other income	Autres produits	0		25
Operating income	Produits d'exploitation	2 808	2 188	3 041
Purchase not in inventory	Achats non stockés de matières et fournitures			1
External services	Services extérieurs	2 707	1 103	862
Payroll taxes	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	14	13	7
Other taxes	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0	13	7
Payroll	Salaires et traitements	962	683	1 336
Social contributions	Charges sociales	362	334	482
Depreciation of fixed assets	Dotations aux amortissements sur immobilisations	230	4	1
Provisions for risks and charges	Dotations aux provisions pour risques et charges	1 204	34	1
Other operating expenses	Autres charges d'exploitation	80	84	105
Operating expenses	Charges d'exploitation	5 558	2 268	2 803
Operating result	Résultat d'exploitation	(2 751)	(80)	238
Income from subsidiaries - Note 3	Produits de participations - Note 3	1 653	1 550	2 336
Income from other long-term investments	Produits des autres immobilisations financières	127		
Other interest and related income	Autres intérêts et produits assimilés	0	203	249
Positive translation adjustments	Différences positives de change	87	17	24
Net income from sale of trading securities	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0	244	232
Reversal of provisions and transfers of financial charges	Reprises sur provisions et transferts de charges financières	40	5 959	5
Financial income	Produits financiers	1 906	7 973	2 846
Interest and related expenses	Intérêts et charges assimilées	36	539	52
Negative translation adjustments	Différences négatives de change	13		40
Provisions - Note 4	Dotations aux provisions - Note 4	2 077	5 252	334
Financial expenses	Charges financières	2 126	5 791	426
Financial result	Résultat financier	(220)	2 180	2 420
Result before tax and non-recurring items	Résultat courant avant impôts	(2 971)	2 102	2 658
Non-recurring income from sales of assets	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0		1 510
Reversal of provisions and transfers of non-recurring charges	Reprise sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	8	31	575
Non-recurring income	Produits exceptionnels	8	31	2 085
Non-recurring operating expenses	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0		146
Non-recurring expense on long-term investments - disposals	Charges exceptionnelles sur immobilisations financières - éléments cédés	0	3 275	
Depreciation and other provisions	Dotations aux amortissements et autres provisions	0	10	31
Non-recurring expenses	Charges exceptionnelles	0	3 285	177
Non-recurring result	Résultat exceptionnel	7	(3 254)	1 908
Income tax - Note 5	Impôts sur les bénéfices - Note 5	(543)	(329)	(262)
Total income	Total des produits	4 721	10 192	7 972
Total expenses	Total des charges	7 142	11 015	3 144
Profit for the year	Résultat de l'exercice	(2 421)	(823)	4 828



Statement of cash flows

(€ thousands)

Net result	
Amortisation, depreciation and provisions	
Reversals of provisions	
Net book value of assets sold	
Proceeds from disposals	
Share of grants transferred to statement of income	
Change in provisions for deferred taxes	
Dividend (unconsolidated shares)	
Cash flow	
Change in inventory	
Change in operating receivables	
Change in operating payables	
Change in working capital requirements	
Cash from operating activities	
Intangible	
Tangible	
Financial	
Investing activities, other than equity interests	
Intangible and tangible	
Financial	
Proceeds from asset disposals, other than equity interests	
Impact of changes in the consolidated entity	
Acquisition of equity interests	
Cash used in investing activities	
Change in financial debt	
Cash contributed to capital increase	
Change in conditioned advances	
Dividend paid to shareholders	
Cash from financing activities	
Translation adjustment	
Change in cash during the year	
Opening cash	
Closing cash	

Tableau de financement

(en milliers d'euros)

2006

2005

Résultat net	(2 421)	(823)
Dotation aux amortissements et provisions	3 515	4
Reprise de provisions	(230)	(905)
Valeur nette comptable des actifs cédés		
Produit de cessions		3 275
Q/P de subventions virées au compte de résultat		
Variation des provisions pour impôts différés		
Dividende (titres non consolidés)		
Marge brute d'autofinancement	864	1 551
Variation des stocks		
Variation des créances d'exploitation	(1 965)	(284)
Variation des dettes d'exploitation	1 052	439
Variation du besoin en fonds de roulement	(913)	155
Trésorerie générée par l'exploitation	(49)	1 706
Incorporelles		
Corporelles		7
Financières	(3 038)	253
Opérations d'investissement, autres que titres de participation	(3 038)	260
Incorporelles et corporelles		1
Financières	2 139	
Produits de cession des actifs, autres que titres de participation	2 139	1
Incidence des variations de périmètre		
Acquisitions de titres de participation		3 831
Trésorerie affectée à l'investissement	(899)	4 092
Variation des dettes financières	(541)	(649)
Apport en numéraire sur augmentation de capital		
Variation des avances conditionnées		(1 459)
Dividendes versés aux actionnaires	(1 112)	(1 100)
Trésorerie provenant du financement	(1 653)	(3 208)
Écart de conversion	0	0
Variation de la trésorerie de l'exercice	(2 601)	(5 592)
Trésorerie à l'ouverture	10 481	16 073
Trésorerie à la clôture	7 880	10 481

Notes to the parent company financial statements

NOTE 1 - ACCOUNTING PRINCIPLES

The financial statements were prepared according to generally accepted accounting principles in France. As in previous years, the presentation was conceived to highlight important information.

The following accounting policies were applied.

1 - Assets

Assets are evaluated at cost (price of acquisition and additional costs).

Assets are depreciated or amortized as follows:

- software and computer programs over four years on a straight-line basis
- office equipment over seven years on a straight-line basis

2 - Equity interests

The gross value of securities is determined by the acquisition price excluding additional costs, and after legal revaluations, if such occurred.

If the inventory value of the assets is less than their net book value, a provision for impairment is recorded for the amount of the difference.

The inventory value is assessed:

- for controlled subsidiaries and affiliates that are part of the company's long-term strategy, on the basis of the value to business, which is determined on the basis of an analysis that accounts for the fair value of the group's assets, the net asset value, or the probable trading value, according to the situation.
- for equity holdings that may be sold if market opportunities occur, on the basis of their probable trading value, and in the case of listed securities, on the basis of the average share price in the month preceding the approval of the financial statements.

In the event the inventory value is negative, in addition to the provision for impairment of securities, the other assets are covered by a provision and, if required, a provision for risks is recognized.

Capital gains and losses on disposals are calculated according to the weighted average cost method.

Dividends from equity holdings are recognized in the year in which the decision to distribute the dividends occurs.

3 - Treasury stock

Treasury stock is recognised under Trading securities for the part allocated to stock options, and under Fixed assets for securities that do not correspond to a particular explicit use.

They are valued at the closing date on the basis of the average share price in the month preceding the approval of the financial statements, and a provision for impairment is recognized if necessary. Treasury stock was valued on the basis of the last listed share price at € 77 on December 29, 2006.

4 - Trading securities

Trading securities are valued at the lower of their historical cost or their selling price (average listed share price in the previous month, realizable value at the end of the year or probable trading value).

5 - Currency transactions

Expense and income in foreign currency are recognized for their exchange value at the date of the transaction. Payables, receivables and cash in foreign currency are recorded on the balance sheet for their exchange value at the end of the year. The difference between the year-end value of payables and receivables in foreign currency and related off-balance sheet commitments is recognized in income. Latent foreign exchange losses that are not offset are covered by a provision for risks, except when the financial instruments in question,

Annexe aux comptes sociaux

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes ont été établis conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation applicables en France. La présentation a été réalisée en privilégiant, comme les années précédentes, la mise en évidence des informations importantes.

Les principes comptables utilisés sont les suivants :

1 - Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

- Logiciel et progiciel sur 4 ans en linéaire.
- Le matériel de bureau sur 7 ans en linéaire.

2 - Titres de participation

La valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, et après réévaluations légales le cas échéant.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée :

- Pour les sociétés contrôlées et les participations faisant partie d'une stratégie durable de la société, d'après la valeur d'usage, cette dernière étant déterminée selon les cas en fonction d'une analyse tenant compte notamment de la juste valeur des actifs du groupe, de l'actif net réestimé ou de la valeur probable de négociation.
- Pour les participations susceptibles d'être vendues, en fonction d'opportunités de marché, d'après leur valeur probable de négociation ou, dans le cas des titres cotés, d'après la moyenne des cours de Bourse du mois précédant l'arrêté des comptes.

Le cas échéant, lorsque la valeur d'inventaire est négative, en complément de la provision pour dépréciation des titres, les autres actifs détenus sont provisionnés et, si nécessaire, une provision pour risques est constituée.

Les plus et moins-values de cessions sont calculées selon la méthode dite du "coût moyen pondéré".

Les dividendes provenant des titres de participation sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel la décision de distribution est intervenue.

3 - Actions d'autodétention

Les actions propres détenues sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement pour la part affectée aux stocks options et en "Titres immobilisés" pour les titres ne répondant pas à une affectation explicite particulière.

Elles sont évaluées à la date de clôture en fonction de la moyenne des cours de bourse du mois précédant l'arrêté des comptes et une provision pour dépréciation est constituée le cas échéant. Les titres d'autocontrôle ont été évalués en fonction du dernier cours coté à 77,00 € en date du 29 décembre 2006.

4 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de réalisation (cours coté moyen du dernier mois, valeur liquidative de fin d'exercice ou valeur probable de négociation).

5 - Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date d'opération. Les dettes, créances, disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la valorisation à ce dernier cours des dettes et créances en devises et des engagements hors bilan qui leur sont associés est enregistrée en résultat. Les pertes latentes de change qui ne sont pas compensées font l'objet d'une provision pour risques, sauf lorsque les instruments financiers en cause, entrant dans le cadre d'une stratégie

as a part of a hedging strategy, are such that no significant loss can generally be observed at the due dates.

6 - Liabilities

Pursuant to CNC regulation n°00-06 of April 20, 2000, on liabilities, a liability is recognized when NSC Groupe has an obligation to a third party, and it is probable or certain that this obligation will be the cause of a reduction in resources with no counterpart at least equivalent expected. This obligation should exist at the year's closing date in order to be recognized.

7 - Taxes

With its French subsidiaries in which it has at least a 95% equity interest directly or indirectly, NSC Groupe forms a tax consolidation group as defined in article 223 A of the French tax code. Each company calculates its tax provision on the basis of its own tax results and NSC Groupe at the head of the group calculates its own results and the incidence of restatements linked to the tax consolidation within the framework of the determination of the consolidated tax result.

The tax expense or benefit recognized in income by NSC Groupe is comprised of the following items:

- taxes paid to NSC Groupe by profitable subsidiaries in the tax consolidation group (benefit).
- taxes due to the Public Treasury for the tax result of the tax consolidation group.
- change in the use of the tax deficits of subsidiaries in the tax consolidation group in the determination of the taxes owed by the group and which may be retroceded to them when they will again be profitable.
- possible adjustments of tax expense in previous years.
- change in provisions for tax risks.

Tax deficits are analysed at each closing to confirm the probability of the restitution to subsidiaries of the tax savings from which the group benefited. No restitution is made if a subsidiary leaves the tax consolidation group.

The principles applied by NSC Groupe are in conformity with opinion 2005-G of the emergency committee of the national accounting board (Conseil national de la comptabilité).

8 - Retirement commitments

Recommendation 2003-R01 of the national accounting board (Conseil national de la comptabilité) on rules for the accounting and evaluation of retirement commitments and similar benefits was applied as of January 1, 2004.

NOTE 2 - ANALYSIS OF RESULTS

The net result in 2006 was a loss of € 2,421,000, compared with a loss of € 824,000 in 2005. This change reflected the following trends:

(€ thousands)

Operating result
Financial result
Result before tax and non-recurring items
Non-recurring items
Taxes
Net result

1 - The operating result was a loss of € 2,751,000 in 2006 versus a loss of € 80,000 in 2005.

The operating result was mainly due to a rise in external services in the amount of € 1,605,000 and a provision to guarantee liabilities for € 1,200,000.

2 - The financial result was a loss of € 220,000 in 2006 compared with € 2,182,000 in 2005.

This change was due to the allocation of a provision for depreciation of Euroschor shares in the amount of € 2,000,000 in 2006.

identifiée de couverture, sont tels qu'aucune perte significative ne pourra être globalement constatée lors de leurs échéances.

6 - Passifs

Conformément au règlement du CNC n°00-06 du 20 avril 2000 sur les passifs, un passif est comptabilisé lorsque NSC Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Cette obligation doit exister à la date de clôture de l'exercice pour pouvoir être comptabilisée.

7 - Impôts

NSC Groupe forme avec ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à 95% au moins un groupe d'intégration fiscale tel que défini à l'article 223 A du Code Général des Impôts. Chaque société calcule sa provision pour impôts sur la base de ses résultats fiscaux propres et NSC Groupe en tant que tête du groupe tient compte de ses résultats propres et de l'incidence des retraitements liés à l'intégration fiscale dans le cadre de la détermination du résultat fiscal de l'intégration.

La charge ou le produit d'impôt comptabilisé en résultat par NSC Groupe est composé des éléments suivants :

- Impôts versés à NSC Groupe par les filiales bénéficiaires intégrées fiscalement (produit).
- Impôt dû au Trésor public au titre du résultat fiscal du groupe d'intégration fiscale.
- Évolution de l'utilisation de déficits fiscaux des filiales intégrées dans la détermination de l'impôt dû par le groupe et susceptibles de leur être rétrocédés quand elles redeviendront bénéficiaires.
- Régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs.
- Évolution des provisions pour risques fiscaux.

Les déficits fiscaux sont analysés à chaque clôture afin de s'assurer de la probabilité de restitution aux filiales des économies d'impôt que le groupe a réalisées. Il n'est procédé à aucune restitution dans le cas où une filiale sort du groupe d'intégration fiscale.

Les principes appliqués par NSC Groupe sont conformes à l'avis 2005-G du Comité d'urgence du Conseil national de la comptabilité.

8. Engagements de retraite

La recommandation 2003-R01 du Conseil national de la comptabilité relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires a été appliquée à compter du 1^{er} janvier 2004.

NOTE 2 - ANALYSE DES RÉSULTATS

Le résultat net 2006 s'établit à -2 421 K€, à comparer à - 824 K€ en 2005. Cette variation résulte des évolutions suivantes :

(en milliers d'euros)	2006	2005
Résultat d'exploitation	(2 751)	(80)
Résultat financier	(220)	2 182
Résultat courant avant impôt	(2 971)	2 102
Résultat exceptionnel	7	(3 255)
Impôt	542	329
Résultat net	(2 422)	(824)

1 - Le résultat d'exploitation est négatif de 2 751 K€ en 2006 contre une perte de 80 K€ en 2005.

Ce résultat d'exploitation résulte principalement de la hausse des services extérieurs de 1 605 K€ et de la constatation de provision de garantie de passif pour 1 200 K€.

2 - Le résultat financier est une perte de 220 K€ contre un bénéfice de 2 182 K€ en 2005.

Cet écart s'explique par la dotation d'une provision de dépréciation des titres Euroschor pour un montant de 2 000 K€ en 2006.

Revenue from equity interests went from € 1,550,000 in 2005 to € 1,653,000 in 2006, representing an increase of € 103,000 (note 3).

3 - Non-recurring items represented a benefit of € 7,000 in 2006 versus a loss of € 3,254,000 in 2005.

4 - Taxes represented a net benefit of € 543,000 produced by the tax consolidation (note 5).

NOTE 3 - REVENUE FROM EQUITY INTERESTS

(€ thousands)

N. Schlumberger
Asselin-Thibeau
Sofréa
SBA
Same
Monomatic
Pack'Industrie
N. Schlumberger (USA) Inc.
N. Schlumberger (UK) Ltd.

Total

NOTE 4 - NET MOVEMENTS OF PROVISIONS AND FINANCIAL AMORTISATION

(€ thousands)

Provisions for depreciation of equity interests
Provisions for depreciation of capitalized securities and other long-term investments

Total

NOTE 5 - TAXES

1 - French tax consolidation

There were eight companies in the tax consolidation group in 2006, after Fonderie Schlumberger and Pack'Industrie joined the group.

The tax gain on companies recorded in NSC Groupe's statement of income represents the tax saved by using NSC Groupe's tax deficits. When NSC Groupe's own deficit has been entirely applied to positive results, a provision for the restitution of tax shall be recorded in NSC Groupe's parent company accounts. This provision represents the tax saved by the tax consolidation group attributable to the subsidiaries' tax deficit carryforwards. The tax savings do not belong to the parent company, but to the subsidiaries reporting the deficits.

NSC Groupe's deficit carryforward as of December 31, 2006, as € 2,871,000.

The tax consolidation group thus saved € 543,000 in taxes in 2006. In 2005, tax savings stood at € 329,000.

2 - Tax breakdown

Tax breakdown among statement of income items:

(€ thousands)

Operating result
Financial result
Current result
Non-recurring items
Proceeds from taxes

Les produits de participations passent de 1 550 K€ en 2005 à 1 653 K€ en 2006 soit une hausse de 103 K€ (voir note 3).

3 - Le résultat exceptionnel est un bénéfice de 7 K€ en 2006 contre une perte de 3 254 K€ en 2005.

4 - L'impôt représente un produit net de 543 K€ dégagé par l'intégration fiscale (voir note 5).

NOTE 3 - PRODUITS DES PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)

	2006	2005
N. Schlumberger	0	0
Asselin-Thibeau	403	0
Sofréa	196	450
SBA	25	0
Same	600	300
Monomatic	150	100
Pack'Industrie	200	200
N. Schlumberger (USA) Inc.	76	0
N. Schlumberger (UK) Ltd.	0	500
Total	1 649	1 550

NOTE 4 - MOUVEMENTS NETS DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)

	2006		2005	
	Dotations	Reprises	Dotations	Reprises
Provisions pour dépréciation des participations	2 001	0	5 250	5 200
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés et autres immobilisations financières	76	0	2	759
Total	2 077	0	5 252	5 959
	2006		2005	
	Allocation	Reversals	Allocation	Reversals

NOTE 5 - IMPÔT

1 - Intégration fiscale française

Le nombre de sociétés intégrées fiscalement s'établit à 8 en 2006, après entrée dans le périmètre des sociétés Fonderie Schlumberger et Pack'Industrie.

Le gain d'impôt sur les sociétés inscrit en compte de résultat de NSC Groupe représente l'impôt économisé par l'utilisation des déficits de NSC Groupe. Lorsque ce déficit propre à NSC Groupe aura été entièrement imputé sur des résultats positifs, une provision pour restitution d'impôt sera constituée dans les comptes sociaux de NSC Groupe. Cette provision représente l'économie d'impôt réalisée par le groupe d'intégration fiscale en raison des déficits fiscaux reportables des filiales. Cette économie d'impôt n'est pas acquise à la société mère mais aux filiales disposant de ces déficits.

Le report déficitaire de NSC Groupe au 31 décembre 2006 s'élève à 2 871 K€.

Ainsi, l'économie d'impôt pour le groupe d'intégration fiscale s'est élevé à 543 K€ en 2006. En 2005, cette économie s'était élevée à 329 K€.

2 - Ventilation de l'impôt

La ventilation de l'impôt entre les soldes intermédiaires de gestion est la suivante :

(en milliers d'euros)	2006		2005	
	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat d'exploitation	(2 751)	(930)	(80)	(81)
Résultat financier	(220)	75	2 182	215
Résultat courant	(2 971)	(855)	2 102	134
Résultat exceptionnel	7	0	(3 254)	(1 088)
Produit d'impôt	543	0	329	2
	2006		2005	
	Result before taxes	Taxes	Result before taxes	Taxes

NOTE 6 - BALANCE SHEET AND FINANCING

Total assets went from € 86,706,000 at the end of 2005 to € 84,971,000 at the end of 2006. The main changes in 2006 are indicated below.

The net value of equity interests went from € 72,135,000 at the end of 2005 to € 70,173,000 at the end of 2006 (see note 7).

Other long-term investments went from € 2,448,000 at the end of 2005 to € 3,300,000 at the end of 2006. The main movement concerned the repayment of € 2,000,000 loan to the subsidiary Asselin-Thibeau and arrangement for a loan of € 3,000,000 granted to Euroschor.

Trading securities went from € 10,258,000 at the end of 2005 to € 7,862,000 at the end of 2006. The cash made available financed the customer loan, the repayment of the borrowing, the payment of the dividend and the loss of € 2,421,000.

Shareholders' equity went from € 82,897,000 to € 79,376,000, mainly because of the result in 2006 and the dividend for 2005 distributed in 2006.

Provisions for risks and charges were € 2,106,000 at the end of 2006 compared with € 1,066,000 at the end of 2005. This trend reflected a provision of € 1,200,000, as a guarantee on inventories granted to the subsidiary N. Schlumberger.

Financial liabilities went from € 1,079,000 at the end of 2005 to € 772,000 at the end of 2006, mainly owing to the repayment of the annuity, in the amount of € 534,000, of the loan from Société Générale, with an initial value of € 3,811,000.

NOTE 7 - EQUITY INTERESTS

(€ thousands)

December 31, 2005(*)
Increase in portfolio
Decrease in portfolio
Provisions/reversals
December 31, 2006(*)

(*) of which for € 13,139,000 the subsidiary HDB in liquidation since May 1996 and depreciated 100%.

See note 20 for the list of subsidiaries and affiliates.

Changes in the portfolio in 2006 were particularly the result of:

- The acquisition of 3% of Spack System.

NOTE 8 - RECEIVABLES RELATED TO EQUITY INTERESTS AND OTHER LONG-TERM INVESTMENTS

The following developments took place during the year:

(€ thousands)

Treasury stock
Loans to subsidiaries
Other long-term investments
December 31, 2005
Increases
Decreases
Provisions/reversals
December 31, 2006
Treasury stock
Long-term loans to subsidiaries
Other long-term investments
December 31, 2006

Increase: loan to Euroschor € 3,000,000.

Decrease: loan to Asselin-Thibeau € 2,000,000 and Wuxi Machinery Co. Ltd. € 139,000.

NOTE 6 - BILAN ET FINANCEMENT

Le total du bilan passe de 86 706 K€ à fin 2005 à 84 971 K€ à fin 2006. Les principales évolutions de 2006 sont indiquées ci-après :

La valeur nette des titres de participation passe de 72 135 K€ à fin 2005 à 70 173 K€ à fin 2006 (voir note 7).

Les autres immobilisations financières passent de 2 448 K€ à fin 2005 à 3 300 K€ à fin 2006. Les principaux mouvements concernent le remboursement du prêt de 2 000 K€ de la filiale Asselin-Thibeau et à la mise en place d'un prêt de 3 000 K€ accordé à Euroschor.

Les valeurs mobilières de placement passent de 10 258 K€ à fin 2005 à 7 862 K€ à fin 2006. La trésorerie ainsi dégagée a permis de financer le crédit client, le remboursement de l'emprunt, le paiement du dividende et la perte de 2 421 K€.

Les capitaux propres passent de 82 897 K€ à 79 376 K€ principalement du fait du résultat de l'exercice 2006, et du dividende 2005 distribué en 2006.

Les provisions pour risques et charges s'établissent à 2 106 K€ à fin 2006 pour 1 066 K€ à fin 2005. Cette évolution provient d'une provision de 1 200 K€, constituée pour garantie sur stocks accordée à la filiale N. Schlumberger.

Les dettes financières passent de 1 079 K€ à fin 2005 à 772 K€ à fin 2006 principalement en raison du remboursement de l'annuité, à hauteur de 534 K€, de l'emprunt contracté auprès de la Société Générale, d'une valeur initiale de 3 811 K€.

NOTE 7 - TITRES DE PARTICIPATION

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
31 décembre 2005(*)	98 082	(25 946)	72 135
Augmentation du portefeuille	38		38
Diminution du portefeuille			0
Dotations/reprises de provisions		(2 000)	(2 000)
31 décembre 2006(*)	98 120	(27 946)	70 173
	Gross value	Provisions	Net value

(*) Dont pour 13 139 K€ la filiale HDB, en liquidation depuis mai 1996, et dépréciée à 100 %.

Le tableau des filiales et participations est donné dans la note 20.

L'évolution du portefeuille en 2006 résulte essentiellement de :

- L'acquisition de 3 % Spack System.

NOTE 8 - CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les mouvements de l'exercice se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs Brutes	Provisions	Valeurs Nettes
Titres d'autodétention	35	(8)	27
Prêts aux filiales	2 413		2 413
Autres immobilisations financières	8		8
31 décembre 2005	2 456	(8)	2 448
Augmentations	3 000		3 000
Diminutions	(2 147)		(2 147)
Dotations/reprises de provisions		(1)	(1)
31 décembre 2006	3 309	(9)	3 300
Titres d'autodétention	35	(9)	25
Prêts à long terme aux filiales	3 273		3 273
Autres immobilisations financières	1		1
31 décembre 2006	3 309	(9)	3 300
	Gross value	Provisions	Net value

Augmentation : Prêt à Euroschor 3 000 K€.

Diminution : Prêt à Asselin-Thibeau 2 000 K€ et Wuxi NSC Machinery Co. Ltd. 139 K€.

NOTE 9 - SHORT-TERM CASH AND CASH EQUIVALENTS

Analysis of changes in short-term cash and cash equivalents:

(€ thousands)
Net cash
Trading securities (*)
Cash assets
Short-term financial debt with credit institutions
Miscellaneous short-term financial debt
Cash liabilities
Net cash

(*) Mainly concerns capitalisation contracts denominated in euros and money market funds.

NOTE 10 - CAPITAL STOCK

NSC Groupe's capital stock has not been modified. It stood at € 8,900,000 at the end of 2006.

Number of shares
Situation as of December 31, 2005
Decrease in capital
Cancellation of shares
Situation as of December 31, 2006

NOTE 11 - SHAREHOLDERS' EQUITY

A dividend of € 1,112,000 was paid in 2006.

(€ thousands)
Capital stock
Legal reserve
Other reserves
Total
Retained earnings
Net result

NOTE 12 - PROVISIONS FOR RISKS AND CHARGES

Analysis of provisions for risks and charges in 2006:

(€ thousands)
Provisions for foreign exchange losses
Provisions for litigation
Provisions for retirement commitments (note 15)
Provision to guarantee liabilities
Provisions for taxes
Total
Impact recorded in operating income
Impact recorded in financial income
Impact recorded in non-recurring items
Total impact net result

NOTE 9 - TRÉSORERIE À COURT TERME

L'évolution des postes de trésorerie à court terme :

(en milliers d'euros)	2006	2005
Disponibilités	8	223
Valeurs mobilières de placement (*)	7 862	10 258
Trésorerie active	7 870	10 480
Dettes financières auprès des établissements de crédit à court terme	0	(8)
Dettes financières diverses à court terme	(3)	(4)
Trésorerie passive	(3)	(12)
Trésorerie nette	7867	10 469

(*) Essentiellement constituées de contrats de capitalisation libellés en euros et de produits monétaires.

NOTE 10 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de NSC Groupe n'a pas été modifié et s'élève à fin 2006 à 8 900 K€.

	En nombre de titres
Situation au 31 décembre 2005	556 250
Diminution de capital	
Annulation de titres	
Situation au 31 décembre 2006	556 250

NOTE 11 - CAPITAUX PROPRES

En 2006, il a été payé un dividende de 1 112 K€.

(en milliers d'euros)	2006		2005
	Avant répartition	Après répartition	Avant répartition
Capital social	8 900	8 900	8 900
Réserve légale	890	890	890
Autres réserves	71 783	68 195	71 783
Total	81 573	77 985	81 573
Report à nouveau	224	0	2 148
Résultat	(2 421)	0	(823)

	2006	2005	
	Before allocation	After allocation	Before allocation

NOTE 12 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'évolution des provisions pour risques et charges au cours de l'exercice 2006 a été la suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2005	Dotation	Reprise	31.12.2006
Provisions pour perte de change	0	27		27
Provisions pour litiges	38		(27)	11
Provisions pour engagements de retraites (Note 15)	156		(156)	0
Provision garantie de passif	0	1 204		1 204
Provisions pour impôts	872		(8)	865
Total	1 066	1 231	(191)	2 106
Effet enregistré en résultat d'exploitation		1 231	(159)	1 047
Effet enregistré en résultat financier				
Effet enregistré en résultat exceptionnel			(8)	(8)
Total effet résultat		1 231	(166)	(1 040)

	12/31/2005	Provision	Reversal	12/31/2006

NOTE 13 - MATURITY OF LIABILITIES AND ASSETS AT THE END OF THE YEAR

(€ thousands)
Financial debt
Loans from and debt with credit institutions
Miscellaneous financial loans and debt
Trade payables and related payables
Tax and social contribution debt
Other debt
Total

Breakdown of other debt as of December 31, 2006:

Subsidiaries' current accounts
Assets to be defined
Other
Total

Breakdown of other receivables as of December 31, 2006:

(€ thousands)
Trade receivables and related receivables
Tax and social contribution receivables
Other receivables
Total receivables

Payables

(€ thousands)
Trade payables, invoices not received
Customers, credit to be established
Payroll due
Provision for holidays
Provision for compensation time
Exceptional bonus
Social contributions to be paid
Charges for holidays
Exceptional bonus
Organic (retirement)
Financial organisations, amounts owed
Directors' fees
Total

Receivables

(€ thousands)
Customers, invoices not sent
Rebates, reductions not received
Insurance
Total

NOTE 13 - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES ET CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	770	770		
Emprunts et dettes financières divers	3	3		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 437	1 437		
Dettes fiscales et sociales	587	587		
Autres dettes	692	692		
Total	3 488	3 488	0	0
	Gross amounts	Less than 1 year	From 1 to 5 years	More than 5 years

Détail des autres dettes au 31 décembre 2006

Comptes courants des filiales	297
Avoirs à établir	369
Autres	26
Total	692

Détail des autres créances au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Créances clients et comptes rattachés	2 211	2 211		
Créances fiscales et sociales	610	610		
Autres créances	754	754		
Total créances	3 575	3 575	0	0
	Gross amounts	Less than 1 year	From 1 to 5 years	More than 5 years

Détail des charges à payer

(en milliers d'euros)				
Fournisseurs, factures non parvenues				315 132
Clients, avoirs à établir				369 043
Personnel, charges à payer				107 006
Provision congés payés			99 201	
Provision pour RTT			0	
Prime exceptionnelle			7 805	
Organismes sociaux, charges à payer				52 025
Charges sur congés payés			46 625	
Prime exceptionnelle			3 512	
Organic			1 888	
Organismes financiers, charges à payer				3 187
Jetons de présence				12 500
Total				858 893

Détail des produits à recevoir

(en milliers d'euros)		
Clients, factures à établir		595 087
Rabais, remises non reçus		789
Assurance		160 592
Total		756 468

NOTE 14 - INFORMATION ON ASSOCIATED COMPANIES

Balance sheet items (€ thousands)

Long-term investments
Equity interests
Receivables related to equity interests
Current asset receivables

Statement of income items (€ thousands)

Financial result
Revenue from equity interests
Interest and related revenue

NOTE 15 - RETIREMENT COMMITMENTS

At the end of 2006, the commitments of NSC Groupe (the parent company) for severance pay and additional retirement benefits were covered by provisions in the amount of € 0 (note 12) or by insurance policies.

The recommendation 2003-R01 of the national accounting board (Conseil de la comptabilité) on accounting for and evaluating retirement commitments and similar benefits was applied as of January 1, 2004.

NOTE 16 - LITIGATION

There is no litigation pending in the NSC Groupe.

NOTE 17 - COMPENSATION OF MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS AND EXECUTIVE MANAGEMENT

Directors' fees allotted to members of the Board of Directors for the year 2006 totalled € 72,000.

In 2006, the compensation paid by NSC Groupe to executive management totalled € 962,000. This amount did not include the exceptional costs linked to retirement in the amount of € 488,000.

NOTE 18 - OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS

To guarantee a loan by NSC Groupe from Société Générale, the Company pledged in guarantee trading securities in the amount of € 533,000 and 415 Pack'Industrie shares.

NOTE 19 - CONSOLIDATING COMPANY

NSC Groupe is the company that consolidates the NSC Group.

NOTE 14 - INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Aux comptes de bilan (en milliers d'euros)

	Montant net
Immobilisations financières	
Titres de participation	70 173
Créances rattachées à des participations	3 273
Créances de l'actif circulant	2 768
	Net assets

Aux comptes de résultat (en milliers d'euros)

	Montant net
Produits et charges financiers	
Produits de participations	1 653
Intérêts et produits assimilés	4
	Net result

NOTE 15 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

À la fin de 2006, les engagements de NSC Groupe (société mère) au titre des indemnités de départ à la retraite et compléments de retraite sont provisionnés à hauteur de 0 K€ (voir note 12) ou couverts par des contrats d'assurance.

La recommandation 2003-R01 du Conseil de la comptabilité relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires a été appliquée à compter du 1^{er} janvier 2004.

NOTE 16 - LITIGES

Il n'y a pas de litige en cours par la société dans NSC Groupe.

NOTE 17 - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice 2006 s'élève à 72 K€.

Durant l'année 2006, le montant global des rémunérations versées par NSC Groupe aux membres de la Direction Générale s'est élevé à 962 K€. Ce montant ne comporte pas les coûts exceptionnels liés aux départs à la retraite pour un montant de 488 K€.

NOTE 18 - LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

En garantie d'un emprunt de NSC Groupe auprès de la Société Générale, la société a donné en garantie le nantissement de titres de placement, pour un montant de 533 K€ et de 415 actions Pack'Industrie.

NOTE 19 - SOCIÉTÉ CONSOLIDANT

La société NSC Groupe est tête de groupe dans la consolidation du Groupe NSC.

NOTE 20 - INFORMATION ON SUBSIDIARIES AND AFFILIATES

Subsidiaries (equity interest of at least 50%)

Sociétés ou groupes de sociétés

(en milliers d'euros)

NOTE 20 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)

Sociétés ou groupes de sociétés (en milliers d'euros)	Capital à la clôture du bilan	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue par NSC Groupe (%)
Asselin-Thibeau	3 565	9 027	100,00
Euroschor	27 000	(9 422)	50,00
NSC Florival	753	8 367	100,00
Fréaco	8	0	100,00
HDB (société en liquidation)			
Monomatic	1 000	3 250	100,00
N. Schlumberger Austria GmbH	36	106	100,00
N. Schlumberger Deutschland GmbH	256	(40)	100,00
N. Schlumberger Japan kk	64	(6)	100,00
N. Schlumberger (UK) Ltd.	298	584	99,90
N. Schlumberger (USA) Inc.	2 027	553	100,00
Pack'Industrie	306	5 084	100,00
Same	200	3 332	100,00
SBA	19	192	99,90
Servitex	0	28	99,90
Sofréa	2 500	624	100,00
Spack System	220	568	69,00
Wuxi NSC Machinery Co. Ltd	2 619	(1 251)	100,00

TOTAL

Companies or groups of companies
(€ thousands)

Capital

Reserves and retained earnings before distribution

Percentage interest %

Valeur brute des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis et non remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes	Bénéfice ou perte (-)	Dividendes encaissés en 2006 par NSC Groupe
7 113	7 113		61 042	2 281	403
13 563	6 313	3 000	0	(4 000)	
33 033	26 233		840	736	
8	8		0	0	
13 139	0				
3 353	3 353		6 757	466	150
21	21		100	22	
246	246		5 371	(3)	
82	82		882	0	
362	362		418	(63)	500
2 902	2 645		5 957	426	76
16 769	16 769		8 097	467	200
1 733	1 733		7 398	550	600
19	19		493	98	25
31	31		58	(6)	
2 449	2 449		0	0	196
880	880		5 688	365	
2 415	1 915	268	2 338	68	
98 120	70 173	3 268			2 149
Gross book value	Net book value	Loans, advances, guarantees outstanding or given	Turnover (excl. VAT)	Profit or loss(-)	Dividends received



Statutory Auditors' report

Ladies and Gentlemen,

In compliance with the assignment entrusted to us by your shareholders' annual general meeting, we hereby report to you, for the year ended December 31, 2006 on:

- the audit of the accompanying financial statements of NSC Groupe.
- the justification of our assessments.
- the specific verifications and information required by law.

These financial statements have been approved by the Board of Directors on March 29, 2007. Our role is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

1. OPINION ON THE FINANCIAL STATEMENTS

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company as of December 31, 2006, and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting rules and principles applicable in France.

2. JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS

In accordance with the requirements of article L.823-9 of the Commercial Code relating to the justification of our assessments, we bring to your attention the following matters:

Note 1 "Accounting principles" and note 7 "Equity interests" present the accounting rules and policies related to the valuation of equity holdings.

Our assessment of the accounting rules and policies applied by your Company leads us to specify that these procedures are motivated by an approach based on the value in use of the assets.

The assessments were thus made in the context of the performance of our audit of the financial statements, taken as a whole, and therefore contributed to the formation of our unqualified audit opinion expressed in the first part of this report.

3. SPECIFIC VERIFICATIONS AND INFORMATION

We have also performed the specific verifications required by law in accordance with professional standards applicable in France.

In application of the law, we inform you that, contrary to the provisions of article L.225-102-1 of the Code de commerce, your company did not mention in the director's report the information on the compensation and benefits paid to Directors concerned as well as the commitments granted in their favour on the occasion of their appointment, departure or change in position or subsequently. Therefore, we are not able to affirm the fairness of such information.

We have no matters to report regarding the fair presentation and the conformity with the financial statements of the information given in the Directors' report, and in the documents addressed to the shareholders with respect to the financial position and the financial statements.

In accordance with French law, we have ensured that the required information concerning the purchase of investments and controlling interests and the names of the principal shareholders have been properly disclosed in the Director's Report.

Strasbourg and Mulhouse, May 15, 2007

The Statutory Auditors

Rapport général des Commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société NSC Groupe, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- la justification de nos appréciations.
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 mars 2007. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions visées à l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes de l'annexe "Note 1 – Principes comptables" et "Note 7 – Titres de participation" exposent les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société nous conduit à préciser que ces méthodes sont motivées par une approche en valeur d'utilité.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, votre société n'a pas mentionné dans son rapport de gestion les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Strasbourg et Mulhouse, le 15 mai 2007

Les Commissaires aux comptes

Einhorn-Mazars & Guérard
Valentin WITTMANN

Société Fiduciaire de Révision
Thierry LIESENFELD

“ Statutory Auditors’ report in application of the article L.225-235 of the Code de commerce

Statutory Auditors’ report, prepared in accordance with article L.225-235 of the Code de commerce, on the report prepared by the President of NSC Groupe on information given on the internal control procedures relating to the preparation and processing of financial and accounting information.

To the shareholders,

In our capacity as Statutory Auditors of NSC Groupe, and in accordance with article L.225-235 of the Commercial Code, we report to you on the report prepared by the President of your company in accordance with article L.225-37 of the Commercial Code for the year ended December 31, 2006.

It is for the President to give an account in his report, of the conditions in which the tasks of the Board of Directors are prepared and organized and the internal control procedures in place within the company.

It is our responsibility to report to you our observations on the information set out in the President’s report on the internal control procedures relating to the preparation and processing of financial and accounting information.

We conducted our work in accordance with professional guidelines applicable in France. These guidelines require that we assess the fairness of the information given in the report prepared by the President of the Board, on the internal control procedures relating to the preparation and processing of financial and accounting information. We have:

- obtained an understanding of the objectives and general organization of internal control, as well as the internal control procedures relating to the preparation and processing of financial and accounting information, as set out in the President’s report.
- obtained an understanding of the company’s procedures supporting the information given in the President’s report.

On the basis of the procedures we have performed, we draw your attention to the following matters relating to the information given (the section entitled Internal Control procedures and objective of the report) on the internal control procedures relating to the preparation and processing of financial and accounting information, contained in the President’s report, prepared in accordance with article L.225-37 of the Commercial Code:

- Note 5 presents the subjects examined by internal audit in 2006. We draw your attention to the fact that they did not concern financial and accounting matters and, in particular, the preparation of the annual financial statements.

In application of article L.823-12, we inform you that the President’s report of your Chairman on internal control does not mention the information on the principles and rules decided by the Board of Directors to determine the compensation and benefits paid to Directors, as required by article L.225-37 of the Code de commerce.

Strasbourg and Mulhouse, May 15, 2007

The Statutory Auditors

Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l’article L.225-235 du Code de commerce ”

Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l’article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d’administration de la société NSC Groupe, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société NSC Groupe et en application des dispositions de l’article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l’article L.225-37 du Code de commerce au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d’organisation des travaux du Conseil d’administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu’appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l’organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président.
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière – partie intitulée “procédures de contrôle interne et objectif du rapport” – appellent de notre part l’observation suivante :

- La note 5 expose les thèmes sur lesquels ont porté les missions d’audit interne réalisées en 2006. Nous attirons votre attention sur le fait que celles-ci n’ont pas porté sur la fonction financière et comptable, et en particulier sur la production des comptes annuels.

En application de l’article L.823-12, nous vous informons que le rapport de votre Président sur le contrôle interne ne mentionne pas les informations relatives aux principes et règles arrêtés par le Conseil d’administration pour déterminer les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux, ainsi que le prescrit l’article L.225-37 du Code de commerce.

Fait à Strasbourg et Mulhouse, le 15 mai 2007

Les Commissaires aux comptes

Einhorn-Mazars & Guérard
Valentin WITTMANN

Société Fiduciaire de Révision
Thierry LIESENFELD

Special report of the Statutory Auditors on regulated agreements and commitments

To the shareholders,

In our capacity as Statutory Auditors of your company, we hereby present our report on regulated agreements and commitments.

I - AGREEMENTS AND COMMITMENTS AUTHORIZED DURING THE YEAR

In accordance with article L.225-40 of the French Commercial Code (Code de Commerce), we have been informed of the following agreements and commitments which obtained the prior authorization of your Board of Directors.

Our responsibility does not include identifying any undisclosed agreements and commitments. We are required to report to shareholders, based on the information provided, the main terms and conditions of agreements and commitments that have been disclosed to us, without commenting on their relevance or substance. Pursuant to article R.225-31 of the French Commercial Code (Code de Commerce), it is the responsibility of shareholders to determine whether the agreements and commitments are appropriate and should be approved.

We conducted our review in accordance with the standards of our profession applicable in France. Those standards require that we carry out the necessary procedures to verify the consistency of the information disclosed to us with the source documents.

1 - AGREEMENT CONCERNING MANAGEMENT

Fonderie Schlumberger

On December 15, 2006, your Board of Directors authorized an assistance agreement with Fonderie Schlumberger, and compensation was set at 1.25% of annual net turnover excluding VAT.

This agreement took effect as of January 1, 2006, for one year and is renewable by tacit agreement.

For services rendered, your Company billed Fonderie Schlumberger in the amount of € 92,652.

Parties concerned:

Bruno Ameline

- Chairman and Chief Executive Officer of your Company.

NSC Groupe

as associate of Fonderie Schlumberger pursuant to article L.233-3 of the French Commercial Code (Code de Commerce).

2 - AGREEMENTS GOVERNING SERVICES PROVIDED BY YOUR COMPANY

NSC Florival • Fonderie Schlumberger • Finlane • Sofréa • Spack System

On December 15, 2006, your Board of Directors authorized agreements whereby your Company would provide services in the following areas: tax and legal advice, backing for export financing, executive management and technical assistance.

These agreements took effect as of January 1, 2006, for one year and are renewable by tacit agreement.

An additional clause dated December 1, 2006, limits this convention solely to executive management services in 2006.

For services rendered, your Company billed the following companies for a total of € 256,614 (excluding VAT).

NSC Florival
Fonderie Schlumberger
Finlane
Sofréa
Spack System
Total

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

I - CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-40, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 - CONVENTION DE GESTION

Fonderie Schlumberger

Votre Conseil d'administration a autorisé en date du 15 décembre 2006 une convention de prestations d'assistance conclue avec Fonderie Schlumberger moyennant une rémunération de 1,25 % du chiffre d'affaires annuel HT.

Cette convention est conclue avec effet au 1^{er} janvier 2006 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

À ce titre, votre société a facturé la somme de 92 652 € à la société Fonderie Schlumberger.

Personnes concernées :

M. Bruno AMELINE

- PDG de votre société.

NSC Groupe

en sa qualité d'associée de la société Fonderie Schlumberger au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

2 - CONVENTIONS DE PRESTATIONS DE SERVICES EFFECTUÉES PAR VOTRE SOCIÉTÉ

NSC Florival • Fonderie Schlumberger • Finlane • Sofréa • Spack System

Votre Conseil d'administration a autorisé en date du 15 décembre 2006 des conventions de prestations de services en matière de fiscalité, d'assistance juridique, de sécurisation du financement export, de direction générale et technique.

Ces conventions sont conclues avec effet au 1^{er} janvier 2006 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Un avenant daté du 1^{er} décembre 2006 limite cette convention, pour 2006, aux seules prestations de direction générale.

À ce titre, votre société a facturé un montant total de 256 614 € se répartissant de la façon suivante :

	€ HT
NSC Florival	53 428
Fonderie Schlumberger	26 714
Finlane	141 769
Sofréa	21 346
Spack System	13 357
Total	256 614

Parties concerned:

Bruno Ameline

- Chairman of the Board and Chief Executive Officer of your Company.
- Permanent representative of NSC Groupe on the Board of Directors of Sofréa.
- Chairman, NSC Florival.
- Member of the Board of Directors, Finlane.

Alain Beydon

- Member of the Board of Directors.
- Member of the Board of Directors, Sofréa.

NSC Groupe

as associate of Spack System, Sofréa, and NSC Florival pursuant to article L.233-3 of the French Commercial Code (Code de Commerce).

3 - AGREEMENTS GOVERNING SERVICES PROVIDED TO YOUR COMPANY BY SUBSIDIARIES

Asselin-Thibeau • Same

On December 15, 2006, your Board of Directors authorized agreements whereby Asselin-Thibeau and Same would provide administrative and technical services for your Company in exchange for compensation corresponding to the cost price of these services.

These agreements took effect as of January 1, 2006, for a year and are renewable by tacit agreement.

For services rendered, your Company was billed a total of € 348,739 (excluding VAT) by the following companies.

Asselin-Thibeau

Same

Total

Parties concerned:

Bruno Ameline

- Chairman and Chief Executive Officer of your Company.

NSC Groupe

as associate of Asselin-Thibeau and Same pursuant to article L.233-3 of the French Commercial Code (Code de Commerce).

4 - TAX CONSOLIDATION AGREEMENT

Your Company opted to implement a tax consolidation agreement in the group. Fonderie Schlumberger, Pack'Industrie and Fréaco joined the tax consolidation plan in 2006. In light of the contribution of each of these companies to the total tax result, the application of this agreement had a positive net impact of € 225,101 on the net income of your Company, which heads up the tax group.

Parties concerned:

Bruno Ameline

- Chairman and Chief Executive Officer of your Company.
- Manager of Fréaco.

NSC Groupe

as associate of Fonderie Schlumberger, Pack'Industrie and Fréaco pursuant to article L.233-3 of the French Commercial Code (Code de Commerce).

Personnes concernées :

M. Bruno AMELINE

- PDG de votre société.
- Représentant permanent de NSC Groupe au Conseil d'administration de Sofréa.
- Président de NSC Florival.
- Administrateur de Finlane.

M. Alain BEYDON

- Administrateur de votre société.
- Administrateur de Sofréa.

NSC Groupe

en sa qualité d'associée des sociétés Spack System, Sofréa, NSC Florival au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

3 - CONVENTIONS DE PRESTATIONS EFFECTUÉES PAR DES FILIALES AU PROFIT DE VOTRE SOCIÉTÉ

Asselin-Thibeau • Same

Votre Conseil d'administration a autorisé en date du 15 décembre 2006 des conventions de prestations de services administratifs et techniques réalisées par les sociétés Asselin-Thibeau et Same pour le compte de votre société moyennant une rémunération correspondant au prix de revient de ces prestations.

Ces conventions sont conclues avec effet au 1^{er} janvier 2006 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

À ce titre, votre société a enregistré en charges la somme de 348 739 € se répartissant de la manière suivante :

	€ HT
Asselin-Thibeau	102 728
Same	246 019
Total	348 739

Personnes concernées :

M. Bruno AMELINE

- PDG de votre société.

NSC Groupe

en sa qualité d'associée des sociétés Asselin-Thibeau et Same au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

4 - CONVENTIONS D'INTÉGRATION FISCALE

Votre société a opté pour le régime de l'intégration fiscale des groupes de sociétés. Les sociétés Fonderie Schlumberger, Pack'Industrie et Fréaco sont entrées dans le périmètre de l'intégration fiscale au cours de l'exercice 2006. Compte tenu de la contribution de chacune de ces sociétés au résultat fiscal d'ensemble, l'application de cette convention a eu un impact net positif de 225 101 € sur le résultat de votre société, tête du groupe fiscal.

Personnes concernées :

M. Bruno AMELINE

- PDG de votre société.
- Gérant de la société Fréaco.

NSC Groupe

en sa qualité d'associée des sociétés Fonderie Schlumberger, Pack'Industrie et Fréaco au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

II - AGREEMENTS AND COMMITMENTS AUTHORIZED IN PREVIOUS YEARS AND APPLIED DURING THE YEAR

In addition, in application of the French Commercial Code (Code de Commerce) we were informed that the following agreements and commitments, approved in previous years, continued to be applied during the year.

1 - TAX CONSOLIDATION AGREEMENT

Your Company opted to implement a tax consolidation agreement in the group.

Tax consolidation includes the following French subsidiaries (companies in the tax consolidation plan in 2005) :

- 1 - NSC Groupe (group holding company)
- 2 - Asselin-Thibeau
- 3 - Monomatic
- 4 - Same
- 5 - NSC Florival.

This option was renewed by your Company for a further period of five years as of January 1, 2002.

The application of the tax consolidation plan had a positive net impact of € 317,489 on the net income of your Company, which heads up the tax group.

2 - AGREEMENT CONCERNING MANAGEMENT

Assistance agreements between your Company and its manufacturing subsidiaries continued to be implemented in 2006.

Services billed to subsidiaries by your Company in 2006 were as follows:

	euros excl. VAT
Same (1)	
Monomatic (2)	
Pack'Industrie (3)	
N. Schlumberger	
Asselin-Thibeau (4)	
Spack System (5)	
Total	

These services were calculated on the basis of 1.25% of turnover excluding VAT of the subsidiaries concerned.

(1) The amount indicated includes an additional sum of € 16,954 billed for 2005.

(2) The amount indicated includes a credit of € 8,902 for 2005.

(3) The management agreement stipulates a charge of 1.25% of annual net turnover excluding VAT, i.e. € 101,210 for 2006. The amount indicated corresponds to billing for 2006, i.e. € 94,023, and credit for 2005 in the amount of € 15,861.

(4) The management agreement stipulates a charge of 1.25% of annual net turnover excluding VAT, i.e. € 763,028 for 2006. The amount indicated corresponds to billing for 2006, i.e. € 709,781, and an additional sum billed for 2005 in the amount of € 115,412.

(5) The agreement stipulates a charge of 1.25% of annual net turnover excluding VAT, i.e. € 71,105 for 2006.

3 - AGREEMENT CONCERNING SERVICES

Within the framework of this agreement, your Company provides assistance in the following fields: tax and legal advice, backing for export financing, executive management and technical expertise. Services billed in 2006 were as follows:

	euros excl. VAT
Same	
Pack'Industrie	
Monomatic	
N. Schlumberger	
Asselin-Thibeau (1)	
Total	

II - CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1 - CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE

Votre société a opté pour le régime de l'intégration fiscale des groupes de sociétés.

Le périmètre d'intégration fiscale comprend les sociétés françaises suivantes (sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale en 2005) :

- 1 - NSC Groupe (société tête de groupe)
- 2 - Asselin-Thibeau
- 3 - Monomatic
- 4 - Same
- 5 - NSC Florival

Cette option a été reconduite par votre société pour une nouvelle période de 5 ans depuis le 1^{er} janvier 2002.

L'application de la convention d'intégration fiscale a eu un impact net positif de 317 489 € sur le résultat de votre société, tête du groupe fiscal.

2 - CONVENTION DE GESTION

Les conventions de gestion intervenues entre votre société et ses filiales industrielles se sont poursuivies en 2006.

Les prestations facturées en 2006 par votre société à ses filiales sont présentées dans le tableau suivant :

	€ HT
Same (1)	109 454
Monomatic (2)	75 564
Pack'Industrie (3)	78 162
N. Schlumberger	353 147
Asselin-Thibeau (4)	825 193
Spack System (5)	0
Total	1 441 520

Ces prestations ont été calculées sur la base de 1,25 % du chiffre d'affaires hors taxes des filiales concernées.

(1) Le montant indiqué tient compte d'un complément de facturation de 16 954 € au titre de l'exercice 2005.

(2) Le montant indiqué tient compte d'un avoir de 8 902 € au titre de l'exercice 2005.

(3) La convention de gestion prévoit une facturation de 1,25 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes, soit 101 210 € pour l'année 2006. Le montant indiqué correspond à la facturation au titre de 2006, soit 94 023 € et à un avoir au titre de 2005 pour 15 861 €.

(4) La convention de gestion prévoit une facturation de 1,25 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes, soit 763 028 € pour l'année 2006. Le montant indiqué correspond à la facturation au titre de 2006 soit 709 781 € et à un complément de facturation au titre de 2005 pour 115 412 €.

(5) La convention prévoit une facturation de 1,25 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes, soit 71 105 € pour l'année 2006.

3 - CONVENTIONS DE PRESTATIONS DE SERVICES

Dans le cadre de ces conventions, votre société, apportant son concours aux filiales en matière de fiscalité, d'assistance juridique, de sécurisation du financement export, de direction générale et technique, a facturé au titre de l'exercice 2006 les montants suivants :

	€ HT
Same	0
Pack'Industrie	40 071
Monomatic	26 714
N. Schlumberger	141 769
Asselin-Thibeau (1)	452 913
Total	661 467

By the terms of the additional clauses dated December 1, 2006, signed with Pack'Industrie, Monomatic, N. Schlumberger and Asselin-Thibeau, services are now billed at cost price rather than on a flat rate basis as in the past.

(1) The amount indicated includes an additional sum of € 167,700 billed for 2005.

4 - AGREEMENT CONCERNING SERVICES

N. Schlumberger

By the terms of this agreement, this subsidiary provides assistance in information technology, export financial service, secretarial and administrative services.

As concerns this agreement, your Company recognised a charge of € 585,988.

5 - AGREEMENT GOVERNING A CAPITAL INCREASE IN THE FORM OF A LOAN

Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.

By the terms of the agreement authorized by your Board of Directors on June 25, 2004, your Company granted a loan of USD 360,000 paid out on July 13, 2005.

The balance of the loan remained unchanged as of December 31, 2006.

Strasbourg and Mulhouse, May 15, 2007

The Statutory Auditors

This is a free translation into English of the Special report of the Statutory Auditors on regulated agreements and commitments which is issued in the French language and is provided solely for the convenience of English speaking readers. This report on regulated agreements and commitments should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standard applicable in France. It should be understood that the agreements reported on are only those provided by the French Commercial Code (Code de Commerce).

Selon avenants en date du 1^{er} décembre 2006 conclus avec Pack'Industrie, Monomatic, N. Schlumberger et Asselin-Thibeau, les prestations sont dorénavant facturées au prix de revient contre un montant forfaitaire antérieurement.

(1) Le montant indiqué tient compte d'un complément de facturation de 167 700 € au titre de 2005.

4 - CONVENTION DE PRESTATIONS

N. Schlumberger

Aux termes de cette convention, la société N. Schlumberger apporte son aide dans le domaine informatique, le service financier export, le secrétariat et les prestations de services administratifs.

À ce titre, votre société a enregistré une charge de 585 988 €.

5 - CONVENTION D'AUGMENTATION DE CAPITAL SOUS FORME DE PRÊT

Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.

Selon convention autorisée par votre Conseil d'administration du 25 juin 2004, votre société a donné son accord à l'octroi d'un prêt de 360.000 USD effectué le 13 juillet 2005.

Le solde du prêt reste inchangé au 31 décembre 2006.

Fait à Strasbourg et Mulhouse, le 15 mai 2007

Les Commissaires aux comptes

Einhorn-Mazars & Guérard
Valentin WITTMANN

Société Fiduciaire de Révision
Thierry LIESENFELD



Resolutions

FIRST RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting after having heard the public presentation of the Board of Directors' management review and the Statutory Auditors' report on the parent-company financial statements, approves the balance sheet, profit and loss account and notes to the financial statements as of December 31, 2006, as they have been presented, which report a net loss of € 2,421,104.

The Ordinary Shareholders' Meeting also acknowledges the presentation of the report of the Chairman of the Board of Directors and Chief Executive Officer drawn up in compliance with article L.225-37, paragraph 6, of the Code de commerce, as well as of the independent Auditors' report drawn up in application of article L.225-35 of the same Code.

SECOND RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting approves to allocate the year's loss of € 2,421,104 proposed by the Board of Directors:

- to previous retained earnings
- to the optional reserve

THIRD RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting approves the proposal of the Board of Directors to distribute a dividend of € 1,390,625 taken from the optional reserve. The dividend distributed therefore totals € 2.50 per share. With regard to taxes, the dividend allows individual shareholders to benefit from the rebate provided for in article 158 of the French tax code.

In the event that the company owns a certain number of its shares, in accordance with the authorisations granted, when the dividend is paid, the amount corresponding to the unpaid dividends it would otherwise receive will be allocated to retained earnings.

The dividend will be paid, at no charge, from June 18, 2007.

Pursuant to article 243 bis of the French tax code, the dividend per share distributed for the previous three years is given below.

Fiscal year (€)

2003	
------	--

Fiscal year (€)

2004	
2005	

FOURTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting after having heard the public presentation of the Board of Directors' management review and the Statutory Auditors' report on the consolidated financial statements, approves the balance sheet, profit and loss account and notes to the financial statements as of December 31, 2006, as they have been presented.

FIFTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting after having heard the public presentation of the Statutory Auditors' special report on the conventions mentioned in article L.225-38 of the Code de commerce, approves the conventions described within.

Résolutions

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'ils sont présentés et se soldant par une perte de 2 421 104 €.

L'Assemblée générale ordinaire prend acte, par ailleurs, de la présentation du rapport du Président du Conseil d'administration et Directeur Général établi conformément à l'article L.225-37 alinéa 6 du Code de commerce, ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes établi conformément à l'article L.225-235 du même Code.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire approuve la proposition du Conseil d'administration d'affecter la perte de 2 421 104 € :

- sur le Report à nouveau antérieur pour	224 217 €
- sur la Réserve facultative pour	2 196 887 €
	2 421 104 €

TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire approuve la proposition du Conseil d'administration de mise en distribution d'un dividende de 1 390 625 € prélevé sur la Réserve facultative.

En conséquence, le dividende distribué s'élève à 2,50 € par action. Sur le plan fiscal, le dividende ouvre droit au profit des actionnaires physiques, à l'abattement prévu par l'article 158 du Code Général des Impôts.

Au cas où lors de la mise en paiement de ce dividende, la société détiendrait, dans le cadre des autorisations données, certaines de ses actions, le montant correspondant aux dividendes non versés, en raison de cette détention, sera affecté au compte "Report à nouveau".

La mise en paiement du dividende sera effectuée sans frais à compter du 18 juin 2007.

Conformément à l'article 243 Bis du CGI, les montants du dividende par action mis en distribution au titre des 3 derniers exercices sont mentionnés ci-après :

Exercice (en euros)	Nominal de l'action	Dividende	Avoir fiscal	Revenu global
2003	16,00	2,00	1,00	3,00
	Par value	Dividend	Tax Credit	Total
Exercice (en euros)	Nominal de l'action	Dividende	Montant éligible à l'abattement art. 158 CGI	Montant non éligible à l'abattement
2004	16,00	2,00	2,00	0
2005	16,00	2,00	2,00	0
	Par value	Dividend	Dividend eligible for rebate art. 158 tax code	Dividend not eligible for rebate

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve le bilan, le compte de résultat et l'annexe consolidés arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'ils sont présentés.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire prend acte du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du Code de Commerce. Elle approuve les conventions qui en font l'objet.

SIXTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting therefore gives full and unreserved discharge to the members of the Board of Directors for their management during the fiscal year ended December 31, 2006.

SEVENTH RESOLUTION

After having heard the report of the Board of Directors and in application of article L.225-209 of the Code de commerce, the shareholders authorise the company, through its Board of Directors or legal representatives, to trade its own shares stipulated by current legislation and regulations as follows:

- Maximum purchase price per share
- Minimum selling price per share
- Maximum number of shares

The maximum price of the 44,515 shares that remain to be acquired may not exceed € 4,896,650.

The shares acquired in application of this resolution may be acquired on one or several occasions, by any means, including private contract, by blocks of shares in order:

- market making for the liquidity of the shares through an investment service provider within the framework of a liquidity contract in conformity with the code of business ethics of the French association of investment firms, recognized by French stock market authorities.
- the purchase of shares to hold them and later exchange or pay them within the framework of external growth operations.
- the attribution to employees or officers within the framework of stock purchase or subscription option programmes.
- the cancellation of shares through a reduction in capital in order to increase earnings per share, subject to the approval of an Extraordinary Shareholders' Meeting, in keeping with current legislation.

The Board of Directors must notify the public of such decisions in compliance with applicable legislation and regulations.

This authorisation is valid for a period of eighteen months from the date of the Ordinary Shareholders' Meeting. It replaces the authorisation granted by the shareholders at their meeting on June 23, 2006.

To this end, the Board of Directors or legal representatives are authorised, in compliance with the aforementioned limits and conditions, to trade on the stock exchange, record the purchase and sale of shares, file the required reports with French stock market authorities and all other organisations, fulfil all legal obligations and, generally speaking, do what is necessary.

EIGHTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting votes to renew the term of Christian Koch as a member of the Board of Directors for a period of three years, in accordance with article 15 of the by-laws. The term of Christian Koch will end with the Ordinary Shareholders' Meeting called to approve the financial statements for the year 2009.

NINTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting votes to renew the term of Frédéric Roure as a member of the Board of Directors for a period of three years, in accordance with article 15 of the by-laws. The term of Frédéric Roure will end with the Ordinary Shareholders' Meeting called to approve the financial statements for the year 2009.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire donne en conséquence, quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de la société pour leur gestion pendant l'exercice clos le 31 décembre 2006.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, et faisant usage de la faculté prévue par l'article L.225-209 du Code de commerce, autorise la société, par l'intermédiaire de son Conseil d'administration ou de ses représentants légaux, à opérer en bourse sur ses propres actions, dans les conditions et limites prévues par les textes légaux et réglementaires, suivant les modalités ci-après :

- | | |
|------------------------------------|-------|
| • Prix d'achat maximal par action | 110 € |
| • Prix de vente minimal par action | 35 € |
| • Nombre maximal d'actions | 10 % |

Le prix maximum des 44 515 actions restant à acquérir, ne pourra pas dépasser 4 896 650 €.

Les actions acquises en application de la présente résolution pourront l'être, en une ou plusieurs fois, par tous moyens y compris le cas échéant, de gré à gré, par blocs d'actions en vue de :

- l'animation du marché avec la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF.
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.
- l'attribution aux salariés et dirigeants dans le cadre de programmes d'achat d'actions et/ou de stock options.
- l'annulation éventuelle des actions par voie de réduction de capital afin d'optimiser le résultat par action, sous réserve de l'approbation par une Assemblée générale extraordinaire, dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'administration devra procéder à l'information nécessaire en application des textes légaux et réglementaires applicables.

Cette autorisation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée. Elle se substitue à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 23 juin 2006.

En vue d'assurer l'exécution de la présente résolution, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration ou à ses représentants légaux, avec faculté de délégation, pour passer, dans les limites et conditions fixées ci-dessus, tous ordres de bourse, assurer la tenue des registres des achats et ventes de titres, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tous autres organismes éventuels, remplir toutes autres formalités et faire en général tout ce qui sera nécessaire.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire réélit Monsieur Christian KOCH, membre du Conseil d'administration pour une nouvelle période de trois ans dans les conditions prévues par l'article 15 des statuts. Le mandat de Monsieur Christian KOCH expirera donc avec l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire réélit Monsieur Frédéric ROURE, membre du Conseil d'administration pour une nouvelle période de trois ans dans les conditions prévues par l'article 15 des statuts. Le mandat de Monsieur Frédéric ROURE expirera donc avec l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2009.



TENTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting ratifies the appointment of Olivier Beydon as a member of the Board of Directors. Olivier Beydon was nominated by the Board of Directors on March 29, 2007, to replace Alain Beydon, who resigned.

Olivier Beydon will act as a member of the Board of Directors for the remainder of his predecessor's term, i.e. until the Ordinary Shareholders' Meeting called to approve the financial statements for the year 2007.

ELEVENTH RESOLUTION

The Ordinary Shareholders' Meeting empowers the bearer of an original copy, another copy or certified excerpt of these official proceedings to carry out all legal formalities.

DIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire ratifie la nomination d'Administrateur de Monsieur Olivier BEYDON coopté par le Conseil d'administration lors de sa séance du 29 mars 2007, en remplacement de Monsieur Alain BEYDON démissionnaire.

Monsieur Olivier BEYDON exercera ses fonctions d'Administrateur pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2007.

ONZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes pour remplir toutes formalités prescrites par la loi.



Legal and administrative information

GENERAL INFORMATION ON THE COMPANY

Name, headquarters and registered office

Name
Headquarters
Registered office

Legal status

A limited liability company with a Board of Directors.

Type of company

Holders of existing and future shares are part of a limited liability company governed by current legislation and the by-laws.

Date of creation and duration

The company was founded in 1810. Unless the company is dissolved at an earlier date or its life is extended pursuant to current legislation and the by-laws, the company will be dissolved on March 23, 2023.

Purpose

The purpose of the company is as follows:

- the acquisition of equity interests in any French or foreign company in existence or to be created, and the management of these holdings.
- all services and technical studies in the industrial, financial, commercial and administrative sectors, and in an accessory fashion, the purchase and sale of all goods and products necessary to these activities.
- the direct or indirect use of patents, licenses, brands and related rights.
- the purchase, construction, leasing of all buildings and land, their renovation and operation by whatever means.
- the company may undertake, at any location, all actions or operations of whatever nature or significance, to the extent that they contribute or may contribute to facilitate or may facilitate the accomplishment of activities mentioned in the preceding paragraph, or that they make it possible to protect, directly or indirectly, the commercial or financial interests of the company or of the firms with which it does business.
- all the above directly or indirectly, through the creation of a new company or group, asset transfers, limited partnerships, subscription, acquisition of securities or voting rights, mergers, alliances, joint holdings or leasing or facility management of all goods and other rights.
- and generally all industrial, commercial, financial, civil securities and real estate transactions directly or indirectly related to one of the purposes mentioned above or to all similar or associated purposes.

Trade register - SIRET - APE code

Trade register: Colmar B 915 420 491
SIRET: 915 420 491 00010
APE Code: 741 J

Availability of legal documents concerning the company

Legal documents concerning NSC Groupe may be consulted at company headquarters.

Informations juridiques et administratives

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

Dénomination, siège social et siège administratif

Dénomination sociale	NSC Groupe
Siège social	170, rue de la République - 68500 Guebwiller
Siège administratif	170, rue de la République - 68500 Guebwiller

Forme juridique de la société

Société anonyme à Conseil d'administration.

Forme de la société

Il existe entre les propriétaires des actions et celles qui pourront être créées ultérieurement, une société anonyme régie par les lois en vigueur et par les statuts.

Date de constitution et durée

La société a été constituée en 1810. Sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et par les statuts, sa vie prendra fin le 23 mars 2023.

Objet social

La société a pour objet :

- la prise de participations dans toutes sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, et la gestion de ces participations.
- toutes prestations de services et d'études techniques, dans les domaines industriel, financier, commercial et administratif, accessoirement l'achat et la vente de tous biens et produits nécessaires à ces activités.
- l'exploitation directe ou indirecte de brevets, licences, marques et droits assimilés.
- l'achat, la construction, la prise à bail de tous immeubles, bâtis et non bâtis, leur mise en valeur et exploitation par tous moyens.
- la société peut recourir en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature ou importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées à l'alinéa qui précède, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.
- le tout directement ou indirectement, par voie de création de société et groupement nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location gérance de tous biens et autres droits.
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessous ou à tous objets similaires ou connexes.

Registre du Commerce - SIRET - Code APE

Registre du Commerce : Colmar B 915 420 491
Numéro SIRET : 915 420 491 00010
Code APE : 741 J

Lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société

Les documents juridiques relatifs à NSC Groupe peuvent être consultés au siège social de la société.

Fiscal year

The NSC Groupe's fiscal year starts on January 1 and ends on December 31.

Statutory distribution of profit

Profit available for distribution consists of the net profit of the year minus the previous year's losses and the sums allocated to reserves in accordance with legal requirements, plus retained earnings.

From this profit, the Ordinary Shareholders' Meeting allocates the following sums:

1. A sufficient amount to distribute to the shareholders 5% of the fully paid-up capital their shares represent. If the profit for the year does not permit such payment, the shareholders may request that it be appropriated from the retained earnings of prior years. In such a case, the Shareholders' Meeting may decide to distribute a lesser amount.
2. Sums dedicated to the creation or building up of reserves and provisions or contingency funds or any type of retained earnings. Any balance is divided among shareholders in the form of a superdividend of an equal amount for all shareholders.

After the Ordinary Shareholders' Meeting approves the dividend, the shareholders (or if necessary the Board of Directors) decide under what conditions the dividend will be paid. However, such payment must take place within a maximum period of nine months after the end of the fiscal year, unless this period has been extended by decision of the courts.

The Ordinary Shareholders' Meeting may decide to distribute sums from available reserves and provisions, either to increase the statutory dividend or on an exceptional basis by indicating to which reserves and provision the dividend is to be charged.

The Ordinary Shareholders' Meeting may offer shareholders with regard to all or part of the dividend to be paid an option to receive the dividend either in cash or in shares issued by the company, in accordance with the conditions set or authorised by current legislation.

SHAREHOLDERS' MEETINGS**Announcement**

Shareholders' Meetings are called by the Board of Directors.

If not called by the Board of Directors, Shareholders' Meetings may be convened by:

1. The Statutory Auditors under the conditions laid down in article 24 of the by-laws.
2. A member of the Board appointed by the courts at the request of any interested party in the event of an emergency, or one or several shareholders representing at least one-twentieth of the share capital.
3. The receiver(s) if the company is liquidated.

Shareholders' Meetings are held at company headquarters or any other place indicated in the announcement.

After the preparatory formalities required by current legislation have been dealt with, announcements of Shareholders' Meetings are sent at the company's expense at least a fortnight before the meeting to each registered shareholder by ordinary post. Holders of bearer shares are convened under the conditions laid down by current legislation. The above notification time is reduced to six days if a second meeting is called.

When a Shareholders' Meeting has been unable to deliberate validly because of an insufficient quorum, a second meeting is called in the same manner, and the announcements must mention the date of the first meeting. The same procedure applies to the announcement of a second Extraordinary Shareholders' Meeting, when there was an insufficient quorum at the first meeting, under the conditions stipulated in this article.

Exercice social

L'exercice social de NSC Groupe commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Répartition statutaire des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée générale prélève successivement :

1. Une somme suffisante pour servir aux actionnaires un intérêt égal à 5 % du montant libéré et non amorti de leurs actions. Si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires ne pourront le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes. Dans ce cas, l'Assemblée générale pourra décider de servir un intérêt inférieur.
2. Les sommes destinées à la constitution et à l'alimentation de toutes réserves et provisions ou fonds de prévoyance d'une nature quelconque ou encore à un report à nouveau. Le solde éventuel est réparti aux actionnaires au titre d'un superdividende égal pour chaque action.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée générale, sont fixées par elle, ou à défaut par le Conseil d'administration. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai accordée par décision de justice.

L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves et provisions dont elle a la disposition, soit pour compléter le dividende statutaire, soit à titre exceptionnel, en indiquant expressément le ou les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

L'Assemblée générale peut offrir aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**Mode de convocation**

Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration.

A défaut de convocation par le Conseil d'administration, les Assemblées générales peuvent être également convoquées :

1. Par le ou les Commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article 24 des statuts.
2. Par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le vingtième du capital social.
3. Par le ou les liquidateurs en cas de dissolution de la société.

Les réunions ont lieu au siège social, ou en tout autre endroit indiqué par l'avis de convocation.

Après accomplissement des formalités préparatoires prévues par la réglementation en vigueur, les convocations aux Assemblées générales sont faites, quinze jours au moins avant l'Assemblée, par envoi aux frais de la société, à chaque actionnaire titulaire d'actions nominatives inscrites en compte, d'une convocation par lettre simple. Les actionnaires titulaires d'actions au porteur sont convoqués selon les modalités fixées par la loi. Le délai ci-dessus est ramené à six jours en cas de deuxième convocation.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu délibérer valablement faute de quorum requis, la deuxième Assemblée est convoquée dans les mêmes formes et l'avis de convocation doit rappeler la date de la première Assemblée. Il en est de même pour la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire prorogée sur deuxième convocation, dans les conditions prévues par cet article.

Conditions of admission

The Shareholders' Meeting is open to all shareholders, whatever the number of their shares, provided that such shares are paid up on the due dates. However, the right to a shareholder to attend the meeting is subject to the recording of ownership of the shares in the shareholder register at least five days before the date of the meeting, unless the Board of Directors has reduced or cancelled this requirement.

Shareholders with the right to attend the Shareholders' Meeting may be represented by their spouse or by another shareholder.

However, minors or legally incompetent individuals may be validly represented by their tutor, companies and public institutions by their legal representative or by any agent specifically authorised for this purpose, without it being necessary for the tutor, legal representative or agent to be personally a shareholder. Proxies should be deposited at headquarters or any other location indicated in the notification of the meeting, at the latest four days before the Shareholders' Meeting, unless the Board of Directors agrees to accept deposits beyond this limit. Shareholders with the right to attend the Shareholders' Meeting may also vote by mail under the conditions laid down by current legislation and applicable regulations.

Conditions of exercise of voting rights

At all Shareholders' Meetings (both Ordinary and Extraordinary), the number of votes is proportional to the number of shares held and each share gives a right to at least one vote, unless limited by legal provisions.

A double voting right is attributed to all entirely paid-up shares that have been registered for at least four years in the name of the same shareholders. The starting date of this four-year period corresponds to the date of registration of the name in the company's shareholder register.

However, double voting rights are attributed to registered shares at issue on the occasion of a capital increase by capitalisation of reserves, profit or additional paid-in capital, and such voting rights are attributed to shareholders based on the number of shares they already own.

When ownership is transferred, shares lose the double voting rights attributed under the conditions laid down in the preceding paragraph.

Nevertheless, a transfer of ownership resulting from inheritance, an estate division between husband and wife or a gift of shares to the benefit of the spouse or a relative likely to inherit does not cause the shares to lose double voting rights and does not affect the time period laid down in the preceding paragraph.

The double voting rights mentioned above may only be cancelled by an Extraordinary Shareholders' Meeting once approval has been obtained from a special meeting of shareholders with double voting rights. This special meeting is governed by the same conditions as an Extraordinary Shareholders' Meeting.

The voting rights attached to shares belong to the beneficiary of a life estate at Ordinary Shareholders' Meetings and to the owner of the capital at Extraordinary Shareholders' Meetings, unless there has been an agreement to the contrary and the interested parties have notified the Company by registered letter with receipt acknowledged.

Joint owners of shares are represented at Shareholders' Meetings by one of the other party or by a single agent; in the event of disagreement, the agent is appointed by the courts at the request of the most diligent joint owner.

Voting rights are exercised by the owner of pledged shares.

The company cannot validly vote with the shares it has bought on the market under the conditions laid down by current legislation; these shares are not taken into account in calculating the quorum.

Conditions d'admission

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles. Toutefois, le droit pour l'actionnaire de participer à l'Assemblée est subordonné à son inscription sur le registre des actionnaires au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée, sauf si le Conseil d'administration a réduit ou supprimé ce délai.

Tout actionnaire ayant le droit de participer à l'Assemblée générale peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire.

Toutefois, les mineurs ou interdits seront valablement représentés par leur tuteur, les sociétés et établissements publics par leur représentant légal ou par tout mandataire spécialement habilité à cet effet, sans qu'il soit nécessaire que le tuteur, le représentant légal ou le mandataire soit personnellement actionnaire. Les pouvoirs devront être déposés au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation, au plus tard quatre jours avant la réunion de l'Assemblée générale, sauf la faculté pour le Conseil d'administration d'accepter que les dépôts soient faits en dehors de cette limite.

Tout actionnaire ayant le droit de participer à l'Assemblée générale, peut également voter par correspondance selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Conditions d'exercice du droit de vote

Dans toutes les Assemblées générales (ordinaires ou extraordinaires), le droit de vote est proportionnel à la quotité du capital que représente chaque action, et chacune d'elles donne droit à une voix au moins, sauf limitation édictée par les dispositions légales.

Un droit de vote double est attribué, à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire. Le point de départ de ce délai de quatre ans correspond à la date d'inscription dans les comptes établis dans la société, au nom de chaque propriétaire.

Toutefois, le droit de vote double est attribué dès leur émission, aux actions nominatives représentant une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, et attribuées à un actionnaire du chef d'actions anciennes lui conférant ce droit.

Toute action transférée en propriété perd le droit de vote supplémentaire attribué en application de l'alinéa précédent.

Néanmoins, le transfert par suite de succession, de partage de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus au dit alinéa.

Le droit de vote double visé ci-dessus ne pourra être supprimé par une Assemblée générale extraordinaire qu'après avoir requis l'autorisation d'une Assemblée spéciale des titulaires de ce droit. Cette Assemblée statuera dans les mêmes conditions qu'une Assemblée générale extraordinaire, sauf convention contraire notifiée par les intéressés à la société suivant lettre recommandée avec avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées générales extraordinaires, sauf convention contraire notifiée par les intéressés à la société suivant lettre recommandée avec avis de réception.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

La société ne peut valablement voter avec les actions achetées par elle dans les conditions prévues par la loi ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

Nature of share. Knowledge of shareholders

Shares may be in registered or bearer form at the shareholder's choice unless forbidden by law.

Shares are registered according to legal conditions and requirements.

In addition to the legal requirements, any shareholder who acquires or sells a number of shares representing more than 2% of the voting rights must inform the company by registered letter within a fortnight of the day on which the 2% threshold was crossed.

If this obligation is not respected, and one or several shareholders owning at least 2% of the voting rights so request at the Shareholders' Meeting, the lack of such notification will result in the penalties prescribed by law.

Identification of shareholders

The company reserves the right, at any moment and at its expense, to request from the clearing house that processes its shares the name or, if it is a company, the registered name, nationality and address of holders of shares conferring immediate or future voting rights at Shareholders' Meetings, as well as the number of shares held by each and, if necessary, any restrictions which may affect the shares.

GENERAL INFORMATION CONCERNING THE CAPITAL**Conditions under which the by-laws govern changes in the share capital and the attached voting rights**

Any change in the share capital or voting rights attached to the shares is governed by the company's by-laws (part two). Only an Extraordinary Shareholders' Meeting may authorise a capital increase, at the recommendation of the Board of Directors.

If the capital increase involves the capitalisation of reserves, profit or additional paid-in capital, the Shareholders' Meeting decides on the basis of the quorum and majority required at Ordinary Shareholders' Meetings.

If the capital increase is paid in cash and the share's par value is increased, an unanimous vote of the shareholders is required.

The Shareholders' Meeting may delegate to the Board of Directors the necessary powers to conduct the capital increase on one or several occasions with five years of the authorisation.

Forme des actions. Connaissance de l'actionnariat

Les actions revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire sauf l'effet des dispositions légales contraires.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi.

En complément des dispositions légales, tout actionnaire venant à détenir ou à cesser de détenir un nombre d'actions représentant plus de 2 % des droits de vote doit informer la société, par lettre recommandée avec avis de réception et dans le délai de quinze jours à compter du jour où la fraction est atteinte ou cesse de l'être, du nombre total d'actions qu'il possède.

En cas de non-respect de l'obligation d'information mentionnée ci-dessus et si la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée, en est faite par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 2 % des droits de vote, le défaut de déclaration entraînera l'application des sanctions prévues par la loi.

Identification des actionnaires

La société se réserve le droit, à tout moment et à ses frais, de demander à l'organisme chargé de la compensation des titres le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL**Conditions auxquelles les statuts soumettent les modifications du capital et des droits attachés**

Toutes modifications du capital ou des droits attachés aux titres qui le composent sont prévues par les dispositions statutaires (titre deux des statuts). L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil d'administration, une augmentation de capital.

Si l'augmentation est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques, ou primes d'émission, l'Assemblée statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires.

Si l'augmentation est réalisée par apports en numéraire avec élévation du nominal des actions, il faut le consentement unanime des actionnaires.

L'Assemblée générale peut déléguer au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans à dater de l'autorisation qui lui a été donnée.

AMOUNT OF PAID-UP CAPITAL, NUMBER AND CATEGORY OF SHARES

Shares were floated on the Paris Stock Exchange on December 23, 1981, in the over-the-counter market, and then transferred to the Second Marché when this small-caps market was created. In 1997, the company acquired 170,675 shares through a public stock buyback offering.

As of December 31, 1998, the fully paid-up share capital totalled FRF 60 million divided into 600,000 shares with a par value of FRF 100, all of the same category.

At the meeting of the Board of Directors on January 8, 1999, the share capital was set at € 9,600,000 divided into 600,000 shares with a par value of € 16, by capitalisation of reserves in the amount of FRF 2,971,872. The Extraordinary Shareholders' Meeting of May 17, 2002, cancelled 30,000 shares by reducing capital stock.

The Extraordinary Shareholders' Meeting of July 11, 2005, cancelled 13,750 shares by reducing capital stock.

Stock option plan

The Extraordinary Shareholders' Meeting of June 12, 1998, approved a stock purchase and/or subscription option plan for 7,000 shares.

The plan took effect on June 28, 1999. Since December 31, 2006, following departures of beneficiaries, the plan concerned 5,835 shares.

The option may be exercised until June 27, 2007.

Purchase options were not allowed to be exercised before June 28, 2001, and the conversion to bearer shares or sale of shares is not authorised until June 28, 2004.

Changes in share capital

The figures in the columns "Capital", "Additional paid-in capital" and "Number of shares" in the table below represent changes, with the exception of the bold figures, which correspond to the share capital at the dates indicated.

Type of operation (FRF thousands)
Capitalisation of reserves
Stock split
Capitalisation of reserves
Capitalisation of reserves
Exercise of options
Exercise of options
Capitalisation of reserves
Exercise of options
Capital increase
Capital reduction
Stock buyback
Translation into euros with capitalisation of reserves
Cancellation of shares
Cancellation of shares

(*) premiums: the amounts correspond to changes in share premiums from issues, cash injections or mergers following equity operations.

MONTANT DU CAPITAL LIBÉRÉ, NOMBRE ET CATÉGORIES D' ACTIONS

Le titre a été admis à la Bourse de Paris le 23 décembre 1981 au hors cote spécial, puis transféré au Second Marché lors de sa création. L'exercice 1997 a été marqué par une offre publique de rachat d'actions. L'opération a porté sur 170 675 titres.

Au 31 décembre 1998, le capital social entièrement libéré est de 60 millions de francs divisé en 600 000 actions de 100 francs, toutes de même catégorie.

Au Conseil du 8 janvier 1999, le capital a été fixé à 9 600 000 € divisé en 600 000 actions de 16 €, par intégration de réserves de 2 971 872 francs.

L'Assemblée générale extraordinaire du 17 mai 2002 a procédé à l'annulation de 30 000 actions par voie de réduction du capital social.

L'Assemblée générale extraordinaire du 11 juillet 2005 a procédé à l'annulation de 13 750 actions par voie de réduction du capital social.

Plan d'option

L'Assemblée générale extraordinaire du 12 juin 1998 autorise un plan d'option par rachat et/ou souscription au bénéfice de 7 000 titres.

Le plan a été mis en œuvre le 28 juin 1999. Au 31 décembre 2006, suite à des départs de bénéficiaires, l'option porte encore sur 5 835 titres.

L'option pourra être levée jusqu'au 27 juin 2007 inclus.

L'option d'achat ne pouvait être levée avant le 28 juin 2001 et la conversion au porteur ou la cession des titres ne pouvait intervenir avant le 28 juin 2004.

Évolution du capital

Les chiffres figurant dans les colonnes "Capital", "Prime" et "Nombre d'actions" représentent des variations à l'exception de ceux, libellés en gras, qui correspondent à la situation du capital aux dates indiquées.

Nature des opérations (en milliers de francs)	Date	Capital	Primes (*)	Nombre d'actions	Nominal de l'action
	14.05.1979	51 700	-	94 000	550
Incorporation de réserves	17.05.1982	4 700	-	-	600
Division de l'action	01.10.1985	-	-	470 000	100
Incorporation de réserves	14.06.1986	5 640	-	56 400	100
Incorporation de réserves	01.09.1988	6 204	-	62 040	100
Levée d'option de souscription d'actions	31.12.1988	19	163	187	100
Levée d'option de souscription d'actions	31.12.1989	17	144	165	100
Incorporation de réserves	15.09.1990	6 828	-	68 279	100
Levée d'option de souscription d'actions	31.12.1990	39	337	387	100
Augmentation de capital	01.07.1996	39 590	327 938	395 903	100
Réduction de capital	01.07.1996	(37 669)	(311 330)	(376 686)	100
Offre publique de rachat	16.07.1997	(17 068)	(17 252)	(170 675)	100
	31.12.1998	60 000	0	600 000	100
Conversion en euros avec incorporation de réserves	08.01.1999	9 600 000	0	600 000	16
Annulation de titres	17.05.2002	(480 000)	-	(30 000)	16
	31.12.2002	9 120 000	-	570 000	16
Annulation de titres	11.07.2005	(220 000)	-	(13 705)	16
	31.12.2005	8 900 000	-	556 250	-
	Date	Share capital	Share premiums (*)	Number of shares	Par value

(*) primes : les montants correspondent aux mouvements sur les primes d'émission, d'apports ou de fusions, liées aux opérations de capital.

SHARE CAPITAL NOT CALLED-UP OR COMMITMENTS TO CAPITAL INCREASE

Capital increase by capitalisation of reserves approved by an Extraordinary Shareholders' Meeting.

Preferential subscription rights
Amounts
Capital increase
Date of the Shareholders' Meeting
Validity

Shares not forming part of the share capital

NSC Groupe has not issued any founders' shares or voting rights certificates.

Bonds

NSC Groupe has no outstanding bond issues.

Non-recurring items and litigation

During the 1996 fiscal year, the NSC Group requested that its Belgian subsidiary, HDB, be put into receivership. This legal proceeding was followed by the subsidiary's filing for bankruptcy, and the company is currently being liquidated.

Tax consolidation

NSC Groupe declared itself the sole entity responsible for any corporate income tax owed by the group, pursuant to article 223A of the French tax code, as of January 1, 1997 and for five fiscal years. The Company renewed its status for a period of five years as of January 1, 2002, and for a further five years as of January 1, 2007.

The tax consolidation concerns the group's French companies except for Spack System, in which NSC Groupe has a 69% equity interest, and Euroschor with its French subsidiary N. Schlumberger.

CAPITAL AUTORISÉ NON ÉMIS OU ENGAGEMENTS D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Augmentation de capital par incorporation de réserves en vigueur, relevant d'une Assemblée générale extraordinaire.

Droits préférentiels de souscription	-
Montants	-
Augmentation de capital	à 15 millions d'euros
Date de l'Assemblée	17.05.2002
Durée de validité	5 ans

Titres non représentatifs de capital

NSC Groupe n'a pas émis de parts de fondateur ou de certificats de droits de vote.

Obligations

NSC Groupe n'a pas émis d'obligations.

Faits exceptionnels et litiges

Au cours de l'année 1996, le Groupe NSC a demandé la mise en règlement judiciaire de la filiale belge HDB. Cette mise en règlement judiciaire a été suivie d'une faillite de la société. La liquidation poursuit normalement son cours.

Intégration fiscale

La société NSC Groupe s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe en application des dispositions de l'article 223 A du CGI à compter du 1^{er} janvier 1997 et pour une durée de cinq exercices. L'option reconduite pour une période de cinq exercices à compter du 1^{er} janvier 2002, a été reconduite pour une nouvelle période de cinq exercices à compter du 1^{er} janvier 2007.

L'intégration fiscale concerne les sociétés françaises, à l'exception de la société Spack System dont le taux de participation de NSC Groupe s'élève à 69 % et de la société Euroschor ainsi que de sa filiale française N. Schlumberger.



Brief history of the group

- 1808 Creation of the company.
- 1951 Participation in the first ITMA (textile machinery trade fair) in Lille.
- 1968 Creation of the Austrian subsidiary.
- 1969
- Acquisition of Thibeu, a carding machinery manufacturer.
 - Acquisition of Thibeu's English subsidiary.
 - Creation of the German subsidiary.
- 1973 Creation of the Italian subsidiary.
- 1979 Creation of the American subsidiary.
- 1981 NSC Groupe floated on the over-the-counter market on the Paris Stock Exchange.
- 1983 Automatic transfer of the company's stock from the over-the-counter market to the Second Marché.
- 1986 Acquisition of FIP, the holding company of Asselin, which manufactures crosslappers, and of Same, specialised in mechanical, electrical and electronic applications.
- 1988 Acquisition of HDB, a manufacturer of opening and blending machinery and equipment for woollen.
- 1996
- Merger-absorption of the subsidiary Localsace and of the sub-subsidiary NSC Participations.
 - Merger-absorption of the parent company Alsapar.
 - Partial asset transfer of the industrial activities of Fabrimeca, which took the name N. Schlumberger & Cie; the holding company opted to be called NSC Groupe.
- 1997
- Merger-absorption of FIP.
 - Public stock buyback offering.
 - Creation of the subsidiary Wuxi NSC Hongyuan.
- 1998 Partial asset transfer of Thibeu's foundry business to SID, which took the name Fonderie de Croix.
- 1999 Acquisition of 99.84% of Monomatic as of December 20, 1999.
- 2000
- Creation of NSC Groupe USA which created its specific American subsidiary that acquired the assets and goodwill of the American company ESI.
 - Sale of 76% of the shares of Fonderie de Croix.
 - Acquisition of 74.50% of the shares of Pack'Industrie.
 - Partial asset transfer of all the commercial companies of N. Schlumberger to Localsace, which took the name NSC Services.
 - Merger of NSC Groupe USA and N. Schlumberger (USA) Inc. under the name N. Schlumberger (USA) Inc. ESI remains a subsidiary of this entity.
 - Organisation of the group in five business units.
- 2002
- Change in the company's by-laws to adapt to law n°2001-420 of May 15, 2001, on new economic regulations.
 - Transformation of Thibeu, Asselin and Same into SASU.
 - Creation of the subsidiary Monomatic Italia, a subsidiary of the French company Monomatic.
 - Creation of the Japanese subsidiary N. Schlumberger Japan kk, a NSC Services company.
- 2003
- Merger-absorption of ESI by N. Schlumberger (USA) Inc.
- 2004
- Acquisition of a 30% minority interest in J.V. O Wuxi, which has changed its name to Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.
- 2005
- NSC fibre to yarn merged with the Orlandi group through the joint venture Euroschor.
 - Acquisition of 66% of the shares of Spack System.
 - Asselin-Thibeu merger (Asselin absorbed by Thibeu).
 - Partial asset transfer of textile business to MTF SAS, which took the name N. Schlumberger. The company formerly called N. Schlumberger became Fonderie Schlumberger.
 - Partial asset transfer of Fonderie Schlumberger to Socovim SAS, which took the name Fonderie Schlumberger. The company formerly called Fonderie Schlumberger became NSC Florival.
 - Creation of Euroschor SAS.
 - Creation of Fréaco SARL.
 - Transformation of Monomatic into SAS.

Bref historique du groupe

- 1808 Création de la société.
- 1951 Participation à Lille à la première ITMA (foire internationale de la machine textile).
- 1968 Création de la filiale autrichienne.
- 1969
- Acquisition de la société Thibeu, constructeur de cardes.
 - Acquisition de la filiale anglaise de Thibeu.
 - Création de la filiale allemande.
- 1973 Création de la filiale italienne.
- 1979 Création de la filiale américaine.
- 1981 Introduction au hors cote spécial à la Bourse de Paris.
- 1983 Transfert automatique du hors cote vers le Second Marché du titre de la société.
- 1986 Acquisition de la société FIP, holding de la société Asselin, constructeur d'étaleur-nappeurs et de la société Same, société d'applications mécaniques, électriques et électroniques.
- 1988 Acquisition de la société HDB, constructeur de machines d'ouvroison-mélange et de matériels pour le cardé.
- 1996
- Fusion-absorption de la filiale Localsace et de la sous-filiale NSC Participations.
 - Fusion-absorption de la société-mère Alsapar.
 - Apport partiel d'actif de l'ensemble de l'activité industrielle à la Fabrimeca qui a repris le nom N. Schlumberger & Cie ; la société faïtière optant pour la dénomination NSC Groupe.
- 1997
- Fusion-absorption de la société FIP.
 - Opération publique de rachat d'actions.
 - Création de la filiale Wuxi NSC Hongyuan.
- 1998 Apport partiel d'actif de la branche d'activité fonderie de la société Thibeu à la société SID, qui a pris le nom de Fonderie de Croix.
- 1999 Acquisition de 99,84 % des titres de la société Monomatic en date du 20 décembre 1999.
- 2000
- Création de NSC Groupe USA qui a créé sa propre filiale américaine reprenant les actifs et le fonds de commerce de la société américaine ESI.
 - Cession de 76 % des parts la société Fonderie de Croix.
 - Acquisition de 74,50 % des titres de la société Pack'Industrie.
 - Apport partiel d'actif de l'ensemble des sociétés commerciales de N. Schlumberger à la société Localsace qui a pris le nom de NSC Services.
 - Fusion des sociétés NSC Groupe USA et N. Schlumberger (USA) Inc. sous la dénomination de N. Schlumberger (USA) Inc. La société ESI reste filiale de cette entité.
 - Organisation du groupe en cinq pôles d'activité.
- 2002
- Adaptation des statuts à la loi 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques.
 - Transformation des sociétés Thibeu, Asselin et Same en SASU.
 - Création de la filiale Monomatic Italia, filiale de la société française Monomatic.
 - Création de la filiale japonaise N. Schlumberger Japan kk rattachée à NSC Services.
- 2003
- Fusion-absorption de ESI par N. Schlumberger (USA) Inc.
- 2004
- Acquisition de la part minoritaire de 30 % dans J.V. de Wuxi qui a pris le nom de Wuxi NSC Machinery Co. Ltd.
- 2005
- Regroupement du pôle NSC fibre to yarn avec le groupe Orlandi au travers de la société Euroschor détenue à parité.
 - Acquisition de 66 % des titres de la société Spack System.
 - Fusion Asselin-Thibeu par absorption de la société Asselin par la société Thibeu.
 - Apport partiel d'actif de l'activité textile à la société MTF SAS qui a pris le nom de N. Schlumberger. La dénomination sociale de l'ex-N. Schlumberger a été modifiée en Fonderie Schlumberger.
 - Apport partiel d'actif de l'activité Fonderie Schlumberger à la société Socovim SAS qui a pris le nom de Fonderie Schlumberger. La dénomination sociale de l'ex-Fonderie Schlumberger a été modifiée en NSC Florival.
 - Création de la société Euroschor SAS.
 - Création de la société Fréaco SARL.
 - Transformation de la société Monomatic en SAS.

nsc groupe

170, RUE DE LA REPUBLIQUE
BP 79 - 68502 GUEBWILLER CEDEX
France
TEL. +33 (0)3 89 74 41 41
FAX +33 (0)3 89 76 05 87
nsc@nsc.fr

www.nsc.fr

nsc